

Registre des délibérations - décisions

TOME III

SEANCE PUBLIQUE DU :

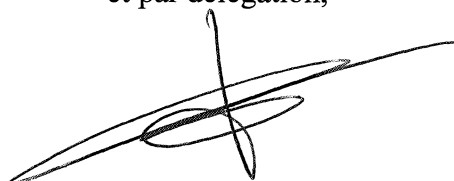
Lundi 26 mars 2012

Le présent registre contenant 200 pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 27/11/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXX une subvention d'un montant de XXXXXXX euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2011 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par.....
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXXa sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
- Pièce n° 7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2011 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2011 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la

subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2012

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

En ouvrant en septembre 2006 la Maison des Chœurs, la Ville de Montpellier a souhaité montrer à quel point il était important de soutenir le chant choral qui touche plusieurs milliers de montpelliérains. Un lieu qui a su au fil des ans prouver son utilité en donnant aux nombreux chœurs de la Ville un toit pour les répétitions et les récitals.

La Ville de Montpellier compte aujourd'hui près de 40 chorales, comptant 2 250 adhérents. Si cet art se situe clairement dans la pratique amateur, il est important de noter qu'un grand nombre de chefs de chœurs est professionnel, apportant ainsi un gage d'exigence et de qualité. 70% des chorales proposent comme base de travail le répertoire classique ; 30% se situent sur la chanson française ou sur la chanson du bassin méditerranéen. Chacune de ces chorales a son propre fonctionnement, certaines dépendent d'institutions telles que les universités ou lieux de culte, d'autres sont totalement indépendantes. Fonctionnant essentiellement à partir des cotisations de leurs membres et des recettes des concerts qu'elles donnent, la Ville de Montpellier est la principale institution qui reconnaît leur travail et leur implication dans le tissu culturel local.

Considérant que l'activité des chorales crée un lien social très fort entre les individus, qu'elles sont aussi des ambassadrices de l'excellence montpelliéraine en matière de chant choral en France et à l'étranger, il est proposé d'attribuer à 18 chorales figurant dans le tableau ci-après un montant global de subventions s'élevant à 31 500 €.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
146	Amis de l'Orgue et Chœurs de la cathédrale	F	2 000 €
148	Choeurs de l'Enclos	F	3 500 €
149	Ensemble Vocal Claire Garrone	F	5 000 €

151	Choeur Universitaire de Montpellier LR	F	1 000 €
152	Groupe Vocal Arlequin	F	500 €
153	Ensemble Vocal de Montpellier	M	6 500 €
375	B.A. Bach	F	1 000 €
547	Vocalys	F	500 €
1986	Chorale Protestante de Montpellier	F	1 500 €
2009	Coralen	F	500 €
2137	Chorale Cor Canto à Cœur Joie	F	1 000 €
3996	Ensemble Choral Universitaire de Montpellier	F	3 500 €
4011	Atout Choeur	F	1 000 €
4630	Choeur d'ô	M	1 000 €
4726	Ensemble Vocal l'Accroche Choeur	F	1 000 €
4778	Art et Création Chorale	F	1 000 €
5172	Le Choeur des Balladins	F	500 €
5472	VOY'ELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	F	500 €
	TOTAL		31 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 31 500 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Publiée le : 27/03/2012

Pour extrait conforme,
Madame le Maire



Hélène MANDROUX

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place George Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2011 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX

Intitulé du projet : XXXX

Montant attribué : XXXXX €

Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par.....,
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXXa sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
- Pièce n° 7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2011 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2011 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la

subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Zone Artistique Temporaire ZAT#4 Celleneuve Partenariat avec l'association Radio-Aviva

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

La 4ème édition de la Zone Artistique Temporaire (ZAT#4) doit se tenir dans le quartier de Celleneuve les 7, 8 et 9 avril 2012. Ce dispositif original gratuit, accessible à tous, invite le public à « vivre la ville autrement » dans le cadre d'une approche artistique des quartiers afin de promouvoir l'art dans l'espace public. En ouvrant la programmation à des formes artistiques actuelles couvrant toute les disciplines cette manifestation permet de toucher de nouveaux publics et entraîne les Montpelliérains à une découverte imaginative des quartiers.

Afin de donner un large écho à cette manifestation auprès du plus grand nombre de Montpelliérains et de mettre en valeur la richesse du quartier de Celleneuve la ville prévoit de faire réaliser des actions pédagogiques, des séquences et émissions radiophoniques ainsi que des supports de communication.

À cet effet, un partenariat de co-production est envisagé avec Radio-Aviva 88 FM, juridiquement constituée en association loi de 1901, en vue d'assurer avant, pendant et après, la promotion de la ZAT#4 et la diffusion de l'ensemble des activités programmées. Ainsi la radio mobilisera tous ses moyens et ressources dans ce but. Pour ce faire des actions de sensibilisation et de découverte seront menées auprès d'une école de Celleneuve. La vie et l'histoire du quartier de Celleneuve feront l'objet d'émissions préalables. Des spots publicitaires annonceront les dates, lieux, thèmes et programme de la manifestation. Un jingle musical spécifique ZAT#4 sera diffusé tous les jours, une semaine en amont. Diverses séquences radiophoniques présenteront la ZAT et ses artistes. Fin avril une émission bilan de la ZAT sera diffusée sous forme d'entretiens et de captation d'ambiance.

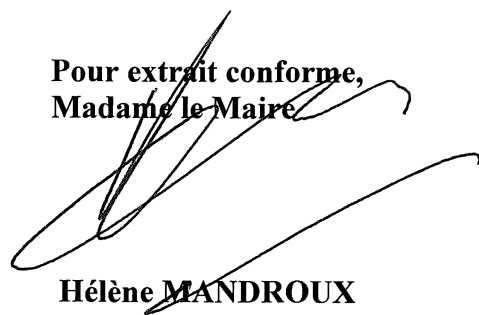
Une convention de co-production précisera à la fois les modalités de ce partenariat et les obligations tant de Radio Aviva 88 FM que de la Ville. Le montant de la prestation versée à l'association Radio-Aviva 88 FM est fixé à 2 500 €. Le budget est joint en annexe.

En conséquence il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le partenariat, dans le cadre de la ZAT#4, avec l'association Radio-Aviva 88 FM;
- D'autoriser la signature de la convention de co-production jointe en annexe pour un montant de 2 500 € TTC ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Mme Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Madame le Maire**

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène MANDROUX', written over the printed name.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 27/03/2012



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27/07/2009 ; ayant délégué la signature de la présente convention à l'Adjoint délégué à la culture, M. Philippe Saurel.

Ci-après nommée « L'organisateur ».

D'une part,

Et :

L'Association montpelliéraine de diffusion de la culture juive en Languedoc-Roussillon - **Radio Aviva** juridiquement constituée en association loi de 1901 dont le siège est situé au 18, rue Ferdinand Fabre, 34000 Montpellier, représentée par son Président, M. Hubert Allouche;

Ci-après nommée « **Radio Aviva** ».

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de mettre en œuvre un dispositif original en faveur de l'art dans l'espace public, associant pleinement les publics montpelliérains à la découverte de formes artistiques actuelles et touchant à toutes les disciplines.

Pour ce faire, elle a créé l'opération « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics, invités à « vivre la ville autrement », selon une approche sensible et imaginative des quartiers.

Dans le cadre de la programmation artistique de la ZAT#4 Celleneuve (7, 8, 9 avril 2012), il est envisagé de proposer la co-production d'actions pédagogiques, de séquences et émissions radiophoniques et la réalisation de supports de communication.

En conséquence, la Ville de Montpellier souhaite associer Radio Aviva à la réalisation de ce projet dans le cadre de la ZAT#4 Celleneuve.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir la nature, la durée et les modalités de la collaboration culturelle entre la Ville de Montpellier – Direction de la Culture et du Patrimoine – et Radio Aviva, à l'occasion de la ZAT#4 Celleneuve (7, 8, 9 avril 2012). La manifestation est organisée dans le quartier Celleneuve.

La société illusion&macadam est mandatée par la Ville de Montpellier en qualité de direction technique de la manifestation et fixe sur site les modalités et contraintes techniques et logistiques de réalisation de la co-production.

Article 2 - Nature et modalités de la collaboration

Le partenariat culturel entre les signataires pour cette opération concerne les composantes suivantes :

- une action de sensibilisation et de découverte de la radio auprès des élèves d'une école du quartier Celleneuve, intervention aboutissant à la conception, la réalisation, la production et la diffusion d'une émission radio sur l'antenne d'Aviva,
- la conception, réalisation, production et diffusion 21 jours avant la manifestation d'une émission sur l'antenne d'Aviva, mettant en valeur la vie et l'histoire du quartier Celleneuve par des entretiens réalisés auprès d'habitants du quartier, d'acteurs associatifs de territoire,
- la conception, réalisation, production de 10 séquences radiophoniques et leur diffusion à l'horaire de l'émission intitulée Culture show du 26 au 30 mars et du 2 au 6 avril 2012. Ces séquences présenteront la ZAT et ses acteurs, notamment les artistes programmés pendant la manifestation. La Ville de Montpellier propose à Radio Aviva et assure l'interface avec les intervenants,
- la conception, réalisation, production de 3 séquences radiophoniques et leur diffusion à l'horaire de la chronique intitulée « 7 minutes avec » le 4, 5 et 6 avril 2012. Ces séquences présenteront la ZAT et ses acteurs, notamment les artistes programmés lors de la manifestation. La Ville de Montpellier propose à Radio Aviva et assure l'interface avec les intervenants,
- la réalisation d'entretiens, la captation de sons d'ambiance et de réactions du public pendant les trois jours de la manifestation en vue de la conception, réalisation, production et diffusion d'une émission sur l'antenne de Radio Aviva fin avril 2012 d'une émission bilan de la ZAT,
- la conception, réalisation et diffusion en amont de la manifestation de 10 000 flyers présentant les programmes spécifiques à la manifestation sur l'antenne de Radio Aviva,
- la conception, réalisation, production d'un spot publicitaire présentant les dates, lieux et thèmes de la manifestation et sa diffusion sur l'antenne de Radio Aviva 6 fois par jour durant les 21 jours précédant la ZAT Celleneuve,
- la conception, réalisation, production d'un jingle musical ZAT et sa diffusion sur l'antenne de Radio Aviva plusieurs fois par jour durant les 7 jours précédant la ZAT Celleneuve.

Article 2.1 – Obligations de Radio Aviva

Dans le cadre de la co-production avec la Ville de Montpellier d'actions pédagogiques, de programmes radiophoniques et de supports pour la ZAT#4 Celleneuve, l'Association montpelliéraine de diffusion de la culture juive en Languedoc-Roussillon - Radio Aviva s'engage à :

- mener de manière autonome et avec ses moyens techniques et ressources propres les actions de sensibilisation et de découverte de la radio auprès des élèves d'une école du quartier Celleneuve, les émissions et séquences radiophoniques suscitées

- privilégier les intervenants proposés par la Ville de Montpellier dans la réalisation d'entretiens et dans la conduite de l'ensemble des projets co-produits
- éditer avec ses moyens techniques et ressources propres l'ensemble des supports qui auront préalablement soumis à validation de la Ville de Montpellier avant édition
- assurer la diffusion de l'ensemble des séquences et programme radiophoniques selon un planning comportant dates et horaires préalablement transmis à la Ville de Montpellier
- assurer la diffusion de l'ensemble des séquences et programme radiophoniques en streaming sur le site de Radio Aviva
- mettre à disposition de la Ville de Montpellier l'ensemble des programmes et supports et autoriser leur utilisation par la Ville de Montpellier sur tous supports

Article 2.2 – Obligations de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier coproduit des actions pédagogiques, des programmes radiophoniques et des supports dans le cadre de ZAT#4 Celleneuve pour lesquels la Ville de Montpellier s'engage à :

- assurer l'interface avec la direction des établissements scolaires de Celleneuve susceptibles de participer à l'action de sensibilisation et de découverte de la radio
- assurer l'interface avec des habitants du quartier de Celleneuve et des acteurs de territoire susceptibles d'être interrogés dans le cadre de l'émission relative à la vie et l'histoire du quartier de Celleneuve diffusée sur Radio Aviva
- assurer l'interface avec des artistes programmés pendant la manifestation et des membres de l'organisation susceptibles d'être interrogés dans le cadre des émissions « Culture show » et « 7 minutes avec... » diffusées sur Radio Aviva
- mettre à disposition le logo de la ZAT#4 Celleneuve et le logo de la Ville et autorise Radio Aviva à les utiliser dans le cadre strict des actions ou sur les supports susnommées
- assurer la validation de l'ensemble des supports avant leur diffusion
- insérer le logo de Radio Aviva dans la liste des partenaires de la Ville Montpellier pour l'organisation de la ZAT, soit sur la quatrième de couverture de la plaquette programme de la manifestation

Dédommagement financier

L'organisateur s'engage à accorder pour la coréalisation du projet précité la somme de **2 500 €** (Deux mille cinq cents euros) qu'il versera sur le compte ouvert au nom de Radio Aviva.

N° de compte :

Code banque :

Code guichet :

Clé :

Adresse :

Article 2.3 – Obligations conjointes

Les parties s'engagent à développer, par toutes voies et moyens utiles, une information mutuelle sur la promotion et la communication liées à l'opération.

Article 3 – Propriété intellectuelle

Chaque partie demeure titulaire des droits de propriété intellectuelle.

Chacune des parties peut utiliser les produits obtenus dans le cadre de la présente convention pour ses propres besoins de communication et de valorisation, en fonction de la nature des droits afférents à chacun de ces produits.

Les sources et crédits photos, illustrations, seront systématiquement cités sur les différents documents et supports.

Article 4 : responsabilité - assurances

Radio Aviva est tenue d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages en dehors de la manifestation ZAT. Elle déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques éventuels et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation de la manifestation ZAT, notamment en matière de Responsabilité Civile.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de l'opération, augmentée des délais de préparation et d'enlèvement du matériel, des objets et autres documents mis à disposition pour la manifestation, et ne pouvant excéder un mois au-delà de la date de fermeture au public, soit au plus tard le 7 mai 2012.

Article 7 - Résiliation de la convention

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties, avec un préavis de trois mois à compter de la notification, aux autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, les parties s'efforceront de mener à terme les actions conjointes qui auront été engagées.

Article 8 – Invalidité d'une clause

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont leur portée et leur force obligatoire.

Les parties pourront alors rédiger un avenant ayant pour objet le remplacement des stipulations invalides par des stipulations valides, en respectant dans la mesure du possible l'accord de volonté existant entre les parties au moment de la conclusion de la présente convention ainsi que l'objet et l'esprit de cette dernière.

Article 9 – Droit applicable - Litiges

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, à l'exécution ou à la résiliation de la présente convention, les parties s'obligent, préalablement à tout autre recours, à mettre en œuvre leurs meilleurs efforts afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord persistant, l'affaire sera portée devant les tribunaux français compétents.

Article 10 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure partenaire

L'adjoint délégué à la culture, Philippe Saurel

Hubert Allouche

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Archives Municipales Acceptation du don de l'Entente bibliophile à la Ville

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

L'Entente bibliophile de Montpellier, constituée en 1935 par un petit groupe de Montpelliérains amateurs de livres est déclarée au Journal officiel le 4 octobre 1936. Elle a pour but « la mise en commun par tous ses membres de leurs notions littéraires... et l'achat personnel de livres dans les meilleures conditions ».

Après la deuxième Guerre mondiale elle organise des expositions sur l'histoire locale qui connaissent beaucoup de succès. Elle constitue également à partir des années 1950 une collection d'objets et documents illustrant l'histoire de Montpellier.

A partir de 1958, sous l'impulsion de Gaston Vidal, secrétaire perpétuel de l'Académie de Montpellier et bibliothécaire de la société archéologique, l'Entente bibliophile se lance dans l'édition de documents régionaux. Dix huit volumes sont ainsi publiés entre 1958 et 2003.

Le 25 novembre 2011, l'Entente Bibliophile a décidé sa dissolution et le don à la Ville de Montpellier pour les Archives municipales et le Musée du Vieux Montpellier des documents et objets suivants :

- deux exemplaires des titres disponibles des éditions réalisées par l'Entente bibliophile de textes relatifs à Montpellier ou la région,
- les archives de l'association (correspondance, procès-verbaux de réunion, inventaire des collections...),
- la collection d'objets muséographiques comprenant des tableaux, des gravures, armes, médailles etc...

Ce don représente un intérêt culturel certain :

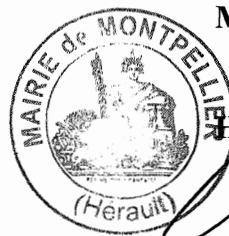
- pour les Archives de la Ville qui pourront ainsi conserver et mettre à disposition du public les éditions de l'Entente bibliophile et ses archives,
- pour le Musée du Vieux Montpellier « Musée de France » au sens de la loi 2002-5 du 4 janvier 2002 qui sera en mesure de conserver et présenter les collections constituées par l'association, en complément de ses collections dont l'inventaire et le récolement décennal ont été réalisés en 2011.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le don de l'Entente bibliophile,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à la Culture à signer la convention de don avec l'Entente Bibliophile

Le Conseil adopte.

Publiée le : 27/03/2012



**Pour extrait conforme,
Madame le Maire**

Hélène MANDROUX



CONVENTION

Entre :

L'Entente bibliophile de Montpellier, représentée par Monsieur Guy Barral, syndic chargé de la dévolution des objets muséographiques, des archives et de la bibliothèque de l'association, nommé lors de l'assemblée générale de dissolution de l'association le 25 novembre 2011

D'une part,

Et :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Don

L'Entente bibliophile de Montpellier donne en toute propriété à la Ville de Montpellier, ses archives, l'ensemble des objets composant sa collection muséographique, dont la liste est jointe à la présente convention, et deux exemplaires de chaque titre disponible de ses éditions de textes.

Article 2 : Affectation du don

Les archives seront affectées et conservées aux Archives de la Ville de Montpellier. Elles feront l'objet d'un inventaire particulier comme fonds privé.

Les objets de la collection muséographique seront affectés et conservés au Musée du Vieux Montpellier. Ils seront portés sur l'inventaire du Musée avec la mention « Don de l'Entente bibliophile de Montpellier ».

Les exemplaires de chaque titre des éditions de textes seront affectés aux Archives de la Ville de Montpellier et inventoriés dans la bibliothèque du service.

Article 3 : Modalités de transfert

Les archives de l'Entente bibliophile, la collection d'objets muséographiques et les éditions de textes sont actuellement conservées au siège de l'association, hôtel de Varennes, 2 place Pétrarque. La Ville de Montpellier se charge de les récupérer et de les transporter aux Archives et au Musée du Vieux Montpellier.

Article 4 : Restauration de deux portraits de la collection muséographique

Compte tenu de leur état et de leur intérêt, l'Entente bibliophile de Montpellier demande que les portraits de Jean-Baptiste Fabre par Coustou et du conventionnel Bonnier d'Alco par Etienne Loÿs soient restaurés prioritairement par la Ville de Montpellier.

Article 5 : Exposition et publication des objets de la collection muséographique

La mention « Don de l'Entente bibliophile de Montpellier » devra obligatoirement figurer sur toute publication ou cartel d'exposition de chaque objet issu de la collection muséographique de l'Entente bibliophile de Montpellier.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour l'Entente bibliophile de Montpellier

Pour la Ville de Montpellier

Le syndic nommé pour la liquidation

Madame le Maire

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'Université Paul-Valéry Montpellier III

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

L'Université Paul-Valéry-Montpellier III, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, gère le théâtre de la Vignette.

La programmation de ce théâtre est ouverte à tous les publics, étudiants ou non. Elle s'attache à valoriser avec beaucoup d'audace artistique les écritures théâtrales contemporaines et intègre non seulement les artistes Montpelliérains mais aussi des artistes en provenance de toute la France.

Aussi il est proposé de passer une convention de partenariat avec l'Université Paul-Valéry Montpellier III, pour un montant de 9 500 € pour le théâtre de la Vignette (n° de dossier : 20121440). Cette convention est jointe en pièce annexe ainsi que le budget correspondant.

Tableau simplifié des comptes de résultat 2010 et budget prévisionnel 2012

Comptes de résultats simplifiés exercice 2010 et le budget prévisionnel 2012					
charges			produits		
	2010	2012		2010	2012
Charges d'exploitation			Produits d'exploitation	12 811	15 000
Salaires et charges	122 829	84 235	Subventions globalisées		
Achats	20 161	4 259	DRAC	53 316	61 000
Autres Service Extérieurs	130 406	171 104	Région	5 000	20 000
Impôts et taxes		8 463	Université	119 786	124 406
			Ville Montpellier	8 000	15 000
			Conseil Général		10 000
			Autres subventions	59 390	19 850
			Produits Exceptionnels	5 487	
			Réajustement des reports	9 607	2 804
Total	273 397	268 061	Total	273 397	268 061

Tableau d'attribution :

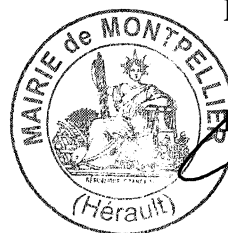
CODE ASSOCIATION	NOM DE LA STRUCTURE	NATURE	MONTANT ACCORDE
1071	Université Paul-Valéry Montpellier III (Théâtre de la Vignette)	F	9 500 €
	TOTAL		9 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 1596, nature 6574, chapitre 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus pour le fonctionnement pour un montant de 9 500 €.
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme
Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 26 mars 2012.

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire Université Paul-Valéry, Montpellier III, représentée par sa présidente, Madame Anne FRAÏSSE.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

La structure bénéficiaire Université Paul-Valéry, Montpellier III, établissement public à caractère culturel, scientifique et professionnel gère le "Théâtre de la Vignette", service culturel de l'Université. Lieu de diffusion, de formation, de résidence et de création, le Théâtre de la Vignette propose des spectacles valorisant des écritures théâtrales novatrices et contemporaines. Une programmation qui suit deux axes. D'une part les créations d'écoles européennes supérieures de théâtre, d'autre part des spectacles professionnels.

Une programmation qui grâce notamment à une politique tarifaire et des dispositifs de médiation pertinents attire un public large et varié (plus de 6 000 spectateurs par an). Son encrage territorial en fait un outil pertinent au service d'une politique d'ouverture de l'Université Paul Valéry sur la ville ainsi que d'une politique culturelle tournée vers l'avenir. Considérant que ce lieu contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 1 : Objet

L'Université Paul-Valéry, Montpellier III, a sollicité une subvention de 15 000 euros pour le fonctionnement du Théâtre de la Vignette, dont le budget s'élève à 268 061 euros.

Considérant que le projet du Théâtre de la Vignette, service culturel de l'Université Montpellier III, contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire Université Paul-Valéry, Montpellier III, une subvention de 9 500 euros pour le Théâtre de La Vignette.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que le RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultat du théâtre de la Vignette 2011 certifiés par le (la) président (e).
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2012 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012 ;
- Pièce n°6 : le projet artistique pour la première partie de la saison 2012 - 2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire Université Paul-Valéry, Montpellier 3, s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu.

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine (contact : 04 67 34 88 86 / 70 80).

Article 6 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'Université Paul-Valéry

Madame le Maire,

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Carré Sainte Anne Exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour l'organisation de deux concerts

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

Le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération propose de présenter au public, à l'intérieur du Carré Sainte-Anne, deux concerts d'étudiants de sa classe de composition dirigée par M. Christophe de Coudenhove. Les deux concerts auront lieu le jeudi 5 avril 2012, l'un à 18h00 (créations instrumentales et mixtes) et l'autre à 20h00 (créations acousmatiques). Ils seront gratuitement proposés au public.

Considérant que ce projet contribue au développement de sa politique culturelle en matière de valorisation des lieux d'art et d'histoire et qu'il présente également un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter un soutien au projet de ces deux concerts d'étudiants du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération.

Conformément à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, l'occupation du domaine public doit en principe donner lieu au paiement d'une redevance.

Toutefois, le dernier alinéa de cet article précise que cette occupation peut exceptionnellement être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

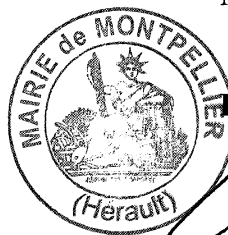
La Ville de Montpellier mettra ainsi gratuitement à disposition du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération, du mardi 3 avril à 10h au vendredi 6 avril 2012 à 12h, la salle d'exposition du Carré Sainte-Anne, ce qui correspond à une subvention en nature valorisable de 1750 euros, conformément au tarif 2012 pour l'occupation du Carré Sainte Anne. Cette somme devra être reportée dans le compte administratif de la Ville de Montpellier ainsi que dans les comptes annuels de la structure bénéficiaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition à titre gratuit du Carré Sainte Anne au Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération, jointe en annexe ;
- D'autoriser l'exonération, à titre exceptionnel, de la redevance d'occupation du domaine public afférente à ce lieu ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme.
Madame le Maire,**



Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX MUNICIPAUX

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 26/03/2012 ;

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire, le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération, représenté par son Directeur, Monsieur Jean DEKYNDT.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La structure bénéficiaire, le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération est un établissement public dédié à l'apprentissage et au développement de la musique.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire, le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération, coordonne le projet.

Le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération propose de présenter au public, à l'intérieur du Carré Sainte-Anne, deux concerts d'étudiants de sa classe de composition dirigée par M. Christophe de Coudenhove. Les deux concerts auront lieu le jeudi 5 avril 2012, l'un à 18h00 (créations instrumentales et mixtes) et l'autre à 20h00 (créations acousmatiques). Ils seront gratuitement proposés au public.

Considérant que ce projet contribue au développement de sa politique culturelle en matière de valorisation des lieux d'art et d'histoire et qu'il présente également un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter un soutien au projet de ces deux concerts d'étudiants du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération.

Article 2 : Participation de la ville :

Conformément à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, l'occupation du domaine public doit en principe donner lieu au paiement d'une redevance.

Toutefois, le dernier alinéa de cet article précise que cette occupation peut exceptionnellement être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

La Ville de Montpellier mettra ainsi gratuitement à disposition du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération, du mardi 3 avril à 10h au vendredi 6 avril 2012 à 12h, la salle d'exposition du Carré Sainte-Anne, ce qui correspond à une subvention en nature valorisable de 1750 euros. Cette somme devra être reportée dans le compte administratif de la Ville de Montpellier ainsi que dans les comptes annuels de la structure bénéficiaire.

Article 3 : Assurance

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisques et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

Une copie du contrat ou une attestation sera remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année

Article 4 : Promotion et communication

La Ville et le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération s'engagent, pour les opérations citées dans la présente convention, à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- La Ville de Montpellier

Article 5 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Directeur, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 6 : Obligations de la structure bénéficiaire

La salle d'exposition du Carré Sainte-Anne est mise à disposition du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération du 3 avril 2012 à 10h au 6 avril 2012 à 12h. L'association devra transmettre son planning d'utilisation des locaux au régisseur du service des lieux d'art et d'histoire (stephane.ficara @ville-montpellier.fr) ainsi qu'à la responsable du service des lieux d'art et d'histoire (madeline.faure@ville-montpellier.fr) suffisamment tôt avant la réalisation du projet.

L'occupation des lieux par le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération ne devra en aucun cas gêner le bon fonctionnement de la salle d'exposition. La préparation, le montage et le démontage du matériel nécessaire aux concerts ainsi que l'accueil du public seront à la charge du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération.

Enfin, les lieux mis à disposition seront tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène et de la sécurité.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de un mois, elle prendra effet au jour de sa signature.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

La Panacée Art et culture contemporaine Autorisation de signer l'avenant n°3 au lot 10A – menuiseries intérieures

Monsieur SAUREL rapporte:

Par délibération en date du 30 mars 2009, la Ville a attribué le lot 10A – menuiseries intérieures à l'entreprise Alvarez pour un montant de 165 335 € HT.

Par délibération du 29 mars 2010, la Ville a autorisé la signature de l'avenant n°1 au lot 10A - menuiseries intérieures pour un montant de 16 137 € HT, soit une augmentation de 9,76% par rapport au marché initial.

Par délibération du 8 novembre 2010, la Ville a autorisé la signature de l'avenant n°2, prolongeant le délai de réalisation des travaux de 3 mois.

Suite à la redéfinition des aménagements scénographiques visant à intégrer la salle de documentation et les ateliers pédagogiques et à augmenter la capacité de l'auditorium, certains postes ont été supprimés représentant une moins-value de 102 882,00€ HT.

Ces postes ont été remplacés par de nouvelles prestations :

- Réalisation de modules de rangement menuisés selon projet scénographique ;
- Bancs en bois dessinés sur mesure permettant de garantir une assise confortable.

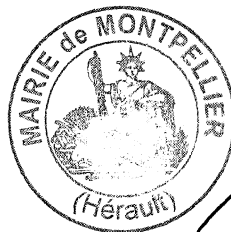
Le montant de la plus-value relative à ces prestations s'élève à 102 882,00 € HT.

Le montant final de l'avenant est donc ramené à 0,00 € HT. Cet avenant ne modifie pas l'équilibre financier du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avenant n°3 de régularisation au lot 10A-menuiseries intérieures ne modifiant pas l'équilibre financier du marché.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.



**Pour extrait conforme.
Madame le Maire,**

Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

PROJET D'AVENANT N° 3

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

ALVAREZ FRERES

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

La panacée - 14 rue de l'école de pharmacie, création d'un centre d'art et de logements étudiant
Lot 10A : menuiseries intérieures

N° du marché :

8F97819J

Notifié le :

12 mai 2009

Montant initial du marché :

Montant HT : 165 335,00 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de :

- supprimer certaines prestations suite à la redéfinition des aménagements scénographiques visant à intégrer la salle de documentation et les ateliers pédagogiques et à augmenter la capacité de l'auditorium.
- remplacer ces prestations par des modules de rangement menuisés (ateliers pédagogiques et centre de documentation) selon projet scénographique ainsi que des bancs en bois dessinés sur mesure permettant de garantir une assise confortable.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 13/01/2012. Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Récapitulatif :

- Montant total des prestations supprimées : 102 882,00 € H.T.
 - Montant total des prestations supplémentaires : 102 882,00 € H.T.
- Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 0 € H.T.

- Montant du marché initial : 165 335,00 € H.T.
- Montant de l'avenant n°1 : 16 137,00 € H.T.
- Montant de l'avenant n°2 : 0 € H.T. (prolongation de délai)
- Montant de l'avenant n°3 : 0 € H.T.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

Philippe SAUREL

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

La Panacée – Cité des artistes

Objet : Avenant récapitulatif n°2 - mars 2012

Rapport justificatif de la Maîtrise d'Oeuvre

Lot 10 – Entreprise ALVAREZ

Point n°1 – marché n° 8F978191 – postes en moins-values

Explication :

Suite à la redéfinition des aménagements scénographiques visant à intégrer la salle de documentation et les ateliers pédagogiques et à augmenter la capacité de l'auditorium, les prestations suivantes sont supprimées :

Prestations	Montant en € HT
- 2.5 volet coulissant	2 200
- 2.6 bancs de la salle de conférence	12 120
- 2.7 escalier en bois	2 500
- 2.8 boîtes aux lettres individuelles	250
- 2.9 mise sur organigramme	6 500
- 2.10 meuble métallique bar	9 000
- 2.11 banque d'accueil	8 500
- 2.12 mobilier de la salle d'interprétation	9 000
- 2.13 sièges de gradins	36 675
- Avenant 1 : plus-value pour fauteuils de l'auditorium en remplacement des bancs	16 137
TOTAL	102 882

Le montant de la moins- value n° 1 est de 102 882,00€ H.T.

Point n°2 - Devis n° 1812/11 bis – mobilier agencement et bancs en bois de l'auditorium

Explication :

Suite à la redéfinition des aménagements scénographiques visant à intégrer la salle de documentation et les ateliers pédagogiques et à augmenter la capacité de l'auditorium, les postes précédemment cités sont remplacées par les prestations objet du présent devis à savoir des modules de rangement menuisés (ateliers pédagogiques et centre de documentation)

selon projet scénographique ainsi que des bancs en bois dessinés sur mesure permettant de garantir une assise confortable.

Prestations	Montant en € HT
- Modules menuisés	57 882
- Bancs en bois	45 000
TOTAL	102 882

Le montant de la plus value n° 2 est de 102 882,00 € H.T.

Récapitulatif

Point 1 - marché n° 8F978191

-102 882.00 €HT

Point 2 - Devis n° 1812/11 bis

102 882.00 €HT

Total avenant n° 2

0.00 €HT

Montant ht du marché initial

165 335.00 €HT

Montant ht de l'avenant n°1

16 137.00 €HT

Montant ht de l'avenant n°2

0.00 €HT

Montant ht du marché

181 472.00 €HT

TVA 19.6%

35 568.51 €HT

Montant ttc du marché

217 040.51 €TTC

Le,

Visa de la maîtrise d'ouvrage

Visa de la maîtrise d'oeuvre

Valérie ASTESANO
Directrice de la Culture
et du Patrimoine

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

La Panacée Art et Culture contemporaine Résiliation du marché concernant le lot 12A Revêtement sols souples (entreprise Red Concept)

Philippe SAUREL rapporte :

Suite à un appel d'offres pour la réalisation des travaux du centre d'art la Panacée, la Ville de Montpellier a confié le lot n°12A Revêtement sols souples à l'entreprise RED CONCEPT pour un montant de 23 379, 36 € HT.

Depuis l'approbation de ce marché, l'avancement de l'opération a amené la Ville à différer les aménagements scénographiques du lieu et à ajourner les marchés correspondants comme celui de l'entreprise RED CONCEPT. L'entreprise n'a, à ce jour, pas débuté l'exécution de son marché et n'a pas engagé de frais et investissements.

Suite à l'annonce de reprise des travaux d'aménagement, la société RED CONCEPT, compte tenu de son incapacité à assurer correctement les travaux dans le nouveau planning de réalisation, a demandé la résiliation de son marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De résilier à la demande du titulaire et sans indemnisation, le marché du lot n°12A « Revêtement de sols souples » confié à l'entreprise RED CONCEPT ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme.
Madame le Maire,
Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

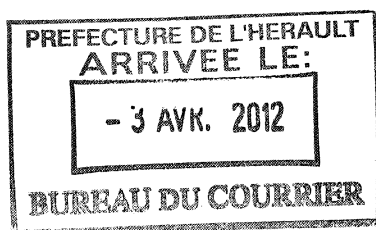
Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.



QUARTIER des Cévennes (Petit Bard-Pergola) projet de rénovation urbaine demande d'agrément de candidature du Lot N°1 – CONSTRUCTA Promotion

M. Bouillé rapporte :

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée à Montpellier le 25 novembre 2005, a permis de mobiliser des crédits relatifs aux reconstructions-démolitions de logements, aux réhabilitations de logements, aux aménagements des espaces publics et à la création d'équipements publics.

Ce projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola) porte sur un programme ambitieux devant notamment conduire à :

- la rénovation complète de l'habitat avec la démolition de 456 logements privés, la reconstruction de 550 logements publics (247 sur site et 303 hors site), la reconstruction de logements privés, la réhabilitation de 390 logements privés, la résidentialisation de l'ensemble des programmes de logements neufs et réhabilités
- la réalisation d'une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de mixité sociale,
- la restructuration du quartier pour en améliorer le fonctionnement urbain (renforcement du maillage viaire, aménagement d'une voie structurante, clarification des domanialités publiques/privées, création d'espaces et équipements publics).
- l'amélioration des conditions de vie des habitants et le changement d'image du quartier,

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur un ensemble d'actions visant à mettre en œuvre opérationnellement le projet de rénovation du quartier des Cévennes - Petit Bard.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de la Société CONSTRUCTA Promotion, détaillée ci-dessous :

Maître d'ouvrage : CONSTRUCTA Promotion
Espace Richter Center
80 place Ernest Granier
34000 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section KV n°307 partie

Surface du lot : 768 m²

Nature du projet : 35 logements collectifs
300 m² de commerces en rez-de-chaussée

SHON envisagée : 2723 m² SHON logements
287 m² SHON commerces
3010 m² SHON globale
3200 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes au projet et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de CONSTRUCTA Promotion,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme.
Madame le Maire,



Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIÉ, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Monsieur BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

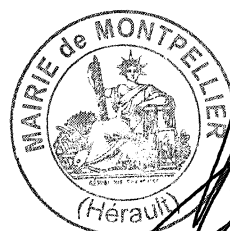
M. Elliot STONE, 10 rue Saint Firmin (propriétaire occupant)	1.500,00 €
SDC 40 rue Adam de Craponne C/O Mme Michelle ESCANDE (parties communes)	4.000,00 €
OCIMMO-cpt copropriétés Ocimmo – URBANIA, 9 rue Durand (parties communes)	3.000,00 €
SC 13 rue Fontanon chez MAB PLANCHON (parties communes)	4.000,00 €
Copro 32 rue du Faubourg Figuerolles chez FLASH Immobilier (parties communes)	3.102,77 €
Copro Le Consul chez TRANSAC, copro 11 bis avenue de Lodève (parties communes)	1.836,76 €
SDC 5 rue Daru chez BILAN PATRIMOINE (parties communes - copro dégradée)	5.000,00 €
SDC 2 rue Sébastien Bourdon chez IMMOBILIA (parties communes - copro dégradée)	5.000,00 €
Total :	27.439,53 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 27.439,53 € correspondant aux 8 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



**Pour extrait conforme.
Madame le Maire,**

Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Prolongement de la concession d'aménagement

Avenant n° 10 à la concession d'aménagement

Avenant n° 4 à la convention de trésorerie

Christian BOUILLE rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...) et sur des équipements publics.

Depuis 2003, le programme a évolué : réalisation de la passerelle du Corum et ses abords décidée en 2003, renforcement de l'action pour la dynamisation des commerces et activités en 2004, 2005, 2006 et 2007, augmentation des objectifs du programme de production de logements en 2006, restauration des locaux destinés aux artisans d'art boulevard de Bonnes Nouvelles engagée en 2007, lancement de nouvelles Opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH RU) en 2008 et 2010, léger agrandissement du périmètre de la concession pour prendre en compte la future opération d'entrée de ville, avenue F Delmas.

Aujourd'hui, sur l'objectif du programme prévisionnel de production de 1600 logements, environ 1000 logements sont soit réalisés, soit en cours.

Les conditions opérationnelles propres au renouvellement urbain, en matière de logement :

- dureté foncière,
- volonté de privilégier la négociation amiable,
- contexte difficile des relogements à réaliser au vue de la précarité des locataires (manque d'offres de logements très sociaux notamment),
- montages financiers longs avec les bailleurs sociaux publics dans le cadre du PRU,
- modifications de réglementation de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) concernant l'attribution des subventions dans le cadre des OPAH RU,

en matière de commerce :

- dureté foncière,
- décalage dans le temps de la commercialisation (la remise sur le marché des locaux commerciaux est conditionnée par l'avancement global de la requalification des quartiers afin que cette nouvelle offre puisse bénéficier de l'investissement public sur les différents territoires identifiés comme stratégiques, y compris le boulevard Jeu de Paume),

nécessitent de la ténacité mais aussi de la patience pour aboutir dans le respect des objectifs initiaux, non seulement en termes quantitatifs mais aussi de méthode (basée notamment sur la négociation).

En conséquence, pour se donner les moyens de terminer la réalisation de ce programme, il est proposé de prolonger la concession jusqu'au 30 juin 2017.


Le bilan prévisionnel passe 115 474 000 € HT à 119 659 000 € HT, la participation de la Ville de 21 985 292 € HT à 23 835 292 € HT. La TVA ne s'appliquant que partiellement, pour la passerelle et ses abords, la participation TTC de la Ville est de 24 497 437 € sur 14 ans soit 1 850 000 € TTC pour les 4 années de prolongement demandées (correspondant essentiellement au portage foncier et à l'ingénierie)

Pour diminuer le montant des frais financiers, le système d'avances infra-annuelles, mis en place les années précédentes, est maintenu. Les remboursements des avances initiales prévus en 2011 et 2012 sont reportés en 2016. Cette modification fait l'objet d'un avenant n°4 à la convention de trésorerie.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM et d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°10 à la concession d'aménagement,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire,

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme.
 Madame le Maire,

 Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

**CONCESSION D'AMENAGEMENT
MONTPELLIER GRAND CŒUR**

AVENANT n° 10

ENTRE

La Ville de Montpellier, représentée par **Monsieur Christian Bouillé, Adjoint au Maire, délégué au projet Grand Cœur**, agissant en vertu d'une délibération n° _____ du Conseil Municipal en date du _____, reçue en Préfecture de l'Hérault le _____

et désignée dans ce qui suit par « la Collectivité »

d'une part,

ET

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), Société anonyme d'économie mixte au capital de 5 894 000 €, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le n° B 462 800 160, dont le Siège Social est en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER et les bureaux, immeuble « Etoile Richter », 45 place Ernest Granier à MONTPELLIER,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, Fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration de ladite Société en date du 22 septembre 2009,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant desdites délibérations que des dispositions de l'article 21 des statuts.

et désignée dans ce qui suit par « la Société »

d'autre part.

EXPOSE

La Ville a confié à la SERM une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention, d'une durée de 10 ans, a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 26 juin 2003, reçue en Préfecture le 18 juillet 2003, signée le 25 juillet 2003, reçue en Préfecture le 28 juillet 2003 et notifiée à la SERM le 1^{er} août 2003.

Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme se traduit par :

- la réalisation de 1 600 logements, dont environ 500 logements sociaux,
- la remise sur le marché de locaux commerciaux vacants,
- l'animation et le suivi des OPAH,
- la réalisation de places de stationnement résidentiel,
- le curetage d'îlots,
- la réalisation d'équipements publics dont la réalisation de travaux de voirie aux abords de l'hôtel du Corum et à la passerelle de la Citadelle.

Aujourd'hui, l'opération d'aménagement en est au stade suivant :

- Sur les 1600 prévus, 1000 logements ont été soit cédés par la SERM soit réhabilités par des propriétaires privés ou construits avec l'animation de la SERM.

A ce jour, les conditions opérationnelles propres au renouvellement urbain,

en matière de logement :

- dureté foncière,
- volonté de privilégier la négociation amiable,
- contexte difficile des relogements à réaliser au vue de la précarité des locataires (manque d'offres de logements très sociaux notamment),
- montages financiers longs avec les bailleurs sociaux publics dans le cadre du PRU,
- modifications de réglementation de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) concernant l'attribution des subventions dans le cadre des OPAH RU,

en matière de commerce :

- dureté foncière,
- décalage dans le temps de la commercialisation (la remise sur le marché des locaux commerciaux est conditionnée par l'avancement global de la requalification des quartiers afin que cette nouvelle offre puisse bénéficier de l'investissement public sur les différents territoires identifiés comme stratégiques, y compris le boulevard Jeu de Paume,

conduisent à faire évoluer le contrat de concession pour assurer la bonne fin de l'opération, telle que programmée initialement.

Cette évolution du contrat porte sur :

- la prorogation de l'opération jusqu'au 30 juin 2017, afin de finir le programme de la concession d'aménagement, en tenant compte de la complexité du cadencement des acquisitions et des cessions des volets logements et commerces.
- de modifier en conséquence la participation publique à l'équilibre de l'opération liée aux coût du portage supplémentaire et d'ingénierie induits par la prolongation nécessaire du contrat.

Tel est l'objet du présent avenant.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – FINANCEMENT DE L'OPERATION

L'article 18.6 de la convention initiale en date du 25 juillet 2003, est rectifié comme suit :

« En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du concédant est fixé à **24.497.437 €** (dont 662.145 € de TVA au taux en vigueur).

Les modalités de cette participation sont les suivantes :

- **20.457.000€** (hors champ de TVA) : cette participation en numéraire de la Collectivité au coût de l'opération inchangée cette année, fera l'objet de versements par tranches annuelles définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur les prévisions budgétaires actualisées et évaluées aux montants suivants,
- **3.378.292 € HT** et 662.145 € de TVA au taux en vigueur **soit 4.040.437 € TTC** affectés à la création de la passerelle du Corum et aux travaux d'aménagement de ses abords seront versés par le biais d'une participation financière.
- **210.000 € HT** d'apport en nature par la Collectivité du bien immobilier situé 53 rue Bonne Nouvelle.

	Participation hors champ TVA €	Participation en TVA € HT	Apport en nature
2011 (déjà versé)	16.696.000	3.378.292	210.000
2012	1.277.000		
2013	424.000		
2014	700.000		
2015	660.000		
2016	700.000		
TOTAL	20.457.000 €	3.378.292	210.000
TOTAL CUMULE	23.835.292 € HT		

L'Aménageur sollicitera le paiement de la participation de la Collectivité concédante dans la limite du montant des tranches annuelles ci-dessus défini, éventuellement modifié par avenant.

Le montant global de cette participation pourra être révisé par avenant à la présente concession d'aménagement approuvé par délibération de l'assemblée délibérante de la Collectivité concédante.

La quote-part de la participation affectée au coût de l'opération est située en dehors du champ d'application de la TVA conformément à l'instruction 3A-7-06 du 16 juin 2006. »

ARTICLE 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONCESSION d'AMENAGEMENT

L'article 5 de la concession d'aménagement est modifié comme suit :

L'achèvement de la concession d'aménagement est fixé au 30 juin 2017.

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 3 - ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet à compter de la notification qui sera faite, par la Collectivité à la Société, de la date à laquelle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

La Société
Monsieur Thierry LAGET
Directeur Général

A Montpellier, le
En trois exemplaires.

La Collectivité
Monsieur Christian BOUILLE
Adjoint au Maire de Montpellier
Délégué au projet Grand Cœur

P.J. : Bilan prévisionnel

**CONCESSION D'AMENAGEMENT
MONTPELLIER GRAND CŒUR**

CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE

(Art. L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales)

AVENANT n° 4

ENTRE

La Ville de MONTPELLIER, ayant son siège social, 1 Place Francis Ponge 34000 MONTPELLIER,

Représentée par Monsieur Christian BOUILLE Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier, délégué à la rénovation urbaine, agissant en vertu d'une délibération n° du Conseil Municipal en date du reçue en Préfecture de l'Hérault le

Ci-après dénommée " la Ville " ou " la Collectivité "

D'une part,

ET

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), Société anonyme d'économie mixte au capital de 5 894 000 €, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le n° B 462 800 160, dont le Siège Social est en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER et les bureaux, immeuble « Etoile Richter », 45 place Ernest Granier à MONTPELLIER,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, Fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration de ladite Société en date du 22 septembre 2009,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant desdites délibérations que des dispositions de l'article 21 des statuts.

D'autre part.

IL A D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

EXPOSE

La Ville a confié à la SERM une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur »). Cette convention d'une durée de 10 ans, a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1^{er} août 2003, conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'urbanisme, ainsi que les articles L. 1523-1 à L. 1523-4 du Code Général des Collectivités Territoriales. Suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée « concession d'aménagement ».

Cette concession prévoit en son article 18.7 que lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, la SERM sollicite le versement d'une avance, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L 1523-2,4° du code général des collectivités territoriales.

Par convention de trésorerie en date du 12 octobre 2007, reçue en Préfecture le 5 novembre 2007, et en fonction du plan de trésorerie prévisionnel, la Ville de Montpellier a décidé de verser une avance de trésorerie à la SERM, destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération, et calculée en fonction du plan de trésorerie prévisionnel.

Compte-tenu du budget prévisionnel pour les prochaines années et afin d'éviter le recours à des emprunts bancaires et les frais financiers y afférents, la SERM a sollicité la Collectivité, qui a accepté, d'augmenter le montant annuel des avances sans modifier pour autant l'encours de fin d'année.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – MONTANT ET MODALITES DU VERSEMENT DES AVANCES DE TRESORERIE

L'article 2 de la convention d'avance de trésorerie initiale en date du 12 octobre 2007, modifié par avenants N° 1 et N° 2, est rectifié comme suit :

Le plan de trésorerie de la concession d'aménagement faisant apparaître des besoins de trésorerie annuels nécessaires à sa réalisation, les remboursements sont modifiés comme suit :

Modalités de versements (inchangés)

	VERSEMENTS en €
Fin 2011 (déjà versé)	12 000 000
2012	2 000 000
2013	2 000 000
2014	2 000 000
2015	2 000 000
2016	2 000 000
TOTAL	22 000 000

ARTICLE 2 – DUREE / REMBOURSEMENT

L'article 3 de la convention initiale est modifié de la façon suivante :

L'avance est consentie à l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2016, au plus tard, date à laquelle elle devra être intégralement remboursée.

Cette durée pourra être prolongée par avenant.

L'avance de trésorerie, ainsi modifiée, fera l'objet de remboursements conformément au tableau ci-après :

Modalités de remboursements

	REMBOURSEMENTS en €
2011 (déjà remboursé)	6 000 000
2012	2 000 000
2013	2 000 000
2014	2 000 000
2015	2 000 000
2016	8 000 000
TOTAL	22 000 000

ARTICLE 3 – INTANGIBILITE DES CLAUSES

Tous les articles de la convention initiale non modifiés par la présente demeurent inchangés et applicables.

ARTICLE 4 – ENTRE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet après notification de la date à laquelle le présent avenant aura été reçu par le représentant de l'Etat.

Fait à Montpellier
le
en 3 exemplaires

Pour la SERM,
Monsieur Thierry LAGET
Directeur Général

Pour la Ville,
Monsieur Christian BOUILLE
Adjoint au Maire de Montpellier
Délégué à la Rénovation Urbaine

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Crèche Joséphine BAKER Quartier Ovalie Délégation de service public Convention Ville/Mutualité Française

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier enregistre depuis plusieurs années une forte croissance démographique. Pour faire face à la demande, la Ville s'est engagée dans une politique volontariste de création de places d'accueil dans le secteur de la petite enfance. C'est ainsi qu'a été programmée quasi simultanément, la construction de 2 établissements d'accueil des jeunes enfants :

- l'un, en gestion municipale situé à proximité de l'Hôtel de Ville, dénommé crèche Adéaïde CAMBON d'une capacité de 61 enfants ouvert le 20 février 2012,
- l'autre, en gestion déléguée, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, dénommé crèche Joséphine Baker, d'une capacité de 69 places (60 en accueil collectif et 9 en accueil familial) dont l'ouverture est prévue le 1^{er} septembre 2012.

Par délibération du 7 février 2011, le Conseil Municipal, après consultation de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire a approuvé le principe de la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public et ouvert la procédure de désignation du futur délégataire en application des articles L 1411-1 à L 1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

Suite aux formalités de publicité lancées les 17 et 22 mars 2011, la Commission de délégation de service public réunie le 20 mai 2011 a ouvert les plis contenant les candidatures de 12 organismes.

Après examen, la même Commission à nouveau réunie le 17 juin 2011 a admis 8 candidats à présenter une offre.

Après analyse, la Commission réunie le 3 octobre 2011 a retenu les offres des 7 candidats suivants : Les Petits Chaperons Rouge, Bébébiz, Babilou, People & Baby, Défi Crèche, Mutualité Française de l'Hérault, Adage ; l'offre de Familles Rurales, remise hors délai, n'ayant pas été acceptée.

Après étude et analyse des dossiers d'offre, la Commission, réunie le 16 décembre 2011, a proposé dans son rapport motivé, d'entamer les négociations avec 3 organismes : Mutualité Française de l'Hérault, Défi Crèche et Adages. Un projet de convention leur a été demandé :

Après étude et discussions, la proposition de Mutualité Française Hérault s'est révélée en tous points la plus intéressante pour la Ville (cf. rapport comparatif des 3 offres définitives joint en annexe), Madame le Maire propose donc de la retenir.

La convention proposée permet de garantir une véritable qualité d'accueil, comme souhaitée sur les établissements municipaux.

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public et de la convention à signer entre la Ville et la Mutualité Française de l'Hérault sont les suivantes :

- Délégation de service public sous forme d'affermage pour une durée de 3 ans : du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2015.
- Mise à disposition de locaux neufs et adaptés appartenant à la Ville, moyennant un loyer annuel de 114 600 €.
- Projet pédagogique de qualité basé sur les valeurs mutualistes et un partenariat avec l'ensemble des métiers mutualistes pour proposer aux familles des actions de prévention santé (dans les domaines bucco dentaires – de l'audition – de l'obésité...).
- Accueil des enfants sur une amplitude horaire journalière de 11h (7h30 à 18h30) ; l'établissement est ouvert du lundi au vendredi avec 5 semaines de fermeture annuelle. Pendant ces périodes de fermeture la continuité d'accueil des enfants est assurée grâce à une concertation étroite avec la ville.
- Accueil des enfants porteurs de handicap assuré sur la base d'une charte d'accueil. La mixité sociale est garantie par l'accueil d'un minimum de 55% d'enfants à temps partiels pour une durée inférieure à 4 jours par semaine.
- Qualité d'accueil assurée par 26 professionnelles (puéricultrices, infirmières, éducatrices de jeunes enfants, auxiliaires de puériculture, CAP petite Enfance et assistantes maternelles). Le taux de personnel qualifié est bien supérieur à celui exigé par le décret du 07 Juin 2010. Les remplacements au sein de l'équipe sont assurés par deux renforts intégrés à l'équipe.
- Offre d'équipement conséquente et adaptée. Les repas seront préparés au sein de l'établissement.
- Participation municipale fixée à 3,68 € pour chaque heure d'accueil d'enfants facturée, sur une estimation de 455 482 heures sur la durée totale du contrat.
- Engagement formel de la Mutualité Française de ne pas solliciter l'aide de la ville en cas de déficit d'exploitation.

Dans ces conditions, l'économie générale de la convention apparaît très satisfaisante, la Mutualité Française Hérault assurant dans le cadre d'une gestion équilibrée avec un coût raisonnable pour la Ville, une équivalence de qualité du service rendu aux familles par rapport à celui apporté dans les établissements municipaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer avec Mutualité Française Hérault le contrat de délégation de service public annexé à la présente délibération ainsi que tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

 Pour extrait conforme.
Madame le Maire,
Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

Contrat de délégation de service public

Crèche Joséphine Baker

PREAMBULE :

Chapitre 1 : Description du contrat

- Article 1.1 : Objet du contrat
- Article 1.2 : Formation, durée et prise d'effet
- Article 1.3 : Description des prestations

Chapitre 2 : Moyens d'exploitation du service

- Article 2.1 : Moyens immobiliers et mobiliers
- Article 2.2 : Utilisation des locaux
- Article 2.3 : Conditions d'entretien, de maintenance et de réparation,
- Article 2.4 : Responsabilité et autorisation d'exploitation.
- Article 2.5 : Charges d'exploitation et Assurances.

Chapitre 3 : Obligations à la charge du délégataire :

- Article 3.1 : Conditions d'exploitation du service :
 - 3.1.1 : Principes généraux
 - 3.1.2 : Périodes d'exploitation, nombre de places,
 - 3.1.3 : Conditions d'accueil des enfants et des familles
 - 3.1.4 : Projet d'établissement, règlement de fonctionnement
- Article 3.2 : Obligations en matière d'hygiène et de sécurité
 - 3.2.1 : Sécurité et hygiène des locaux
 - 3.2.2 : Sécurité d'accueil des enfants
 - 3.2.3 : Sécurité alimentaire
- Article 3.3 : Obligations en matière de personnel
 - 3.3.1 : Recrutement du personnel
 - 3.3.2 : Gestion et formation du personnel

Chapitre 4 : Dispositions financières

- Article 4.1 : Conditions générales de rémunération du délégataire
- Article 4.2 : Compte d'exploitation prévisionnel
- Article 4.3 : Tarification des prestations aux usagers
 - Article 4.3.1 : Evolution des tarifs
- Article 4.4 : Prestations versées par la Caisse d'Allocations Familiales
- Article 4.5 : Participation de la collectivité (fonctionnement, contraintes de service public)
- Article 4.6 : Loyer pour occupation des locaux et cautionnement
 - Article 4.6.1 : loyer
 - Article 4.6.2 : cautionnement
- Article 4.7 : Régime fiscal
- Article 4.8 : Transfert des droits de déduction de la TVA

- Article 4.8.1 : Délivrance d'une attestation par le délégant
- Article 4.8.2 : Récupération de la TVA par le délégataire
- Article 4.8.3 : Reversement de la TVA au délégant
- Article 4.8.4 : Remboursement du délégataire en cas de redressement

Chapitre 5 : Contrôle de la Ville sur le délégataire

- Article 5.1 : Principe : rapport annuel du délégataire
- Article 5.2 : Contenu du rapport annuel
 - Article 5.2.1 : Données comptables
 - Article 5.2.2 : Rapport social
 - Article 5.2.3 : Eléments d'analyse de la qualité du service
 - Article 5.2.4 : Annexes
- Article 5.3 : Modalités du contrôle
- Article 5.4 : Sanctions :

Chapitre 6 : Fin de la convention

- Article 6.1 : Faits générateurs
 - Article 6.1.1 : A l'expiration du contrat
 - Article 6.1.2 : Rupture anticipée :
- Article 6.2 : Conséquences de la fin de la convention

Chapitre 7 : Dispositions diverses :

- Article 7.1 : Election de domicile, jugement des contestations
- Article 7.2 : Annexes

PREAMBULE :

La ville de Montpellier, en partenariat avec la CAF, développe l'offre d'accueil dans le cadre du Contrat enfance Jeunesse, pour répondre à la forte pression démographique enregistrée depuis plusieurs années. Ainsi, depuis la signature du premier contrat crèche en 1986, 1015 places d'accueil ont été créées, dont 165 pour la seule période 2008 2011.

Aujourd'hui, 6 500 enfants montpelliérains sont accueillis, de manière régulière ou occasionnelle, grâce aux 3 900 places d'accueil que compte le territoire municipal.

Pour répondre au besoin croissant des familles, le contrat enfance jeunesse 2011-2014 prévoit la création de 500 places, dont 215 dans le secteur municipal : 5 extensions d'établissements municipaux existants (75 places) et 2 nouveaux établissements (130 places) dont la crèche Joséphine Baker (69 places) objet du présent contrat.

La présente convention de délégation de service public a pour objet de fixer les règles d'exploitation de la crèche Joséphine Baker située 164 avenue Jean Prat à Montpellier.

En conséquence :

-La ville de Montpellier représentée par son Maire en exercice Mme Hélène MANDROUX habilitée à signer par délibération du Conseil Municipal du 26 Mars 2012, dénommée dans la présente convention « le délégant »

Et

-La Mutualité française Hérault représentée par Mme Muriel JAFFUEL, Directrice Générale, mandatée par son Président Raoul CROS, dénommée dans la présente convention « le délégataire »,

Ont convenu ce qui suit :

Chapitre 1 : Description du contrat

○ Article 1.1 : Objet du contrat

Le délégataire est chargé d'exploiter, à ses risques et périls, le nouvel établissement municipal d'accueil des jeunes enfants « Joséphine Baker », d'une capacité de 69 places, situé dans le quartier Ovalie.

○ Article 1.2 : Formation, durée et prise d'effet

Par délibération du conseil municipal du 07 février 2011, adoptée après consultation du Comité Technique Paritaire et de la Commission consultative des Service public locaux, la Ville de Montpellier a décidé de déléguer l'exploitation de l'établissement précité, aux termes d'une convention **d'affermage, conclue pour une durée de trois ans à compter du 01/09/2012.**

○ Article 1.3 : Description des prestations

Le délégataire assure un service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif ou familial, des enfants âgés de moins de quatre ans (ou de moins de six ans en accueil périscolaire).

Le service délégué concerne l'accueil simultané de 69 enfants, sur la base d'un accueil mixte comprenant 60 enfants en accueil collectif, régulier ou occasionnel et 9 en accueil familial chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement.

Les enfants doivent être accueillis dans le respect des normes d'encadrement des enfants prévues par les textes réglementaires.

Le délégataire rédige le projet d'établissement et le projet pédagogique qui correspondent aux principes du projet éducatif municipal.

Il assure l'exploitation, la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements mis à sa disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité.

La livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas doivent être assurés dans les conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptées aux jeunes enfants.

Le délégataire présentera un projet se référant aux **normes diététiques et au Plan de Maitrise Sanitaire** définis pour l'ensemble des établissements municipaux (annexe 2).

Le délégataire perçoit pour son propre compte les recettes d'exploitation et verse à la Ville un loyer correspondant au bâtiment mis à disposition par la Ville.

Chapitre 2 : Moyens d'exploitation du service

○ Article 2.1 : Moyens immobiliers et mobiliers

La ville met à disposition du délégataire, à la date d'effet de la convention d'affermage, les ouvrages immobiliers et les installations dont elle est propriétaire et qui sont nécessaires à l'exploitation du service prévu au présent contrat.

Les locaux dédiés à la crèche Joséphine Baker sont situés 164 Avenue Jean Prat dans le quartier Ovalie.

D'une SHON de 867 m² ils comprennent trois sections d'accueil des enfants, (une section bébés, deux sections moyens-grands) des espaces communs d'activité (accueil, motricité, bibliothèque, jeux d'eau) une zone technique (cuisine, buanderie, salle du personnel) et deux cours extérieures, une pour les bébés de 30 m² (toiture-terrasse) une pour les moyens-grands de 500 m².

Les locaux sont mis à disposition vides. La ville prend en charge le seul équipement de base de la cuisine à savoir les équipements fixes solidaires des locaux (évier, hotte, plans de travail). Le délégataire aménagera les locaux de façon à assurer le bon fonctionnement du service. L'ensemble des équipements et ameublements deviendront propriété de la ville à l'issue de la délégation aux conditions prévues à l'article 6.2 du présent contrat.

Le délégataire présente une proposition d'équipement conforme aux normes en vigueur et au cahier des charges (liste et descriptifs des mobiliers et équipements : cf annexe n°5).

○ Article 2.2 : Utilisation des locaux

Les locaux doivent être utilisés conformément à leur destination et à l'objet du service. Le délégataire ne peut modifier, même partiellement, la destination des locaux sans l'avis préalable de la collectivité. Il ne peut ni prêter, ni sous louer, en tout ou partie les locaux mis à sa disposition, sous aucun prétexte, même provisoirement ou à titre gracieux.

Tout affichage ou utilisation d'une enseigne commerciale est soumis à l'accord préalable de la Ville.

Les locaux sont mis à disposition neufs et en parfait état. Le délégataire peut présenter, dans un délai d'un mois à compter de la date d'entrée des observations quant à leur état.

L'ensemble immobilier devra être restitué en l'état sans qu'aucune modification ne lui ait été apportée par le délégataire.

○ **Article 2.3 : Conditions d'entretien, de maintenance et de réparation**

Le délégataire souscrit, pour son propre compte, et pour la durée de la convention de délégation, l'ensemble des contrats de maintenance, entretien et prestations de service nécessaires pour satisfaire aux obligations de l'exploitation.

Il entretient en bon état l'ensemble des locaux et matériels et effectue toutes les réparations nécessaires à la bonne utilisation et à la conservation des lieux, en assumant notamment les prestations suivantes :

- Entretien courant et nettoyage périodique des locaux (sols, vitres, murs, peintures...)
- Maintenance préventive et curative de tous les équipements de stockage, cuisson, refroidissement, préparations, pesage, ... conformément aux normes prévues par le Plan de Maitrise Sanitaire.
- Maintenance de l'ascenseur
- Maintenance préventive et curative contre les nuisibles (dératisation, désinfection...)
- Et tous les autres contrats nécessaires à l'exploitation.

○ **Article 2.4 : Responsabilité et autorisation d'exploitation.**

Le délégataire est tenu d'exploiter l'établissement en se conformant aux lois et règlements en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement dans le respect des dispositions de l'article R 2324-28 du Code de la Santé Publique.

Il lui appartient de solliciter toute autorisation administrative nécessaire à l'exploitation de l'activité et notamment, auprès du Président du Conseil général de l'Hérault, l'autorisation de création d'un établissement accueillant des enfants de moins de 6 ans.

Pour ce faire, il devra constituer un dossier de demande d'autorisation dans les conditions fixées à l'article R 2324-18 du code de Santé Publique, comportant a minima les éléments suivants :

- Une étude de besoins
- L'adresse de l'établissement
- Les statuts de l'établissement

- Les objectifs, modalités d'accueil, moyens mis en œuvre en fonction du public accueilli et du contexte local, notamment en ce qui concerne les capacités d'accueil et les effectifs ainsi que la qualification du personnel
- Le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement
- Le plan des locaux avec la destination et la superficie des pièces.

L'obtention de cette autorisation constitue une condition résolutoire de la mise en œuvre de la convention dont l'exécution ne pourra débiter que lorsque le délégataire aura obtenu l'autorisation de création. A défaut, la convention de délégation serait résolue de plein droit sans que le délégataire puisse prétendre à une quelconque indemnité

○ **Article 2.5 : Charges d'exploitation et Assurances.**

Le délégataire fait son affaire de toutes les charges d'exploitation et notamment des dépenses d'énergie et de fluides (électricité, eau, chauffage, téléphone....) pour lesquelles il doit souscrire un abonnement.

Il assume les charges de copropriété justifiées et facturées par la ville, propriétaire des locaux.

Le délégant s'assurera, ou sera son propre assureur, au titre de l'assurance du propriétaire, pour les locaux mis à disposition utilisés par le délégataire pour l'exécution de ses missions.

Le délégataire sera tenu comme seul responsable, vis-à-vis des tiers et du délégant, de tous accidents, dégâts et dommages résultant de son exploitation. Il lui appartient de souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances et pour une durée égale à celle de la convention de délégation, les garanties qui couvrent l'ensemble des risques afférents à cette activité, ainsi que les risques d'accidents du travail pour lui-même et son personnel

Le délégataire doit veiller à acquitter régulièrement les primes de façon à ce qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'exécution du service. Il doit communiquer au délégant copie de toutes les polices d'assurance et en justifier le paiement à toute demande, sans que ces communications puissent engager la responsabilité du délégant pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Chapitre 3 : Obligations à la charge du délégataire :

○ **Article 3.1 : Conditions d'exploitation du service :**

• **Article 3.1.1 : Principes généraux**

Le délégataire exploite l'établissement délégué à ses frais, risques et périls en respectant toutes les clauses, charges et obligations prévues au contrat.

Il assure le bon fonctionnement de l'établissement, ainsi que la sécurité et la qualité d'accueil des enfants et de leurs familles en respectant les principes d'égalité de traitement des usagers et de continuité du service public.

Il équipe les locaux afin de mettre en œuvre un projet éducatif dans le respect des dispositions du Code de Santé Publique.

Le personnel affecté à l'exécution du service accomplit sa tâche dans le respect des conditions satisfaisantes d'hygiène, de sécurité et de confort, en portant aux enfants une attention

constante et en organisant les repas, les soins corporels, les repos et les activités des enfants d'une manière adaptée à leur âge et à leur développement.

Le délégataire doit également s'assurer du respect de la **réglementation en vigueur en matière de déclaration et de tenue des fichiers informatiques d'utilisateurs**.

Le délégataire produit un projet de règlement de fonctionnement et un projet pédagogique en conformité avec le **règlement de fonctionnement et le projet éducatif de la ville**. (cf annexe n° 1)

- **Article 3.1.2 : Périodes d'exploitation et nombre de places :**

Le délégataire doit assurer l'accueil des enfants au moins 230 jours par an, du lundi au vendredi, sauf jours fériés, avec une amplitude horaire de 11h00, de 7h30 à 18h30.

Les fermetures de l'établissement seront définies sur la base d'un calendrier proposé au délégataire par le délégataire avant le 31 janvier et validés avec lui dans un souci de cohérence avec celui des établissements municipaux. A titre indicatif, les structures municipales sont fermées 5 semaines par an, selon les principes suivants :

- 4 semaines l'été, par rotation triennale, soit tout le mois de juillet, soit de mi juillet à mi Aout, soit en Aout, selon un calendrier validé par la ville, chaque année avant le 31 janvier.
- 1 semaine l'hiver, pendant les vacances de fin d'année, alternativement la première et la deuxième semaine.

Pendant la période de fermeture, et dans un souci de continuité du service public, les enfants peuvent être accueillis dans d'autres établissements municipaux. Symétriquement, les enfants des établissements municipaux fermés peuvent bénéficier d'un accueil temporaire dans l'établissement délégué.

Le service délégué comprend 69 places d'accueil, sur la base d'un accueil mixte comprenant 60 places en accueil collectif, régulier ou occasionnel et 9 en accueil familial chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement.

- **Article 3.1.3 : conditions d'accueil des enfants et des familles**

Les enfants sont accueillis dans l'établissement sur les bases suivantes :

En amont de l'intégration des enfants :

- Les demandes d'inscription des familles sont instruites par le délégataire dans le respect du règlement de fonctionnement municipal. En ce qui concerne les conditions d'accueil, les inscriptions sont ouvertes aux seules familles domiciliées à Montpellier.

Par ailleurs, pour encourager la mixité sociale, le délégataire doit accueillir des familles avec des besoins différents : un pourcentage de 55 % de temps partiels d'une durée inférieure à 4 jours par semaine est demandé.

Le délégataire prend les mesures nécessaires pour faciliter l'accueil des enfants handicapés.

- Le délégataire formalise l'accueil avec les familles:

- Il fait valider l'admission par un **certificat médical** établi soit par le médecin traitant soit par le médecin rattaché à la crèche, (cf **règlement de fonctionnement municipal**).
- Il **accueille les familles** avant l'admission de l'enfant et leur présente les locaux de l'établissement, le règlement de fonctionnement, l'équipe éducative et les modalités d'accueil (adaptation, activités, gestion des temps d'accueil)
- Il finalise avec la famille le **planning d'accueil de l'enfant** sur les bases retenues par le Comité d'attribution (temps plein ou partiel).
- Il communique à la ville le **planning contractualisé** ainsi que les conditions et modalités d'adaptation progressive de l'enfant dont il est convenu avec la famille. La ville doit être informée de toute modification ultérieure du planning.

Au quotidien, pour tous les enfants accueillis :

- Le délégataire **gère les temps de présence des enfants** dans l'établissement :
 - Il effectue, par enregistrement automatisé des temps de présence, la **gestion quotidienne des temps d'accueil** des enfants en optimisant la fréquentation et en complétant, le cas échéant, l'accueil régulier par de l'accueil occasionnel.
 - Il assure la **gestion des places disponibles**, en fonction des départs d'enfants et/ou des réductions de planning et informe régulièrement immédiatement la ville.
- Le délégataire offre aux enfants une **alimentation adaptée** :
 - Les repas sont préparés sur place à partir de denrées brutes en tenant compte des prescriptions qualitatives et quantitatives du **Plan National Nutrition Santé**.
- Le délégataire assure la **communication avec les familles** :
 - Il entretient un climat de confiance avec les familles et les informe quotidiennement des événements intervenus dans la journée de l'enfant.
 - Il organise des **réunions d'information** ainsi que des **moments de convivialité** et en communique le programme à la ville.
- **Article 3.1.4 : Projet d'établissement, règlement de fonctionnement**

Le délégataire établit un règlement de fonctionnement, (annexe n°3) conforme à la réglementation en vigueur et au **règlement de fonctionnement municipal**, qui définit :

 - les règles de fonctionnement du service,
 - l'organigramme de l'établissement, les qualifications et compétences du personnel
 - les garanties de la sécurité juridique des enfants,
 - les conditions d'information des parents, d'échanges avec les familles et de recueil de leurs avis sur le service rendu,
 - les modalités de délivrance de soins et d'intervention médicale d'urgence
 - les modalités de suivi de l'exécution et de la qualité du service public,

Ce règlement doit être approuvé par la Ville et annexé au contrat de délégation de service public. Toute modification ultérieure à la signature du contrat doit préalablement être approuvée par le délégant.
- **Article 3.2 : Obligations en matière d'hygiène et de sécurité**

Le délégataire déclare connaître l'ensemble des dispositions juridiques susceptibles de s'appliquer dans les locaux qui lui sont délégués, ainsi que pour l'ensemble des activités qui lui sont confiées. Il s'engage à les respecter, à les faire respecter par son personnel, et à adapter son fonctionnement en fonction des évolutions de la réglementation. En aucun cas, la responsabilité de la ville ne pourra être engagée à ce titre.

○ **3.2.1 : Sécurité et hygiène des locaux**

Le délégataire doit :

- respecter les règles de sécurité et d'accessibilité des établissements recevant du public (ERP).
- s'assurer de l'entretien et de la maintenance de l'ensemble des équipements mis à sa disposition et notamment ascenseurs, jeux de cours...
- communiquer les informations et instructions relatives aux règles de sécurité, aux conditions de circulation dans les locaux et aux dispositions en cas d'accident ou de sinistre.

○ **3.2.2 : Sécurité d'accueil des enfants**

Les enfants doivent être pris en charge par une équipe de professionnels de la Petite enfance conformément aux décrets du 1^{er} août 2000, du 20 février 2007 et du 07 Juin 2010.

L'ensemble des bâtiments, locaux et installations concernés par la présente délégation peuvent faire l'objet de visites soit par des agents de la ville, soit par des prestataires mandatés par la ville pour vérifier le nettoyage, le bon entretien et la sécurité.

En cas de non respect des normes de sécurité aussi bien technique, d'hygiène que d'encadrement des enfants, la ville pourra prendre toutes mesures utiles et, le cas échéant, procéder à la fermeture de l'établissement. Dans ce cas la convention de délégation pourra être résiliée dans les conditions prévues au chapitre 6.

○ **3.2.3 : Sécurité alimentaire**

L'approvisionnement, le stockage, la transformation et la consommation des repas doivent être organisés par référence au **Plan de Maitrise Sanitaire** en vigueur dans les établissements municipaux.

Le délégataire veille particulièrement, sous sa seule responsabilité, au respect des bonnes pratiques d'hygiène et à la traçabilité des produits servis.

Il pourra, s'il souhaite réaliser les repas sur place, déléguer la livraison des denrées brutes à l'entreprise fournisseur des établissements municipaux ou à tout autre prestataire de son choix, sans s'exonérer de sa responsabilité.

Il organise les **contrôles sanitaires périodiques** avec un organisme agréé et s'engage à respecter les prescriptions des administrations de contrôle, services vétérinaires notamment, et à en informer la collectivité.

○ **Article 3.3 : Obligations en matière de personnel**

• 3.3.1 : Recrutement du personnel

Le délégataire est responsable du recrutement et de la rémunération de l'ensemble des personnels nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, y compris les assistantes maternelles dévolues à l'accueil familial, dans le respect des dispositions du Code du Travail et de l'ensemble des réglementations applicables aux personnels de ce secteur d'activité et notamment les décrets aux décrets du 1^{er} août 2000, du 20 février 2007 et du 07 Juin 2010 précités.

Il doit s'assurer du concours régulier d'un médecin spécialiste ou compétent qualifié en pédiatrie, ainsi que d'un psychologue qualifié en Petite enfance.

Le délégataire présente un organigramme détaillant les capacités, qualifications et compétences des personnels ainsi que le type d'organisation du travail mis en place avec la corrélation tâches → Horaires → Fonctions → Effectifs.

• 3.3.2 : Gestion et formation du personnel

le délégataire s'engage à assurer toute formation professionnelle complémentaire dont le personnel recruté aurait besoin pour maintenir un niveau de qualification suffisant pour exécuter dans les meilleures conditions les opérations dont il a la charge, notamment en cas d'évolution des techniques et des règles en matière d'hygiène, sécurité et diététique ainsi que les formations obligatoires prévues par la convention collective en vigueur.

D'une manière générale, le personnel doit bénéficier de toute formation nécessaire en cas d'évolution de la réglementation.

En outre, le délégataire devra immédiatement informer le délégant et les services de la PMI de tout remplacement de personnel.

Le respect de ces dispositions fera l'objet d'une attention particulière dans le rapport annuel relatif à l'analyse de la qualité du service.

Chapitre 4 : Dispositions financières

• Article 4.1 : Conditions générales de rémunération du délégataire

Le délégataire gère la mission de service public qui lui est confiée sous sa responsabilité et à ses risques et périls.

En contrepartie de ses obligations il reçoit une rémunération comprenant :

- Les participations des usagers du service public, calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales
- La Prestation de Service Unique de la Caisse d'Allocations Familiales
- La participation de la Ville de Montpellier au titre du fonctionnement telle que définie aux articles 4-1-2 et 4-4 du présent document.

Le délégataire s'engage à solliciter toutes les subventions possibles au titre de la gestion du service auprès de partenaires financeurs de l'activité (CAF, Conseil Général...).

. Article 4.2 : Compte d'exploitation prévisionnel :

Le délégataire a établi pour la durée de la délégation les comptes d'exploitation prévisionnels qui détaillent les charges et produits relatifs à la gestion déléguée pour une durée de 3 ans (échéance 31/08/2015) (annexe n°6). Le délégataire a établi un compte d'exploitation consolidé regroupant les prévisions pour les deux types d'accueil.

Le délégataire a fourni les éléments suivants et les modalités de calcul :

- détail de produits et charges pour les 2 types d'accueil,
- nature des dépenses retenues pour le calcul des frais de siège et leur clé de répartition,
- tableaux du personnel (fonctions, temps de travail, qualifications, salaires bruts, charges),
- nombre d'heures facturées pour les 2 types d'accueil,
- prévision des recettes parents et CAF en faisant référence au volume horaire prévisionnel,
- frais financiers.

Le compte d'exploitation prévisionnel constitue la base sur laquelle est défini l'équilibre financier du contrat et sur laquelle le délégataire s'est engagé à ses risques et périls, pour toute la durée de la délégation.

• **Article 4.3 : Tarification des prestations aux usagers**

La participation des familles est calculée conformément au taux d'effort retenu par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales sans surprime pour les familles des tranches supérieures et en prévoyant un tarif dégressif pour les familles avec deux enfants accueillis dans le même établissement.

Les familles acquittent directement auprès du prestataire le montant de leur participation financière. En aucun cas, la responsabilité de la Ville ne pourra être recherchée en raison d'éventuels impayés de la part des familles.

Le prestataire s'engage à accepter le paiement de la participation des familles par divers moyens (chèques, carte bleue, paiement internet, chèques emploi service universel pour la garde de jeunes enfants CESU- garde d'enfants).

Le délégataire prévoit dans son règlement de fonctionnement, sur la base du règlement de fonctionnement de la ville de Montpellier, les modalités de perception des participations financières des familles ainsi que les conditions de déduction en cas d'absence des enfants.

. Article 4.3.1 : Evolution des tarifs

Le barème des tarifs est fondé sur le principe d'un taux d'effort applicable aux revenus de la famille. Il est révisé conformément aux directives de la C.N.A.F.

• **Article 4.4 : Prestations versées par la Caisse d'Allocations Familiales**

Le délégataire se charge de demander auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier la Prestation de Service Unique et pour ce faire, s'engage à respecter les modalités requises et à produire l'ensemble des justificatifs exigibles.

• **Article 4.5 : Participation de la collectivité (fonctionnement, contraintes de service public)**

En contrepartie des contraintes de service public mises à la charge du délégataire, la Ville verse à celui-ci une compensation destinée à couvrir les surcoûts occasionnés par l'exécution des

obligations de service public, en tenant compte des recettes d'exploitation ainsi que d'un bénéfice raisonnable pour l'exécution de ces obligations.

Le délégataire indique dans sa proposition le montant de la participation financière de la Ville à l'exécution du service délégué, qui sera assise sur la fréquentation horaire des enfants (**P = x € / heure réelle de présence d'enfants**).

La participation de la collectivité, telle que définie lors de la signature du contrat est fixée à **3,68 € de l'heure**. Elle ne peut pas faire l'objet d'évolution.

L'échéancier annuel de versement de la participation municipale est établi comme suit :

- Un acompte de 40% fin février
- Un acompte de 30% au 30 Juin
- Le solde de 30% au 31 Octobre, sous réserve de production du rapport annuel du délégataire prévu à l'article 5.2.

Le versement de cette participation se fera sur présentation d'une facture par le délégataire.

- **Article 4.6 : Loyer pour occupation des locaux et cautionnement**

- **Article 4.6.1 : Loyer pour occupation des locaux :**

L'occupation des locaux mis à disposition du délégataire donne lieu au paiement d'un loyer. Son montant annuel est fixé à 114 600 €.

- **Article 4.6.2 : Cautionnement :**

Pour garantir le paiement régulier du loyer, le bon entretien des locaux ainsi que l'exécution des charges prévues par la convention, le délégataire constituera un cautionnement d'un montant de 28 000 € et justifiera, dans un délai d'un mois, d'une caution bancaire correspondant à ce montant.

Ce cautionnement sera restitué au délégataire dans un délai maximum de trois mois après la fin de la délégation, ou au règlement de tous comptes différends ou litiges, déduction faite de tout dû.

- **Article 4.7 : Régime fiscal**

Les impôts ou taxes liés à la gestion de l'équipement établis par l'Etat, le Département ou la Commune sont à la charge du délégataire.

- **Article 4.8 : Transfert de droits de déduction de la TVA :**

Le délégant pourra transférer au délégataire les droits à la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevés les investissements ainsi que les redevances de crédit bail ou les loyers relatifs à la prise en location de biens mobiliers ou immobiliers pris en charge par le délégant et portant sur les biens mis à la disposition du délégataire dans le cadre du présent contrat.

- **Article 4.8.1 : Délivrance d'une attestation par le délégant**

Le délégant délivrera au délégataire une attestation établie conformément à l'article 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts et précisant le montant HT des dépenses concernées, ainsi que le montant de la TVA afférente. Il adressera au service des impôts du délégataire une copie des attestations.

○ **Article 4.8.2 : Récupération de la TVA par le délégataire**

Le délégataire s'engage à intégrer ces éléments dans la prochaine déclaration de chiffre d'affaires suivant la réception de l'attestation.

Si le montant de la TVA mentionné dans l'attestation entraîne un solde créditeur de TVA, le délégataire s'engage à en demander immédiatement, dans la limite de la réglementation, le remboursement au Trésor Public.

Le délégataire s'engage à faire connaître immédiatement au délégant à chaque imputation ou remboursement le montant de la TVA imputée ou remboursée pour le compte du délégant.

○ **Article 4.8.3 : Reversement de la TVA au délégant**

Les sommes ainsi imputées par le délégataire ou reversées par le Trésor Public sont propriété de délégant qui en conserve la libre disposition, sans affectation préalable au profit du service délégué.

Elles seront reversées par le délégataire au délégant avant la fin du mois suivant le dépôt de la déclaration ou le remboursement.

Toute somme non versée à cette date sera majorée du taux d'intérêt en vigueur.

○ **Article 4.8.4 : Remboursement du délégataire en cas de redressement**

Le délégataire devra immédiatement informer le délégant dès le début d'une vérification fiscale ou en cas de question de l'administration fiscale portant sur la TVA transférée.

Dans le cas où le montant de la TVA transférée ferait ultérieurement l'objet d'un redressement, le délégant s'engage à rembourser ce montant, majoré éventuellement des pénalités légales, au délégataire avant la fin du mois suivant l'échéance du redressement.

Toute somme non versée à cette date sera majorée au taux d'intérêt légal en vigueur.

Cependant, aucun remboursement ne sera dû par le délégant s'il apparaît que le redressement est fondé sur une erreur du délégataire.

En cas d'action contentieuse, la décision appartient au délégant de mener directement l'action jusqu'au niveau de juridiction que lui seul décidera.

Chapitre 5 : Contrôle de la Ville sur le délégataire :

● **Article 5.1 : Principe : rapport annuel du délégataire**

Conformément à la loi, le délégant assure la vérification et le contrôle du fonctionnement et des conditions financières et technique de la délégation. Le délégataire produira chaque année, avant le 1^{er} Juin, en application des articles L1411-3 et R 1411-7 du C.G.C.T., un rapport comportant les parties suivantes :

- 1) Données comptables
- 2) Rapport social
- 3) Analyse de la qualité du service,
- 4) Annexe comportant un compte rendu technique et financier.

Ce rapport sera présenté au délégant lors d'une réunion spécialement programmée à cet effet.

Il tiendra compte des spécificités du secteur d'activité concerné, respectera les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport devront être tenues par le délégataire à la disposition de la Ville dans le cadre de son droit de contrôle.

- **Article 5.2 : Contenu du rapport annuel**

Le rapport comprend les éléments suivants :

- **Article 5.2.1 : Données comptables**

Les données comptables retracent la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation :

- les comptes annuels de résultat de l'activité rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours,
- une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation,
- un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué,
- un état des dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles,
- un inventaire des biens désignés au contrat comme bien de retour et de reprise du service délégué,
- les engagements à incidence financières y compris en matière de personnel nécessaires à la continuité du service public,
- un état détaillé de la facturation des prestations servies aux tiers.

- **Article 5.2.2 : Rapport social**

Le rapport social comporte les éléments suivants :

- l'organigramme du délégataire,
- un état de l'effectif et de la masse salariale des agents affectés à la crèche Joséphine BAKER,
- une analyse de la situation et de l'évolution de l'effectif affecté à la délégation,
- un récapitulatif des actions portant sur l'hygiène et la sécurité,
- un état de la formation professionnelle.

Article 5.2.3 : Eléments d'analyse de la qualité du service.

Conformément à l'article L 1411-3 du C.G.C.T. le rapport annuel doit comporter tout élément permettant d'évaluer la qualité du service rendu aux usagers qui sera appréciée à partir des indicateurs suivants :

- la fréquentation mensuelle intégrant le taux de fréquentation exprimé en accueil régulier et occasionnel et en présences réelles et facturées ainsi que la typologie des enfants accueillis (par tranche d'âge, quartier de résidence et taux de temps d'accueil-temps plein/temps partiel)
- l'effectif du service et les qualifications correspondantes y compris pour les vacataires,

- les modifications éventuelles de l'organisation du service,
- l'évolution générale des locaux et matériels,
- la copie des dossiers transmis à la CAF,
- les évolutions, s'il y a lieu, du projet pédagogique,
- la copie des contrats d'entretien,
- les pièces nécessaires à la tenue du registre de sécurité,
- la copie du rapport de visite annuel de la PMI et les éventuelles modifications demandées.

Article 5.2.4 : Annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public mentionnée à l'article L 1411-3 du CGCT : compte rendu technique et financier des informations relatives à l'exécution du service.

Article 5.3 : Modalités du contrôle :

- Le délégataire établira un **tableau de bord trimestriel en accompagnement de la facturation** comprenant :
 - les mouvements d'arrivées et de départs des enfants ainsi que les extensions ou réductions de contractualisation (passage de temps plein à temps partiel par exemple)
 - les réclamations des usagers et les réponses qui leur ont été apportées
- **Contrôle de l'exploitation du service** : Pendant la durée d'exploitation du service, la Ville exerce notamment un contrôle de l'entretien, un contrôle hygiénique, sanitaire et des règles de sécurité, un contrôle quantitatif et qualitatif des prestations servies. Pour ce faire, la Ville peut à tout moment contrôler les locaux, le matériel et les installations par une visite de ses techniciens ou d'une personne mandatée par elle.

Si un défaut d'entretien ou des carences dans la mise en œuvre des obligations contractuelles, sont constatés, la ville en informe par courrier RAR le délégataire qui devra y remédier dans le mois. A défaut, la Ville pourra prendre toute mesure nécessaire pour remédier aux désordres aux frais du délégataire.

Article 5.4 : Sanctions :

- **Pénalités de retard** : Si le délégataire ne présente pas le rapport trimestriel dans les délais impartis, il se verra appliquer une pénalité financière journalière égale à 100 €.
- **Mise en régie provisoire** : En cas de faute grave du délégataire, relative à la sécurité ou l'hygiène des enfants ou à une utilisation des locaux non conformes au présent CCTP, la Ville pourra prendre toutes les mesures permettant la continuité du service public aux frais du délégataire et notamment la mise en régie provisoire.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours, sauf mesures d'urgence visées au paragraphe suivant.

- **Mesures d'urgence** : En cas de carence grave du délégataire dans les cas de menace à la sécurité ou à la salubrité publique, la Ville pourra prendre d'urgence toute décision adaptée à la situation y compris la fermeture temporaire et immédiate de la crèche, sans préjudice de la compétence des autres institutions et notamment du Conseil Général.

Les conséquences financières d'une telle décision seront à la charge du délégataire, sauf fait imputable à la commune ou à ses agents, ou cas de force majeure.

- **Déchéance** : En cas d'interruption totale et prolongé du service pendant plus de cinq jours et sauf cas de force majeure dûment constatée, la Ville pourra prononcer la déchéance du délégataire après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours. L'ensemble des conséquences de la déchéance sera supporté par le délégataire.

Chapitre 6 : Fin de la convention

Article 6-1 : Faits générateurs :

- **Article 6.1.1 : A l'expiration du présent contrat :**

En fin de contrat, la Ville pourra prendre toutes mesures utiles pour assurer la continuité du service ou pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation. Le délégataire apportera son concours à la Ville dans le cadre de la procédure de délégation qui pourrait être organisée pour l'exploitation du service après l'expiration du contrat.

Ces mesures, qui ne pourront justifier aucun droit à indemnité pour le délégataire, seront mises en place pendant les 6 derniers mois du contrat en veillant à réduire autant que possible la gêne qui pourrait en résulter pour le délégataire.

Le délégataire fournira à la Ville tous les éléments d'information que celle-ci jugerait utiles et s'engage notamment à faire visiter ou à autoriser la visite des installations par les candidats admis à présenter une offre.

- **Article 6.1.2 : Rupture anticipée du contrat** : les situations suivantes peuvent justifier une interruption de la délégation sans que le délégataire ou l'administrateur judiciaire puisse prétendre à une quelconque indemnité :

- Modifications de la situation du délégataire :

En cas de **dissolution de la personne morale** délégataire, la Ville pourra prononcer la déchéance sans attendre que les procédures engagées aient abouti. Cette déchéance pourra intervenir de plein droit dès la date de la dissolution publiée.

En cas de **redressement judiciaire**, la déchéance pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la convention dans le mois suivant la date du jugement.

En cas de **liquidation de la personne morale**, la déchéance interviendra automatiquement et de plein droit le mois suivant le jugement sans que le délégataire ou l'administrateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de **retrait d'agrément** consécutif à un manquement du délégataire à ses obligations vis-à-vis des organismes compétents, le délégataire sera déchu dans les conditions prévues à l'article 5.4.

- Résiliation pour faute du délégataire : à défaut pour le délégataire d'exécuter une seule des obligations déterminées par la convention de délégation et ses annexes, la convention

pourra être résiliée de plein droit, à la discrétion de l'autorité délégante, après mise en demeure restée sans effet dans le délai d'un mois.

○ Résiliation pour motif d'intérêt général :

La Ville pourra mettre fin au contrat avant son terme pour un motif d'intérêt général. Cette décision ne pourra prendre effet qu'après un délai de 6 mois à compter de sa notification adressée en lettre RAR. Le délégataire recevra une indemnité compensant forfaitairement le préjudice subi. L'indemnité sera calculée en tenant compte :

- du montant des pénalités liées à la résiliation anticipée des contrats souscrits par le délégataire,
- de la valeur de rachat des stocks et approvisionnements nécessaires à la marche du service,
- de la perte de résultat calculée de la manière suivante : moyenne des derniers résultats nets comptables depuis le début d'exécution multiplié par le nombre d'années résiduelle du contrat. Si la moyenne des résultats est inférieure à 0, aucune indemnité pour perte de résultat ne sera due,
- de la valeur nette comptable des investissements financés par le délégataire au titre du présent contrat sur la base de tableaux d'amortissements fournis par le délégataire et validés par le délégant.

En cas de désaccord, le Tribunal administratif de Montpellier sera compétent pour trancher le litige.

Article 6-2 : Conséquences de la fin de la convention :

- **Dispositions applicables au personnel :** A l'expiration de la durée du contrat, le délégataire communiquera à la Ville le détail de la masse salariale et les contrats de travail des personnels pour en informer les futures gestionnaires potentiels.
- **Remise des installations et des biens à l'expiration du contrat :**

Dans le mois précédent le terme de la présente convention, les parties se rapprocheront pour établir un état des lieux préalable à la remise:

- des locaux et installations mis à la disposition du délégataire par la ville.
- Des mobiliers et équipements acquis par la délégataire et qui deviendront propriété de la Ville.
- Le jour de la remise des locaux et installations, il sera procédé à la vérification contradictoire des biens remis, qui fera l'objet d'un procès verbal.

Chapitre 7 : Dispositions diverses

Article 7-1 : Election de domicile, jugement des contestations :

Pour l'exécution de la délégation et de ses suites, les parties font élection de domicile :

- Pour le délégant : à l'hôtel de Ville – 1 place Georges Frêche – 34267 Montpellier Cedex 2.
- Pour le délégataire : au siège de Mutualité française Hérault 88 rue de la 32 ème – 34264 Montpellier Cedex 2.

En cas de litige sur l'interprétation et l'application des clauses du présent contrat, les parties s'engagent à rechercher toutes les voies d'un règlement amiable, y compris en faisant appel à la médiation d'une tierce personne.

A défaut d'accord amiable, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

Article 7-2 : Annexes :

1. Règlement de fonctionnement municipal –petite enfance- du 1^{er} juin 2010
2. Plan de Maîtrise Sanitaire
3. Règlement de fonctionnement du délégataire
4. Projet d'établissement/projet pédagogique du délégataire
5. Descriptif du mobilier et de l'équipement fourni par le délégataire,
6. Compte d'exploitation prévisionnel portant sur la durée du contrat

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Programme 2012 de travaux dans les crèches et haltes-garderies municipales Demandes de subventions

Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre de sa politique du jeune enfant, la ville de Montpellier a prévu en 2012 des travaux d'amélioration pour un montant total de 325 000€ et a inscrit les sommes nécessaires à son budget primitif.

Ces travaux permettront aux enfants accueillis dans les établissements concernés de bénéficier de locaux et d'aménagements de cour toujours plus confortables et répondant aux préconisations qualitatives des services de la Protection Maternelle Infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2012 est constitué des opérations suivantes :

ETABLISSEMENTS	MONTANT TTC	TRAVAUX
Crèche Louise GUIRAUD	80 000€	Mise en conformité sanitaire, réfection totale de la cuisine
Crèche LES SEPT NAINS	44 000€	Réfection totale de la couverture et évacuation pluviale
Crèche LES SEPT NAINS	26 000€	Réfection murs et plafonds, électricité section des grands
Crèche ANTIGONE	33 400€	Rénovation, plafond, murs du dortoir, sanitaires, salle d'activités et parties communes
Crèche AGROPOLIS	26 000€	Murs, plafonds, électricité, salle d'activités, sanitaires à l'étage
Halte garderie L'OUSTAL DOU CAGANIS	50 000€	Section bébés, mise aux normes hygiène des sanitaires, mur, sol, plafonds, chauffage
Crèches Françoise DOLTO	50 000€	Rénovation des murs et plafonds

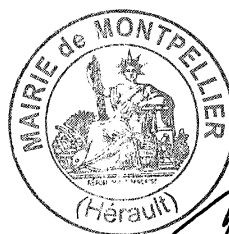
Peintures toutes crèches et imprévus divers	15 600€	
---	---------	--

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2012 pendant la période de fermeture des établissements.

Après examen, il est demandé au Conseil Municipal :

- de dire que la dépense est prévue au BP 2012, nature 2313, fonction 9064
- d'approuver ce programme de travaux
- de solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès de la Caisse d'Allocation Familiales et du Conseil Général de l' Hérault
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l' Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



**Pour extrait conforme.
Madame le Maire,**

Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Construction d'une micro-crèche AZEMA quartier Port Marianne Demande de permis de construire. Demande de subventions.

Michel PASSET rapporte :

La ville de Montpellier poursuit une politique dynamique de développement du parc d'établissements d'accueil de jeunes enfants avec pour objectif la solidarité et l'équipement social des quartiers.

Dans ce contexte, la création d'un établissement d'accueil de jeunes enfants du type micro crèche a été programmée, rue André Malraux dans le quartier Port Marianne.

Dans ce secteur la ville possède des locaux qui permettraient la réalisation d'un établissement d'accueil associatif de 12 places.

La maîtrise d'œuvre est confiée à ALAGHERAND et PARTNER'S, architecte qui a été désigné à l'issue d'un marché à procédure adaptée. Ces travaux seront exécutés dans le cadre des marchés à bons de commande.

Un dossier de demande de subventions sera déposé auprès de la caisse d'allocations familiales et du conseil général de l'Hérault, partenaires habituels de ces opérations.

Compte-tenu des dispositions explicitées ci-dessus, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le principe de la réalisation d'une micro crèche,
- de demander des subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer et à déposer auprès des services compétents, la demande de permis de construire pour la construction d'une mini-crèche de 12 places et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

- d'imputer les dépenses sur le budget 2012 de la Ville,
Section Investissement : Fonction 9064 –Nature 2313, Programme 2011AP21, Opération 11D05812

Le Conseil adopte.



**Pour extrait conforme.
Madame le Maire,**

Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Crèche EDELWEISS Quartier Montpellier-Centre Création d'un office Demande de permis de construire. Demande de subventions.

Michel PASSET rapporte :

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil du public au sein des sites dédiés à la petite enfance, et de valorisation du patrimoine de la Ville du secteur sauvegardé, il est prévu en 2012 de construire une extension de la crèche Edelweiss afin d'y implanter un nouvel office.

Cette opération consiste à la réalisation d'un local de 30m² destiné à la fabrication des repas au sein de cette structure.

La maîtrise d'œuvre est confiée à M. DELGADO, Atelier 5, architecte désigné à l'issue d'un marché à procédure adaptée. Ces travaux seront exécutés dans le cadre des marchés à bons de commande.

La crèche Edelweiss étant située en secteur sauvegardé, ce projet sera soumis à l'avis de l'Architecte des bâtiments de France dans le cadre de la Mission Grand Cœur.

La dépense sera imputée sur le budget de l'exercice 2012 pour un montant 200 000 €. Elle pourra être réévaluée au vu des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France.

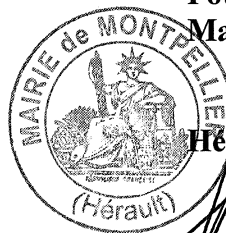
Compte tenu des dispositions explicitées ci-dessus, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le principe de construction d'un local dédié à la restauration,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer et à déposer auprès des services compétents, la demande de permis de construire pour l'extension de la crèche Edelweiss, et plus généralement tout document relatif à cette affaire,
- D'imputer les dépenses sur le budget 2012 de la Ville,

- Section Investissement : Fonction 9064 – Nature 2313- Programme 2010AP30 – Opération 09D05416
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

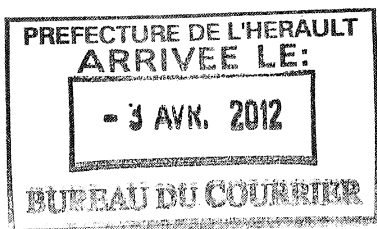
Le Conseil adopte.

Publié le : 27/03/2012



**Pour extrait conforme.
Madame le Maire,**

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Crèche des Sept Nains Rénovation de la toiture et de la zinguerie – Demande d'autorisation de travaux

Monsieur PASSET rapporte :

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil du public au sein des crèches et haltes- garderies et de valorisation du patrimoine de la Ville en secteur sauvegardé, il est envisagé en Juillet 2012 la rénovation de la toiture et de la zinguerie de la crèche des Sept Nains côté impasse de la petite Corraterie à Montpellier.

La dépense a été prévue sur le budget de l'exercice 2012 à hauteur de 44 000€.

La crèche des Sept Nains se trouvant en secteur sauvegardé, ce projet sera soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France dans le cadre de la mission Grand Cœur.

Compte tenu des dispositions explicitées ci-dessus, de l'intérêt patrimonial de ce projet de valorisation d'espace destiné à un large public, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer et à déposer auprès des services compétents, la déclaration de travaux pour la rénovation de la toiture de la crèche des Sept Nains et plus généralement tout document relatif à cette affaire,
- de demander des subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents,
- d'imputer les dépenses supplémentaires éventuelles sur le budget 2012 de la ville.

Section Investissement : Fonction 9064 - Nature 2313.

Le Conseil adopte.


Pour extrait conforme.
Madame le Maire,
Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Crèche Joséphine BAKER Aménagement Avenant n° 1 pour le lot n°5 et pour le lot n°11

Monsieur PASSET rapporte :

Par délibération en date du 27 juillet 2009, la Ville de Montpellier a programmé l'aménagement de la crèche Joséphine BAKER achetée en VEFA (Vente en Etat de Futur Achèvement) pour répondre aux besoins des habitants du nouveau quartier Ovalie.

Pour réaliser ces travaux sur une durée de 7 mois, ont été lancés le 20 août 2010 des marchés de travaux allotés à procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics et comportant 12 lots.

Par délibération n°2010/487 du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a décidé :

- d'attribuer à la société HERVE THERMIQUE située à Montpellier le lot n° 5 « Génie climatique – V.M.C. » pour un montant de 116 788,59 € H.T. Lors de l'entrée dans les lieux, il s'est avéré que les côtes relevées étaient différentes des côtes figurant dans le projet. Il est donc nécessaire de redessiner le plan de la cuisine, ce qui entraîne une modification du mobilier.

Le surcoût de l'opération s'élève à 1 662 € H.T.

Le montant total du lot n° 5 est donc porté à 118 450,59 € H.T. en lieu et place de 116 788,59 € H.T.

La plus-value de cet avenant n° 1 s'élève à 1,42 % du marché initial pour le lot n°5.

- d'attribuer à la société CREGUT située à Montpellier le lot n° 11 « V.R.D. Voirie Réseaux » pour un montant de 31 959,43€ H.T.

La disposition et la profondeur du fil d'eau du réseau de l'eau pluviale réalisée par la SERM imposent la création d'une pente avec mise à niveau du fond de forme de la cour extérieure et évacuation des terres non stables.

Le surcoût de l'opération s'élève à 8 790,60 € H.T..

Le montant total du lot n°11 est donc porté à 40 750,03 € H.T. en lieu et place de 31 959,43 € H.T.

La plus-value de cet avenant n° 1 s'élève à 27,50 % du marché initial pour le lot n°11.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 6 mars 2012 a émis un avis favorable à la passation de ces avenants.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

-D'adopter les avenants au marché n° 0M80326 relatif à l'aménagement de la crèche Joséphine BAKER :

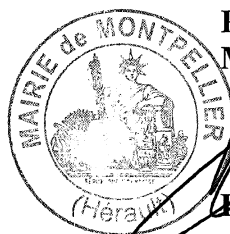
lot n° 5 « Génie climatique – V.M.C. » pour un montant de 1 662 € H.T

lot n° 11 « V.R.D. Voirie Réseaux » pour un montant de 8 790,60 € H.T

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjointe déléguée à signer ces avenants et tout document relatif à cette affaire.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la ville – Direction de la Réussite Educative: Service Enfance – Section Investissement - Nature 2313, Fonction 9064, Programme 10314, Opération 06D02899.

Le Conseil adopte.



**Pour extrait conforme.
Madame le Maire,**

Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

M**Montpellier mille et une vies**

Le 14 février 2012

Maitre d'ouvrage : Direction Réussite Educative**Maitre d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier****Commission d'appel d'offres du 6 mars 2012****RAPPORT D'AVENANT N° 1****CRECHE JOSEPHINE BAKER - CONSTRUCTION****Lot n° 11 : V.R.D. Voirie Réseaux****Objet du marché :** Crèche Joséphine BAKER - Construction ; Lot n° 11 : V.R.D. Voirie Réseaux**Collectivité territoriale ou établissement :** Ville de MONTPELLIER**Adresse :** 1 place Georges Frêche, 34267 MONTPELLIER Cedex 2**Téléphone :** 04.67.34.70.76.**Représentée par** Madame Le Maire**Titulaire du marché :** CREGUT**Adresse :** 260 Avenue du Docteur Jacques Fourcade, CS 37550, 34060 MONTPELLIER Cedex 2

1 - Renseignements concernant le Marché

Affaire : OM80326K

Montant initial du marché : 31 959,43 € H.T.

2 - Objet de l'Avenant

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du marché pour le motif suivant :

La disposition et la profondeur du fil d'eau du réseau de l'eau pluviale réalisée par la SERM imposent la création d'une pente avec mise à niveau du fond de forme de la cour extérieure et évacuation des terres non stables.

Montant total de l'avenant en plus value au marché : 8 790,60 € H.T.

Le montant du marché est donc porté à 40 750,03 € H.T., soit une augmentation de 27,50 % du marché initial.

Il est demandé à la Commission d'Appel d'Offres d'émettre un avis favorable à la passation de cet avenant.

Le Maître d'Ouvrage :
Le Directeur Réussite Educative
André JEAN



Le Maître d'Oeuvre :
Le Directeur Architecture et Immobilier
Jean-Louis DESTISON





Montpellier

Le 28 février 2012

Maire d'ouvrage : Direction Réussite Educative

Maitre d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier

CRÈCHE JOSEPHINE BAKER - CREATION
Lot n° 5 : Génie climatique – V.M.C.
RAPPORT D'AVENANT N° 1

Objet du marché : Crèche Joséphine BAKER - Création ; Lot n° 5 : Génie climatique – V.M.C.

Collectivité territoriale ou établissement : Ville de MONTPELLIER

Adresse : 1 place Georges Frêche, 34267 MONTPELLIER CEDEX 2
Téléphone : 04.67.34.70.76.

Représentée par Madame Le Maire

Titulaire du marché : HERVE THERMIQUE

Adresse : 355, Rue Mas Saint Pierre, 34070 MONTPELLIER
Téléphone : 04.67.22.56.30.

1 - Renseignements concernant le Marché

Affaire : 0M80326E

Montant initial du marché : 116 788,59 € H.T.

2 - Objet de l'Avenant

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du marché pour le motif suivant :

Les locaux de la crèche ont été achetés en VEFA (vente en état de futur achèvement).

Il s'avère que les côtes relevées lors de l'entrée dans les lieux sont différentes des côtes figurant dans le projet. Il est donc nécessaire de redessiner le plan de cuisine ce qui entraîne la modification du mobilier.

Le montant total de l'avenant en plus value au marché est fixé à 1 662 € H.T..

Le montant du marché est donc porté à 118 450,59 € H.T., soit une augmentation de 1,42 % du marché initial.

Le Maître d'Ouvrage :
Le Directeur Réussite Educative

André JEAN

Le Maître d'Oeuvre :
Le Directeur Architecture et Immobilier

Jean-Louis DESTISON

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par Madame Le Maire

Titulaire du marché :

CREGUT LANGUEDOC ETS de SACER SUD EST
Représenté par Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
CRECHE JOSEPHINE BAKER - CREATION
VRD- voirie -réseaux

N° du marché :
0M80326K

Notifié le :
21 janvier 2011

Montant initial du marché :
Montant HT : 31 959,43 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 06/03/2012.

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : la disposition et la profondeur du fil d'eau du réseau de l'eau pluviale réalisée par la SERM imposent la création d'une pente avec mise à niveau du fond de forme de la cour extérieure et évacuation des terres non stables.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 16/11/2011.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 8 790,60 € H.T, soit en toutes lettres : huit mille sept cent quatre vingt dix euros soixante centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 40 750,03 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 27,50 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Françoise PRUNIER

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le



D.A.I.

Direction Architecture et Immobilier

MARCHES PUBLICS

CRECHE JOSEPHINE BAKER – CREATION

LOT N° 5 : GENIE CLIMATIQUE – V.M.C.

AVENANT N° 1

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

MAIRIE DE MONTPELLIER

Adresse : 1 Place Georges Frêche, 34267 MONTPELLIER Cedex 2

B - Identification du titulaire du marché public.

HERVE THERMIQUE

Adresse postale : 355 Rue Mas Saint Pierre, 34070 MONTPELLIER

Adresse électronique : salma.tabet@herve-thermique.com

Téléphone : 04.67.22.56.30.

Fax : 02.47.68.35.59.

SIRET : 627 220 049 01 041

C - Objet du marché public.

■ Objet du marché public :

Marché public n° 0M80326E : Crèche Joséphine BAKER - Création ; Lot n° 5 : Génie climatique – V.M.C.

■ Date de la notification du marché public : 20 janvier 2011

■ Durée d'exécution du marché public : 7 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot concerné de commencer en premier l'exécution des travaux lui incombant.

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 116 788,59 €
- Montant TTC : 139 679,15 €

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

Les locaux de la crèche ont été achetés en VEFA (Vente en Etat de Futur Achèvement).

Il s'avère que les côtes relevées lors de l'entrée dans les lieux sont différentes des côtes figurant dans le projet. Il est donc nécessaire de redessiner le plan de la cuisine ce qui entraîne une modification du mobilier.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON

☒ OUI

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 1 662 €
- Montant TTC : 1 987,75 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 1,42 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 118 450,59 €
- Montant TTC : 141 666,91 €

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur.

A : MONTPELLIER, Le :

Signature

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Crèche Joséphine Baker Résiliation de marché concernant le lot n°1 : cloisons - doublages - faux plafonds

M. PASSET rapporte :

Par délibération n° 2010 / 487 du 8 novembre 2010, la Ville de Montpellier a décidé de confier le lot n° 1, Cloisons, Doublages, Faux Plafonds, pour la réalisation des travaux de la crèche Joséphine BAKER, à la S.A.R.L. P.P.S., sise, 1 rue des Métiers à Marseillan 34340, pour un montant de 80 285,50 €.

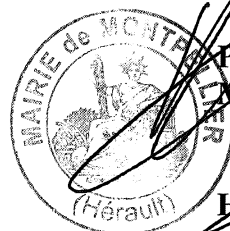
Constatant que le travail n'était pas terminé et que l'entreprise avait abandonné le chantier depuis le 14 décembre 2011, une mise en demeure de terminer les ouvrages et d'y satisfaire sous 15 jours a été envoyée en recommandé avec avis de réception à l'entreprise le 28 janvier 2012, reçue le 30 janvier 2012 (elle fait suite à une mise en demeure de terminer l'ensemble des travaux en date du 8 septembre 2011, non respectée).

Suite à ce courrier recommandé, conformément au CCAG Travaux, un constat contradictoire des travaux restant à réaliser a été effectué le 20 février 2012, sous contrôle d'huissier. Un procès-verbal de non-respect de la mise en demeure a été dressé.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De résilier aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant, le marché n° 0M8032691 « Crèche Joséphine BAKER – Création » concernant le lot n° 1 « Cloisons – Doublages – Faux Plafonds », confié à la S.A.R.L. P.P.S.,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme,
Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Fourniture et livraison de denrées alimentaires aux crèches municipales 1er avenant au marché n°OG711020

M. Passet rapporte :

Par délibération du conseil municipal du 4 octobre 2010, la Ville a doté les 16 crèches municipales existantes d'un marché de fourniture et livraison de denrées alimentaires par la S.A.S. Provence plats. Ce marché à bon de commande a un montant minimum de 300 000 € H.T. et un montant maximum de 700 000 € H.T. Afin d'y intégrer la nouvelle crèche Adélaïde CAMBON, il est nécessaire d'établir un avenant qui ne modifie pas l'équilibre de l'économie du marché ni aucune clause administrative ou technique.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avenant au marché joint à cette délibération,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Publié le : 27/03/2012

Pour extrait conforme.
Madame le Maire,

Hélène MANDROUX



PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

SOCIETE PROVENCE PLATS
Représenté par Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
FOURNITURE ET LIVRAISON DE DENREES ALIMENTAIRES AUX CRECHES MUNICIPALES

N° du marché :
0G711020

Notifié le :
25 octobre 2010

Montant initial du marché par an :
Montant HT Mini : 300 000 Euros
Montant HT Maxi : 700 000 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet : d'inclure une nouvelle crèche dans la liste des établissements bénéficiaires du marché.

ARTICLE 2

Le marché cité en objet bénéficiait à 16 établissements.

Une nouvelle crèche, Adélaïde CAMBON a ouvert le 20 février 2012 constituant le 17ème établissement à intégrer au marché.

Cet apport au marché constituera pour le fournisseur un lieu de livraison supplémentaire ainsi qu'une augmentation du nombre de rationnaires mais il ne modifie nullement l'équilibre de l'économie du marché à bons de commande.

Quantitatif estimatif des prestations supplémentaires :

- 10 500 repas par an
- 10 000 goûters
dont 20% tranche bébés, 35% moyens et 45% grands
- 800 bouteilles d'eau de source

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A MONTPELLIER le,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Françoise PRUNIER

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2012

Madame le Maire rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant au développement social et urbain en faveur des habitants de quartiers en difficulté.

En 2007, l'Etat, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales et le Centre Communal d'Action Sociale ont signé un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) pour la période 2006-2009 déterminant la stratégie pour chacun des territoires prioritaires retenus que sont la Mosson, la ZUS Petit Bard Pergola, la ZUS des Cévennes, la ZUS Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord-Ecusson, la ZUS Pas du Loup-Paul Valéry-Val de Croze et Saint Martin-Tournezy. Le pilotage et la conduite du CUCS sont assurés par le GIP-DSUA. Ce contrat a été prolongé tacitement en 2010.

Conformément à la recommandation formulée par le Conseil des Villes «de faire correspondre l'élaboration et la conclusion des CUCS ou autres contrats au mandat municipal», les contrats urbains de cohésion sociale ont été prolongés jusqu'au 31 décembre 2014. Les principes et l'économie générale du CUCS 2007-2009, de même que la géographie prioritaire, ont été reconduits jusqu'à cette date.

La stratégie du projet urbain de cohésion sociale se décline en deux principes d'action :

- améliorer l'articulation entre les partenaires pour une mise en cohérence des actions menées et renforcer leur mobilisation sur les territoires prioritaires pour garantir la cohésion sociale et l'égalité des chances en s'appuyant prioritairement sur les politiques de droit commun,
- mettre en place un système de veille sur les territoires prioritaires pour suivre les évolutions sociales et urbaines, en s'appuyant sur des indicateurs pertinents et en l'accompagnant d'un système d'évaluation systématique des actions menées sur ce territoire.

Pour rappel, les grands axes prioritaires du contrat sont :

- l'accès à l'emploi et le développement économique,
- l'éducation et la scolarité,
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance,
- l'habitat et le cadre de vie,
- l'accès à la prévention et aux soins.

En juillet 2009, le Conseil d'Administration du GIP a décidé d'engager une démarche d'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale sur 3 secteurs (Mosson, Centre et Cévennes) qui vise à remettre la dimension « projet » au cœur de la démarche contractuelle et donc à privilégier une réflexion davantage territoriale que thématique.

Pour chacun des territoires visés, des leviers d'intervention prioritaires ont été identifiés. Par exemple pour le territoire des Cévennes, il s'agit de favoriser la maîtrise de la langue française, de redonner du sens à l'école et favoriser la réussite scolaire, d'améliorer les conditions de fonctionnement du commerce et de l'artisanat, de bâtir un cadre de vie par une gestion urbaine de proximité et de développer l'attractivité du territoire.

En novembre 2011, le GIP-DSUA a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre d'actions complémentaires au droit commun sur l'ensemble des territoires CUCS au titre de l'année 2012. Pour les territoires Mosson, Centre et Cévennes, il a été demandé aux associations d'inscrire prioritairement leurs propositions dans les leviers d'intervention repérés au sein des projets territoriaux de cohésion sociale.

Plus de 260 actions, répondant aux objectifs opérationnels des différentes thématiques et leviers, ont été proposées par des porteurs de projets.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions, pour un montant total de 256 050 €, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville pour mettre en œuvre des actions définies comme prioritaires dans le cadre du CUCS.

Financements Cohésion Sociale				
n° asso	Sigle organisme	Intitulé projet	Nature	Ville proposé
3932	Association des Cévennes Insertion Loisirs et Education - ACLE	Atelier sociolinguistique	M	4500
3932	Association des Cévennes Insertion Loisirs et Education - ACLE	CdJ - Club des Jeunes	M	2500
3628	Adages Parenthèse Espace Famille	Animation Vie Locale	M	2000
1562	Adages - Maison du Logement	Action de médiation linguistique et Interculturelle sur le logement	M	2000
661	Association Départementale d'Aide aux Victimes	Accueil, écoute, information sur les droits, aide psychologique et orientation des victimes d'infractions pénales	M	8000
33	Association Euro Méditerranéenne pour le Travail et les Echanges	Printemps de la création d'entreprise	M	3000

1806	Aides Montpellier	Promotion du dépistage du VIH, des hépatites et des IST avec et auprès des personnes migrantes dans l'Hérault	M	3000
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Accès des jeunes à la vie de la cité	M	4000
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Promotion des actions Educatives et du Sport pour les enfants des Hauts de Massane	M	3000
4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs Etablissements LR	LES ATELIERS DE QUARTIER DE MONTPELLIER : Gambetta, Gély, Figuerolles, Nord Ecusson et Tournezy Saint Martin	M	5000
4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs Etablissements LR	Accompagnement des propriétaires occupants de Montpellier - OPAH copropriété Cévennes 1, à l'auto-réhabilitation de leur logement.	M	10000
1755	APAJ Centre Gitan	Prévention Santé Environnement	M	1800
1755	APAJ Centre Gitan	Accompagnement à la culture	M	2500
1755	APAJ Centre Gitan	Webaction jeunes	M	3000
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Espaces publics, espaces intermédiaires, espaces privés	M	2500
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Club de ville	M	1500
343	Association de Solidarité avec les Travailleurs Migrants	Intégration et lien social	M	2000
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes	Action éducative auprès des parents	M	3000
1201	La Boutique d'écriture et Co	Enfance jeunesse	M	2500
1196	Asso Emploi Développement Entreprises Boutique Gestion	Cités Lab	M	10000
4955	Musique Sans Frontières	Création artistique et éducation à travers les cultures du monde	M	4000
1464	Césam Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	Pour une prise en charge de la fragilité psycho-sociale: médiation interculturelle et soutien à la parentalité	M	5000
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles	Accès au droit, médiation familiale et conseil conjugal et familial	M	6500
3185	La Compagnie du Pas'sage - rencontres Scène Jeunesse	Activités de pratiques artistiques à destination d'un public éloigné des circuits classiques culturels – Rencontres Scène Jeunesse 2012 (12ème édition)	M	1000
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	Accompagnement des habitants du quartier Petit-Bard Cévennes	M	500
3461	CONVERGENCES 34	Accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles des familles	M	1500
3461	CONVERGENCES 34	Jury jeune et festival du cinéma méditerranéen	M	800
1559	Centre de Loisirs Montpellier La Paillade	Sorties structurantes	M	500
5446	Créaction	Projet jeunesse Rêves	M	1000
5446	Créaction	Projet social Rêves	M	2500

2190	Collectif Yves du Manoir	Réseau Pas Du Loup - Paul Valéry	M	4000
4773	De.F.I Développement, Formation, Insertion	CLAS Contrat locaux d'accompagnement scolaire	M	3500
4773	De.F.I Développement, Formation, Insertion	AIMS Accompagnement information et Mediation Sociale	M	3500
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute Parents-Enfants-Adolescents-Jeunes	M	6000
4908	Face Hérault	Face Energie Sport	M	2500
4908	Face Hérault	Accompagner la réhabilitation du Petit-Bard	M	2000
727	Foyer de la Jeunes Fille Gestion Foyers Castellane Fontcarrade	Boutique Logement Jeunes	M	2000
4904	Habiter Enfin!	Soutien de familles monoparentales discriminées pour leur accès à un logement	M	2000
1043	HOLISME Communication	Zone urbaine à textes sensibles	M	3000
71	I. Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Pôle citoyenneté université du citoyen	M	4000
5214	INFORIM Léo Lagrange	CLUB	M	4500
296	Jasmin d'Orient	Intégration des femmes d'origines maghrébines	M	2500
5202	Association Justice pour le Petit Bard	Accueil Solidarité Médiation Habitants	M	1500
409	jouons en ludothèques	Ludothèque Petit Bard Pergola	M	2000
1281	Kaina	KAINA TV	M	4000
1281	Kaina	ECAP	M	2000
3064	Lâche les Mots	Les vacances s'écrivent	M	2000
4388	Le Passe Muraille	Chantiers citoyens	M	8000
2101	Lieux Ressources Montpellier	Le bien-être au quotidien	M	1000
2101	Lieux Ressources Montpellier	Fonds de participation des habitants	M	5000
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Femmes Santé Citoyenneté	M	3000
1553	Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier	Renforcement de l'intervention de la Mission Locale dans les quartiers	M	2000
1033	Passeurs de Cultures Passeurs d'Images	Récits de vie en hérit'âge	M	1500
29	Montpellier Contacts - Radio Clapas	mots croisés 2012	M	2500
2094	Association Sîn	Ecrire et réécrire le réel	M	3000
5249	Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale	Médiation administrative, interprétariat, Ecrivain public	M	5200
4807	Tin Hinan	Vers une intégration sociolinguistique réussie	M	1500
4807	Tin Hinan	Pour lever les freins d'accès à la citoyenneté	M	3000
1961	Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault	Médiation Locative Cévennes	M	3000
3746	UNI'SONS	RENC'ART	M	1250
3746	UNI'SONS	Ateliers HIP HOP	M	1500
3746	UNI'SONS	Caravane Arabesque	M	1250
4163	Via Voltaire	Action Interface	M	6500

4163	Via Voltaire	Prévention, soutien, orientation sanitaire et sociale pour les jeunes	M	6500
Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925				205 800

Financements Réussite éducative				
n° asso	Sigle organisme	Intitulé projet	Nature	Ville proposé
3473	ARDI Association Renaissance Développement Insertion	Accompagnement socio-éducatif	M	2000
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Médiation sociale et éducative en direction des familles	M	1250
3461	CONVERGENCES 34	Vie quotidienne : rythmes et consommation pour une meilleure réussite scolaire	M	1000
3818	Centre Régional de Documentation Pédagogique - CRDP	Les mots du voyage	M	1100
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute Parents-Enfants- Adolescents-Jeunes	M	2500
3675	ESSOR	Connaissance de notre environnement naturel et culturel	M	2000
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque cité Paul Valéry	M	2000
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR	Lecture et culture	M	1000
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR	Parents d'élèves	M	900
3064	Lâche les Mots	Slam à Sévigné	M	1000
25	Les Petits Débrouillards	Sciences dans mon quartier	M	2000
25	Les Petits Débrouillards	Sciences au quotidien	M	2000
25	Les Petits Débrouillards	Séjour scientifique	M	1000
1035	OCCE CRDEP - Ressources Dep Education Prioritaire	Développement d'un réseau de ressources	M	1000
467	Relais enfants dans la ville	Accompagner les jeunes et leurs familles dans la réussite éducative	M	4000
5385	Zadigozinc	Café des enfants à la Maison Pour Tous Léo Lagrange	M	2000
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922				26750

Financements Sports				
n° asso	Sigle organisme	Intitulé projet	Nature	Ville proposé
3845	Centre des Arts du Cirque BALHAZAR	Arts du cirque à Figuerolles	M	2000

1187	Arceaux Montpellier	Développer l'attractivité du territoire par une offre sportive durant les vacances scolaires	M	1500
1682	JK JUDO34	De la rue au Dojo	M	3000
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Sport Citoyen 11/17 ans	M	2000
2066	Fête Le Mur Montpellier	Tournoi national	M	1500
967	MUC Handball	Handball pour les jeunes filles du quartier Saint Martin	M	2000
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924				12000

Financements Jeunesse				
n° asso	Sigle organisme	Intitulé projet	Nature	Ville proposé
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Club de ville en vacances	M	1000
1559	Centre de Loisirs Montpellier La Paillade	Mini Camps VVV	M	1000
409	Jouons en ludothèques	Club jeux adolescents Cité Paul Valéry	M	2000
409	Jouons en ludothèques	Club jeux adolescents Cité Paul Valéry 3 V	M	2000
1281	Kaina	Viens chez moi j'habite à la Paillade	M	3000
3294	Association Les Ziconofages	Stages video jeunes	M	1000
2811	Strata'j'M	Rencontres autour du jeu	M	1500
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924				11500

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574, pour un montant total de 256 050 € ;
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme.
Madame le Maire,
Helène MANDROUX



Publié le : 27/03/2012

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Quartier Hôpitaux-Facultés

Proposition de dénomination du terrain de Baseball rue des 4 vents domaine de Veyrassi : Greg HAMILTON

Madame le Maire rapporte :

La Ville de Montpellier affirme sa volonté et son soutien aux initiatives des associations qui contribuent au développement du sport amateur et du sport de haut niveau, et participent par leurs actions à réduire les inégalités sur le territoire.

Ainsi, afin de continuer à développer cette culture d'excellence sportive, la nomination au titre de numéro 1 du baseball canadien 2011, de l'ancien entraîneur et citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier, Greg Hamilton, permet à la Ville de Montpellier de valoriser le développement et le rayonnement du club montpelliérain, les Barracudas Muc Baseball.

Arrivé en 1993 à Montpellier comme entraîneur des lanceurs des Barracudas, Greg Hamilton permit à l'équipe de gagner trois titres de Champion de France d'affilée, et prit un temps, la responsabilité de l'Equipe de France.

Né le 28 mai 1988 à Toronto, Greg Hamilton a grandi à Peterborough en Ontario. Joueur de Hockey à l'Université de Princeton, il devint lanceur de l'équipe de baseball. En 1991, il accéda à la Ligue des Champions Canadiennes et prit la responsabilité de l'entraînement des lanceurs de l'équipe nationale. En 2004, il prit la direction de l'équipe Nationale du Canada, qu'il amenât en 2008 aux Jeux Olympiques. Il est actuellement Directeur et Manager de l'Equipe du Canada.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de donner au terrain de baseball, rue des 4 vents, le nom de « Greg Hamilton » ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme.

Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Sécurisation, réalisation et rénovation d'espaces sportifs et éducatifs - Attribution d'un marché de travaux par procédure adaptée

Madame le Maire rapporte :

Afin de maintenir un niveau de sécurité indispensable aux espaces sportifs de la Ville, il y a lieu d'effectuer des travaux de rénovation de ces espaces.

Pour procéder à ces travaux, un marché à procédure adaptée a été lancé, conformément à l'article 77 du code des marchés publics relatifs aux marchés à bons de commande. Ce marché comporte un seul lot.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises ont été les suivants :

- Valeur technique évaluée d'après le mémoire technique : 60%
- Prix des prestations : 40%

La commission d'appel d'offre en date du 21 Février 2012 a décidé d'attribuer le lot unique du marché 1M494 à l'entreprise LAQUET/SPORT ENVIRONNEMENT pour son offre économiquement avantageuse, dans le cadre d'un marché à bon de commande, pour un montant maximum de 1 000 000€ HT par an, reconductible 3 ans.

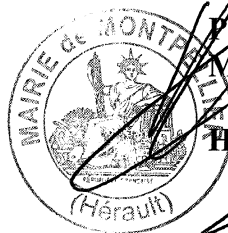
Les crédits pour réaliser ces travaux sont prévus au budget primitif 2012 de la Ville :

Section : investissement – fonctions : 90414, 90211, 90212 - nature : 2312

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de la décision d'attribution de ce marché par la Commission d'Appel d'Offre du 21 février 2012, ainsi que de la procédure suivie,
- de passer un marché de travaux avec l'entreprise désignée ci-dessus,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme.
Madame le Maire,
Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal a validé lors de sa séance du 25 juillet, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2011/2012, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

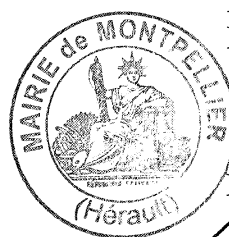
- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 29 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 4550 €.
Les associations concernées sont : Band à Boulou, Condamnés à réussir, Axe Sport, Arts et éveil, Printemps des comédiens, Atout Théâtre, Malampia, Métairies de Saysses, Vivi And Sport, Huerta Libre, Récréa Son, Compagnie des Sherpas, Jazz à tous les étages, Armée d'Afrique, Kiosque Music Hall, Compagnie des 4 coins, I& Femmes actives de Montpellier, Vélocité Languedoc, UFC Que Choisir, Pétanque Club Montpellier Celleneuve, D.I.F.E.D., Secours Populaire, Bibliothèque Pour Tous, Ribosome, Le Collectif Zorba et Les Nuits du chat, Face Hérault, Football Cub du Petit Bard et compagnie du Pas'Sage.
- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 2 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 655 €.
Les associations concernées sont : Compagnons bâtisseurs et Nounous Petits Beigneurs

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



**Pour extrait conforme.
Madame le Maire,**

Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux ponctuelle

Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :		Mars-juin	2012 à juin 2012**	
Pour Conseil municipal du:							
26-mars-12							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	BAND A BOULOU	Aide à la création, au développement et à la mise en scène de spectacles	Smatch d'impro entre deux associations proposant des ateliers en Mpt : Band'à Boulou pour Rosa Parks et Mandragore pour Léo Lagrange	spectacle gratuit	mardi 27 mars 2012 de 18h à 23h	Journée salle pour + 60 personnes	220
	CONDAMINES A REUSSIR		Répétitions et spectacles de jeunes chanteurs Hip-Hop		1er mai : répétitions de 10h à 20h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110 €
	CONDAMINES A REUSSIR		Spectacle Hip-Hop avec de jeunes rappers issus de la Mosson et des ateliers d'écriture de l'association		8 mai : spectacle / de 10h à 22h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	AXE SPORT	Développer les activités sportives et de loisirs pour les enfants	stage yamakasi (durée 2h), expression corporelle (durée 5h) , eveil au theatre (durée 7h30)	le stage de yamakasi est à titre gratuit, les 2 autres stages sont payants, mais à des tarifs abordables/ Jeune association qui tente de se développer	du 16 au 20 avril 2012 de 9h à 11h / 3 stages : 1 à 55€, 2 à 110€	Week-end stages activités associations - de 20 personnes	275 €
	ARTS ET EVEIL	développer les projets artistiques pour l'enfance et la petite enfance	Assemblée Générale	salle auditorium	30 mars 2012 de 18h30 à 20g - Assemblée générale	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
	PRINTEMPS DES COMEDIENS	festival théâtre	présentation au CE de la nouvelle saison 2012	échange avec des entrées gratuites pour le festival que nous offrons aux abonnés de la Mpt et au concours de Mode	27 mars 2012 de 11h à 14h30	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110 €

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier

*** Selon date du CM sur le calendrier



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					ponctuelle		
Maison pour tous :		Joseph-Ricôme	Pour la période de :		Mars-juin	mars à juillet 2012	
Pour Conseil municipal du:			26-mars-12				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ATOUT THEATRE		Suite aux ateliers de théâtre social proposés à Chopin et Mercouri, l'asso souhaite réaliser un spectacle de fin d'année au Théâtre Gérard Philipe		31 mai et 1 ^{er} juin	Demi-journée salle pour - 60 personnes	205 €
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier			*** Selon date du CM sur le calendrier				



M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux				ponctuelle			
Maison pour tous :		Paul-Emile-Victor	Pour la période de :	avril	2012**		
Pour Conseil municipal du:		26-mars-12					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	MALAMPIA	Association culturelle, pédagogique et populaire de spectacle vivant de Montpellier et sa région.	répétitions de théâtre	répétitions en vue des restitutions de théâtre des 15 et 16 juin	dimanches 1er, 15 et 21 avril de 9h à 19h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	330
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier			*** Selon date du CM sur le calendrier				



M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					ponctuelle		
Maison pour tous :		Boris-Vian	Pour la période de :		avril	2012**	
Pour Conseil municipal du:			26-mars-12				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association Métairies de Saysset		Soirée conviviale		14/04/2012 de 18h-23h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					ponctuelle		
Maison pour tous :		Voltaire	Pour la période de :	Avril-juin	2011 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du:		26-mars					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	VIVI AND SPORTS	Activités sportives et bien être	stage vacances	Demande de gratuité fondé sur la mise en place d'une offre socioculturelle sur les vacances	16 au 20/04 - 5 demi journées	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	HUERTA LIBRE	JARDINAGE EN MILIEU URBAIN	stage vacances	Demande de gratuité fondé sur la mise en place d'une offre socioculturelle sur les vacances	10 au 12/04 - 3 demi journées	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	RECREA SON	chant chorale	stage vacances	Demande de gratuité fondé sur la mise en place d'une offre socioculturelle sur les vacances	16 au 20/04 - 5 demi journées	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	AXE SPORTS	Multi activités	stage vacances	Demande de gratuité fondé sur la mise en place d'une offre socioculturelle sur les vacances	10 au 13/04 - 4 demi journées	Week-end stages activités associations + 20 personnes	220
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					ponctuelle		
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :	Avril-juin	2012 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du:		26-mars					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Cie des Sherpas	Découverte du théâtre d'improvisation	Théâtre d'impro	Participation au projet de la MPT et tarif entrée faible aux adhérents MPT	14/04 et 15/04/2012	Week-end stages activités associations - de 20 personnes	110
	Jazz à tous les étages	Atelier de découverte du chant	Répétitions Chant et chorale	Participation au projet de la MPT	Les 1 et 8/05 26 et 27/05/2012	Week-end stages activités associations + 20 personnes	220
	Association Armée d'Afrique		Conférence sur la "légion étrangère"		le 18/04/2012	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110
	Kiosque Music Hall		Comédie musicale et chant	Participation aux manifestations de la MPT	le 27/05/2012	Week-end réunions et assemblées	110
	Cie des 4 coins	Découverte du théâtre	Théâtre	Participation au projet de la MPT	Les 17, 18 et 19/05/2011	Week-end stages activités associations + 20 personnes	220
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							



M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux ponctuelle

Maison pour tous :		Fanfonne-Guillierme	Pour la période de :	mars/avril	2011 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du:			26-mars-12				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	I&D Femmes actives de Montpellier	Echange conviviaux entre femmes et promotions des savoirs faire professionnels	Assemblée générale	RAS	vendredi 30 mars de 18h30 à 23h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier			*** Selon date du CM sur le calendrier				

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier



M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux Ponctuelle

Salle de la Maison de la Démocratie			Pour la période de :	avril	2011 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du: 26 mars 2012							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	VELOCITE LANGUEDOC		Assemblée générale annuelle	50 participants	17h30 à 21h le 30/03/12		55
249	UFC Que Choisir	Information, défense et représentation des consommateurs	Assemblée générale annuelle	50 participants	6 avril 2012 / 15h - 19h		55

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier



M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux ponctuelle

Maison pour tous :		Marie-Curie	Pour la période de :		2011 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du:		***					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Pétanque club montpellier celleneuve	Club de pétanque	Tournoie de boules, rencontre annuelle des club de montpellier	Salle polyvalente varsovie	20/10/2012 de 10h à 23h	Journée salle pour + 60 personnes	220
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux ponctuelle

Maison pour tous :		Frédéric-Chopin		Pour la période de :		2011 à juin 2012**	
Pour Conseil municipal du :		***					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	D.I.F.E.D. Dynamique d'Information et de Formation sur l'Environnement et le Développement Durable	Sensibiliser au Développement Durable à travers des actions de formation et d'animation	Conférence/débat dans le cadre des Rendez vous durables le vendredi 27 avril 2012		le vendredi 27 avril et 8 juin 2012 de 20h à 23h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	110
	D.I.F.E.D. Dynamique d'Information et de Formation sur l'Environnement et le Développement Durable	Sensibiliser au Développement Durable à travers des actions de formation et d'animation	Journée de formation : le samedi 24 mars 2012 et demi-journée le 28/04/12		le 28/04 et 31/03/12 de 9h à 22h	Journée salle pour - 20 personnes	110
	SECOURS POPULAIRE Fédération de l'Hérault 371 avenue du Marché Gare 34075 MONTPELLIER Cedex 3		Braderie		samedi 5 mai 2012 de 7h30 à 19h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110
	BIBLIOTHEQUE POUR TOUS	Organisme de lecture publique, agréé par le ministère Jeunesse et sports et reconnu d'utilité publique,	Réunion annuelle permettant de réunir les bibliothécaires bénévoles qui interviennent dans les cliniques et maisons de retraites		lundi 18 juin 2012 de 9h30 à 15h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	RIBOSOME	Théâtre, atelier créatif	Stage d'initiation au théâtre pour enfants		lundi 16, mardi 17 et mercredi 18 avril, de 14h à 17h	Week-end stages activités associations - de 20	110
	Association : Le Collectif ZORBA	Création et représentation de spectacles en milieu urbain	Résidence : création de danse/spectacle		Mardi 10 et mercredi 11 avril, de 9h à 18h	Journée salle pour - 20 personnes	110
	LES NUITS DU CHAT	Organisation, promotion et diffusion de manifestations culturelles	Stage de musique		les 19, 20, 21 et 22 avril : soit 4 journées de 9h à 18h		220



M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux ponctuelle

Maison pour tous :		François-Villon		Pour la période de :		2011 à juin 2012**	
Pour Conseil municipal du:		26/03/2012					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	FACE Hérault	acteur de l'inclusion sociale, en lien avec les politiques publiques et le monde économique. Elle prône un modèle durable qui lie de manière interdépendante la stratégie des entreprises, la politique de l'emploi et les actions sociales	Semaine bien vivre son logement Semaine consommation durable Petit déjeuner des métiers		lundi 2 avril matin lundi 4 juin matin vendredi 8 juin aprem mardi 3 avril matin	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220
	Foot ball Club du Petit Bard	club de foot - projets d'animation en direction des enfants et des jeunes	réunion de présentation et de retrospective "cap jeunes" pour le projet foot filles du Petit Bard		mercredi 28 mars	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	Compagnie du Pas'Sage	association ateliers théâtre	Répétition groupe enfants quartier		samedi 31 mars	Journée salle pour - 20 personnes	55
	Compagnie du Pas'Sage	association ateliers théâtre	ateliers théâtre au féminin		samedi 31 mars samedi 14 avril samedi 28 avril samedi 12 mai	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							

TOTAL 4550



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

annuelle

Maison pour tous :		Jean-Pierre-Caillens	Pour la période de : avril		2012 à juillet 2012**		
Pour Conseil municipal du:		26-mars-12					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Compagnons batisseurs	action collective d'amélioration de l'habitat	1)animation collective 2)permanence		1) 2 mardis par mois de 14h à 17h 2) 1 lundi /mois de 9h30 à 12h	2h et 10 personnes incluses	165
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							
* succinctement							



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

annuelle

Maison pour tous :		Albertine Sarrazin	Pour la période de :		mars à juillet 2012		
Pour Conseil municipal du:		26-mars-12					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Compagnons batisseurs	travail social sur le bâti	travail sur l'habitat insalubre avec les bénéficiaires		1/2 journée par semaine	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245
	Nounous Petits Baigneurs	travail sur la petite enfance(publics/professionnels)	Réunion d'échange de pratique entre professionnels de la petite enfance	travail de partenariat régulier avec la MPT	18h-21h une fois par mois	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							

TOTAL

655

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Cession de Certificat d'Economie d'Energie (CEE) - Autorisation de signer la cession

Monsieur TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier a déposé des certificats d'économie d'énergie (CEE) au registre national des certificats d'économie d'énergie (registre Emmy). Le système des CEE permet de valoriser certaines actions d'économies d'énergie par le dépôt de CEE en comptabilisant l'économie d'énergie réalisée pendant la durée de vie estimée de l'équipement, l'unité est le kWh cumac (énergie économisée cumulée actualisée). Ces CEE sont valorisés en euros lors de leur vente.

Les CEE de la Ville de Montpellier déposés représentent 19 787 254 kWh cumac. Ils proviennent d'actions diverses :

- rénovation de chaufferies (chaudières à condensation et à basse température), d'éclairages à haut rendement (tubes T5) et de pompe performante (à variation de vitesse), soient 11 537 654 kWh cumac
- rénovation d'éclairage public, soient 8 249 600 kWh cumac

Les cessions de gré à gré au mieux offrant étant valables sur de courtes périodes (quelques jours) ; il sera proposé en séance du Conseil Municipal le nom de la société qui aura présenté la meilleure offre, le tarif proposé et le montant total de la cession.

La meilleure offre a été présentée par :

- la société AMSTERDAM CAPITAL TRADING
- qui propose pour l'ensemble des 19 787 254 kWh cumac un montant de 87 459,66€
- soit montant unitaire de 0,442 ct€/kWh cumac.

En conséquent, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver le principe de cession de CEE déposé par la Ville de Montpellier
- d'approuver la cession à la société AMSTERDAM CAPITAL TRADING pour un montant total de 87 459,66 € pour un prix unitaire de 0,442 ct€/kWhcumac
- d'approuver la signature de l'acte de cession des CEE
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer la cession avec la société retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme.
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer

Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer l'avenant aux marchés de travaux

lot :09 "Cloisons, doublage plâtrerie"; lot :19 "Peinture revêtement muraux et sols"

lot 24B : "Fourniture de mobilier,

lot 29 : "Courant faible"

lot 31 : "Plomberie - sanitaires"

Monsieur TSITSONIS rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du futur hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

L'avant projet détaillé a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1^{er} février 2005.

La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Par délibération du Conseil Municipal du 08 février 2008, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise SODAC, pour assurer les travaux du lot 09 : « Cloisons doublage Plâtrerie ».

Par avenant n°1 au présent lot 09 notifié par OS n°24 du 17 mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 292 830, 20 € HT, qui a porté le montant du marché initial de 1 382 546, 70 € HT à 1 675 376, 90 € HT.

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise ATELIER MEDITERRANNEEN, pour assurer les travaux du lot 19 : « Peinture revêtement muraux et sols ».

Par avenant n°1 au présent lot 19 notifié par OS n°24 du 1^{er} avril 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 64 950, 80 € HT, qui a porté le montant du marché initial de 453 189, 60 € HT à 518 140, 40 € HT.

Par délibération du Conseil Municipal du 7 février 2011, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise RBC, pour assurer la fourniture de mobilier manufacturé du lot 24-B : « Fourniture de mobilier ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné le groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC, pour assurer les travaux du lot 29 : « Courant faible ».

Par avenant n°1 au présent lot 29 notifié par OS n°22 du 17 Mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 426 361, 83 € HT, qui a porté le montant du marché initial de 1 829 493, 34 € HT à 2 255 855, 17 € HT.

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise TUNZINI / CRYSTAL, pour assurer les travaux du lot 31 : « Plomberie-sanitaires. »

Par avenant n°1 au présent lot 31 notifié par OS le 30 juin 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 112 271, 80 € HT, qui a porté le montant du marché initial de 679 200, 00 € HT à 791 471, 80 € HT.

Les présents avenants ont pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, de la réalisation de différents travaux supplémentaires qui s'avèrent nécessaires à la réalisation et à la finition de l'ouvrage.

L'augmentation du lot 09 correspond à diverses modifications de cloisonnement liées principalement, à la réorganisation du niveau sous-sol et niveau 8 du fait des évolutions de services, à différentes adaptations et aléas de chantier découlant de la complexité technique du projet, à la réalisation de portes en substitution de l'entreprise lot 10 ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité incendie par la création d'un local PC sécurité déporté dans le hall et par des modifications de portes à la demande des pompiers. Ces évolutions, y compris l'option 1 au marché notifiée par OS n°21 pour un montant de 22 752, 00 € HT, portent le marché du titulaire, «SODAC», à 1 826 066, 50 € HT.

L'augmentation du lot 19 correspond à diverses modifications liées principalement au transfert de prestations de nettoyage de chantier des lots 1, 10, 11, 13, 15,16, 26 à l'entreprise ATELIER MEDITERRANNEEN, à la protection renforcée des sols souples ainsi qu'à la mise en peinture de locaux et d'éléments architecturaux pour l'amélioration du confort visuel et la maintenance ultérieure du bâtiment.

Ces évolutions portent le marché du titulaire, «ATELIER MEDITERRANNEEN», à 824 756, 79 € HT.

L'augmentation du lot 24-B correspond principalement à l'équipement mobilier de la terrasse extérieure de la cafétéria et des espaces de convivialité d'étages, à l'amélioration des conditions de rangement et d'accueil du public des services de la Vie Quotidienne et de l'Etat-civil ainsi qu'à l'adaptation sur mesure de la table de la salle du Bureau Municipal pour l'intégration d'équipements audio et vidéo.

Ces évolutions portent le marché du titulaire, «RBC», à 859 444, 00 € HT.

L'augmentation du lot 29 correspond à diverses modifications liées principalement à l'amélioration du système de détection incendie à la demande des pompiers, à l'adaptation du contrôle d'accès suite aux évolutions d'organisation des services, au souhait de doter le bâtiment d'un affichage dynamique ainsi qu'au perfectionnement de la sûreté de la Mairie par la mise en place du PC sécurité déporté dans le hall.

Ces évolutions portent le marché du titulaire, «groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC», à 2 692 561, 39 € HT.

L'augmentation du lot 31 correspond à diverses modifications liées principalement à des reprises techniques d'eaux pluviales suite à des modifications de cloisonnement au niveau 8, à des adaptations d'équipements de cuisine dans l'office salle des Rencontres et la cuisine du Maire, à l'amélioration des équipements de sécurité

incendie à la demande des pompiers notamment le repositionnement de colonnes sèches et le verrouillage de sécurité du rideau d'eau de l'aire de livraison. Cet avenant intègre également l'amélioration du confort du public et des agents par la mise en place de fontaines à eau dans les étages.

Ces évolutions portent le marché du titulaire, «TUNZINI / CRYSTAL», à 845 532,29 € HT.

Les montants et pourcentages d'augmentation par rapport aux montants initiaux et avenants précédents sont présentés comme suit :

N° avenant	Désignation	Entreprise	Marché initial compris avenant antérieur HT	Option notifiée HT	Avenant proposé Montant HT	Montant total HT	% augmentation avenant proposé p/r marché initial compris avenant antérieur	% augmentation avenant proposé p/r marché initial
2	Lot 09 : « Cloisons doublage Plâtrerie »	SODAC	1 675 376, 90	22 752, 00	127 937,60	1 826 066,50	30,43% Hors option	9,25 % Hors option
2	Lot 19 : « Peinture revêtement muraux et sols »	ATELIER MEDITERRANNEEN	518 140, 40		189 914,38	824 756,79	56,23%	41,9 %
1	Lot 24- B : Fourniture de mobilier	RBC	795 895,00			859 444,00	7,98%	7,98 %
2	Lot 29 : Courant faible	groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC	2 255 855, 10		436 706,22	2 692 561,39	47,17%	23,87 %
2	Lot 31 : « Plomberie-sanitaires »	TUNZINI / CRYSTAL	791 471, 80		54 060,49	845 532,29	24,48%	7,95 %

Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offre en date du 17 janvier 2012 pour le lot 29 «groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC», et en date du 21 février 2012 pour l'ensemble des autres lots, il est proposé au Conseil Municipal :

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°2 au marché de l'entreprise SODAC, lot 09, pour un montant de 127 937, 60 € Hors Taxes ;
- d'approuver l'avenant n°2 au marché de l'entreprise ATELIER MEDITERRANNEEN, lot 19, pour un montant de 189 914, 38 € Hors Taxes ;
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise RBC, lot 24-B, pour un montant de 63 549, 00 € Hors Taxes ;
- d'approuver l'avenant n°2 au marché du groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC, lot 29, pour un montant de 436 706, 22 € Hors Taxes ;
- d'approuver l'avenant n°2 au marché du groupement d'entreprises TUNZINI / CRYSTAL - JP ELEC, lot 31, pour un montant de 54 060, 49 € Hors Taxes ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme.
Madame le Maire,

Helène MANDROUX

Publié le : 27/03/2012

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 F 11.01

Lot n° 24B Mobiliers

AVENANT N° 01

Titulaire

RBC

1, Avenue de la Fontanisse
30 660 GALLARGUES LE MONTUEUX

Février 2012

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L’AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE.....	3
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS.....	4
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	4

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

D'une part,

Et l'entreprise RBC représentée par Monsieur Frank ARGENTIN

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 F 11.01 pour la réalisation des travaux du lot 24B : MOBILIER

Le marché a été notifié le 01 Avril 2011 pour un montant de 795 895,00€ HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée par le même ordre de service le 01 Avril 2011 pour une période de 30 jours au-delà de laquelle commence le démarrage des prestations.

La livraison et la pose des mobiliers ont été effectuées courant du dernier trimestre de l'année 2011.

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

	MO	ARCHI	BET	CT.Pompier	Aléas	
Ajustement des prestations - mobiliers complémentaires	63 549,00					
						63 549,00

Les commandes de mobiliers complémentaires concernent principalement :

- Les services de la Vie Quotidienne et de l'Etat civil ont demandé une modification du nombre des armoires, rayonnages prévus et chaises accueil public;
- Les tables de la salle du Bureau municipal initialement prévues en résine n'étant pas adaptées à l'utilisation solennelle et ne pouvant recevoir les équipements audio et vidéo (à encastrent) mis en place par le prestataire de la ville, une table en bois plaqué a été dessinée aux mesures de cette salle de réunion de 40 places.
- La commande de mobiliers supplémentaires en terrasse de la salle hors sac et la création d'espaces de convivialité dans les étages ;

Le montant de l'ensemble de ces modifications s'élève à 63 549,00 € H.T.

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial Tranche Ferme :	795 895,00 €
Avenant 01 :	63 549,00 €
Montant total du Nouveau Marché	859 444,00 €

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Sans objet.

L'ensemble des fournitures de mobiliers ont été livrés.

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.25

Lot n° 29: courant faible

AVENANT N° 02

Titulaire
FONTANIE

188, Rue Georges Auric
34070 MONTPELLIER

Mars 2012

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	5
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	5
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

D'une part,

Et le groupement FONTANIE – SOMITEG – JP ELEC dont le mandataire est l'entreprise FONTANIE représentée par Monsieur DENIS

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.25 pour la réalisation des travaux du lot 29 : courant faible

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 1 829 493,34 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2008 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Par avenant n°1 au présent lot 29 notifié par OS n°22 du 17 Mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 426 361,83€ HT, qui a porté le montant du marché initial à **2 255 855,17€ HT**

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou en cours de réalisation dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
FONTANIE (lot courant faible)

	MO	Architectes	BET	CT - Pompiers	Aléas	
OS23 devis n°11SOM badges double technologie	3 280,00					
OS25 devis n°17SOM modification vidéo, CA et DI	64 844,61					
OS26 devis n°21SOM modification SSI et CA COC	5 782,91					
OS27 devis n°22SOM modification DI salle d'expo				6 170,08		
OS28 SOM digicodes provisoires	5 454,15					
OS29 SOM CA sup noyau C + UAE sup + local DGS	43 140,39					
OS30 SOM GC vitré pour tripode		9 405,92				
OS31 JP ELEC sonorisation	19 220,56					
OS32 JP ELEC distribution de l'heure et modification model horloge		7 381,00				
OS33 JP ELEC modification du système de conférence	-7 305,37					
OS34 FONT terminaux VDI écrans noyaux et badgeuses	32 665,69					
OS36 SOM réseau aspirant et liaison murs d'images	3 933,60	4 938,03				
Avenant 02 - SOM compléments SSI				87 147,21		
Avenant 02 - SOM modification contrôle d'accès	65 099,65					
Avenant 02 - JPE modification interphonie	18 064,12			7 181,40		
Avenant 02 - JPE déplacement Baie sono	1 592,91					
Avenant 02 - SOM compléments CFA	1 775,35			1 003,88		
Avenant 02 - SOM astreinte inauguration	3 808,34					
Avenant 02 - JPE moins value affichage numérique	-12 389,60					
Avenant 02 - SOM complément commission sécurité + badge	13 678,20					
Avenant 02 - SOM sécurisation zone du Maire	26 212,09					
Avenant 02 - SOM priorité ascenseur pour le Maire	24 621,10					
Avenant 02 - SOM suppression portiques de détection	0,00					
						436 706,22

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Modifications : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Du système de détection incendie ▪ Du contrôle d'accès (correspondant aux éléments surlignés en jaune dans le tableau)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Suite aux visites successives des pompiers et aux demandes des bureaux de contrôle pour le SSI. ▪ Suite aux diverses demandes de la Ville pour le contrôle d'accès pour répondre aux modifications de cloisonnement et d'utilisation des locaux.
OS 27 et OS 36 - réseau aspirant	Mise en place d'un réseau aspirant en lieu et place des têtes de DI prévues initialement au marché afin de répondre aux contraintes esthétiques des plafonds dans la salle d'Exposition et la salle des Pas Perdus.
OS 28 – digicodes provisoires	Fourniture et pose de digicodes provisoires pour les locaux techniques d'étage pour répondre aux besoins des interventions de la Ville avant la livraison du bâtiment
OS 30 – garde-corps vitré pour tripodes	Fourniture et pose de garde-corps vitrés au droit des tripodes des nœuds A et B au niveau OB. Prestation non prévue au marché.
OS 32 – distribution de l'heure	Modification du système de distribution de l'heure suite à la modification du choix du modèle fait par l'architecte.
Déplacement de la baie sono	Déplacement de la baie sonorisation initialement prévue au local CSU dans le local technique du niveau OB nœud C à la demande des utilisateurs du local CSU.
Astreinte pour l'inauguration	Mise à disposition de deux personnes pour les journées du 12 et 13 Novembre 2011 dans le cadre des journées d'inauguration et de la ZAC.
Moins value sur l'affichage numérique	Suppression du poste 14 après mise en place des câblages suite à la demande de la Ville.
Priorité ascenseur pour le Maire	Mise en service prioritaire tous niveaux d'un ascenseur du nœud A pour l'utilisation par Madame Le Maire.
Suppression des portiques de détection	Pour mémoire, suppression des portiques de détection dans les SAS d'accès de la salle du Conseil.
Câblages complémentaires	Réalisation de câblage complémentaire suivant demandes effectuées lors de l'installation des bureaux.

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial	1 829 493,34 €
Avenant 01	426 361,83 €
Avenant 02	436 706,22 €
Montant total du Nouveau Marché	2 692 561,39 €

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Les travaux devront être achevés à la date du 31 Décembre 2011 correspondante à la date de levée des réserves du PV de réception fait au 30 Septembre 2011.

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.14

Lot n° 19: Peinture, revêtement muraux et sols

AVENANT N° 02

Titulaire

ATELIER MEDITERRANNEEN

Espace commercial Fréjorgues
374 rue Nungesser
34130 MAUGUIO

Février 2012

SOMMAIRE

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1. DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L’AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE.....	4
3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS.....	4
5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES.....	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise ATELIER MEDITERRANNEEN représentée par Monsieur MARTINEZ

D'autre part

1.1. OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.14 pour la réalisation des travaux du **lot 19 : Peinture revêtement muraux et sols**

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 453 189.60 €HT par l'ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2008 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2 et le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Par avenant n°1 au présent lot 19 notifié par OS n° 24 du 01 Avril 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 64 950.80€ HT, qui a porté le montant du marché initial à **518 140.40€ HT**

Le présent Avenant n°2 a pour objet la clôture technique et financière du le marché de travaux pour la réalisation de différents travaux supplémentaires qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.2. DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHÉ

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise, analysés et validés par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordres de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
SODAC (lot Cloison doublage Plâtrerie)

	MO	Architectes	BET	CT - Pompiers	Aléas	
OS012 - peinture sous face casquette		18 180,00				
OS013 - peinture réservations libres					2 400,00	
OS015 - peinture des allèges béton		20 700,00				
OS016 - peinture mur agglo des escaliers		6 916,00				
OS017 - notification de l'option 4,2	2 696,06					
OS020 - Zébra Aire de Livraison				345,00		
Avenant 2 - peinture du local d'accès au parc	2 236,00					
Avenant 2 - peinture du local courrier	900,00					
Avenant 2 - Reprise Peintures Sanitaires	27 659,00					
Avenant 2 - Nettoyage complémentaire de chantier et métallisation des sols en moins value aux entreprises responsable					107 882,32	
						189 914,38

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
<ul style="list-style-type: none"> OS012 : Peinture de la Sous face des Casquettes béton Nord et Sud OS015 : Peinture des Allèges Béton OS0156 : Peinture sur murs Agglo des escaliers 	Aléas chantier et complément avant livraison. Non définis dans le CCTP.
<ul style="list-style-type: none"> OS013 : Peinture réservations libres 	Des réservations libres ayant été demandées par la Ville dans les poutres mixtes, il a été nécessaire de prévoir des rebouchages acoustiques devant ensuite être peints puisque apparents.
<ul style="list-style-type: none"> OS017 : notification de l'option 4.2 	Option 4.2 de l'Appel Offre retenue lors de la réalisation de l'ouvrage pour la peinture des plinthes bois.
<ul style="list-style-type: none"> OS020 : Zébra Aire de démarcation des Gaines de désenfumage 	Demande de signalisation faite lors de la visite de la Commission de Sécurité.
<ul style="list-style-type: none"> OS022 : Peinture SAS accueil vers Ascenseur du Parc OS023 : Peinture du local Courrier Reprises Peintures des Sanitaires 	Prestations complémentaires demandée par le Maître d'Ouvrage afin d'augmenter le confort visuel dans ces différents locaux.
<ul style="list-style-type: none"> Traitement des sols linoleum et Nettoyage avant livraison en lieu et place des entreprises défaillantes dans cette mission 	<ul style="list-style-type: none"> - Traitement et métallisation des sols linoleum des bureaux et des circulations pour un montant de 16 400,00€ HT en moins value à l'entreprise GARCIA. - Nettoyage complémentaire avant livraison pour un montant de 91 482,32€ HT dont 54 130,00€ HT répartis en moins value aux entreprises CASTEL, BLACHERE, MULTITEC, CLESTRA, SODIFRA et CUARTERO.

1.3. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial :	453 189,60 € HT
Avenant n° 1 Travaux supplémentaires	64 950,80 € HT
Avenant n° 2 Travaux Supplémentaires	189 914,38 € HT

Montant total du nouveau Marché 824 756,79 € HT

1.4. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Sans incidence.

Les travaux devront être achevés à la date du 31 Décembre 2011 correspondante à la date de levée des réserves du PV de réception fait au 30 Septembre 2011.

1.5. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

1.6. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 08.01

Lot n° 09 : Cloison Doublage Plâtrerie

AVENANT N° 02

Titulaire

SODAC

4, Zone Artisanal du Mijoulan
34680 ST GEORGES D ORQUES

Février 2012

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHÉ.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L’AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ.....	5
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	5
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	5
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

5/3

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

D'une part,

Et l'entreprise SODAC représentée par Monsieur NADAL

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 08.01 pour la réalisation des travaux du lot 09 : Cloisons doublage Plâtrerie

Le marché a été notifié le 17 avril 2008 pour un montant de 1 785 817,20 € HT (avec une tranche ferme de 1 382 546,70€) et le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération pour une durée de 33 mois a été notifié à l'entreprise par ordre de service n°1.

Par avenant n°1 au présent lot 09 notifié par OS n° 24 du 17 Mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 292 830,20€ HT, qui a porté le montant du marché initial à **1 675 376,90€ HT**

Le présent Avenant n°2 a pour objet la clôture technique et financière du le marché de travaux, pour la réalisation de différents travaux supplémentaires qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise.

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise, analysés et validés par le maître d'œuvre.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise, analysés et validés par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordres de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
SODAC (lot Cloison doublage Plâtrerie)

	MO	Architectes	BET	CT - Pompiers	Aléas	
OS019 - habillage des allèges (devis 1131)		10 244,70				
OS020 - Trappes invisibles Knauff (devis 1208)			984,00			
OS022-bouchement plancher CF niv.01					6 554,50	
OS023-gorges et résa pour trappes dans fxpl salle des rencontres			5 514,00			
OS024-Modifications du 22 et 25 janvier 2011					18 210,40	
OS025-détails de finitions TNTZ (tablettes, coffrages, soffites...)		16 796,00				
OS026-modif S1 et 08 du 5 avril 2011	17 951,10					
OS028-gaine CF angle B/4 niv. ES				944,40		
OS029-reprise passage EP (devis 418)	9 775,80					
OS030-Modifications RDC Entresol 02 et autres (devis 805)	2 065,40	2 192,60		2 300,00	4 240,00	
OS033-cloisonnement du local SSI				3 500,00		
OS034-modifications S1 et 08 du 31Mai 2011	11 207,60					
OS035-Hall mairie sur P2 (devis 1008/2011)	3 962,50					
OS036-cloisonnement AL et encoffrement DES R+8	6 110,60					
OS037-encoffrement gaine FAUCHE (devis 1008/2011)					800,00	
OS038-plafond vestiaires S1 (devis 1005/2011)	1 111,80					
OS039-cloison salle de réunion du Maire (Devis 1012/2011)					3 472,20	
						127 937,60

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
OS 19 : Habillage des allèges	Nécessité de l'habillage des allèges des bureaux en retour façade NORD afin de faire passer de cacher les câblages et boîtiers des brise-soleil et fenêtres. Non prévu au CCTP.
OS 20 : Trappes invisibles Knauff	Pose de trappes aux niveaux OH et 01 dans le noyau C pour la nécessité d'accéder aux commandes des équipements électriques. Adaptation en cours de chantier.
OS 21 : notification de l'Option n° 1	Réalisation des têtes de cloison conformément à l'option n°1 prévue au marché
OS 22 : bouchement plancher CF niv.01	Création d'un CF entre le niveau OH et 01 sur les noyaux A et B pour reprendre le fait que les nez de dalles ne rejoignent pas l'alignement des cloisons séparatives de la salle de réception. Aléas de chantier.
OS 23 : gorges et réservations pour trappe dans le faux plafond de la salle des rencontres	Mise au point technique en cours de chantier entraînant la création de gorges filantes en file B et D au-dessus du faux plafond acoustique de la salle des rencontres et mise en place de trappes d'accès aux registres de CVC.
OS 24 : modifications du 22 et 25 Janvier 2011 OS 25 : détails de finitions TNTZ	Mise au point effectuée en cours de chantier entraînant la création d'allèges en BA13, d'encoffrement de réseaux ou d'éléments floqués afin de s'adapter au chantier.
OS 26 : Modifications S1 et 08 du 05 Avril 2011 OS 34 : Modifications S1 et 08 du 31 Mai 2011	Réorganisation des niveaux 8 et S1 après réalisation des cloisons.
OS 28 : Fermeture CF de l'angle file B4 à l'entresol	Mise au point technique effectuée en cours de chantier.
OS 29 : Reprise passage EP au niveau 8	Réorganisation des niveaux 8 ayant nécessité la modification des équipements en plenums des plafonds.
OS 30 : modifications niv. Es, 02 et autres OS 38 : Plafond vestiaires S1	Complément de programme demandé par le maître d'ouvrage (Dépose de portes simples, repose de portes doubles et plafonds). Création d'un local spécifique de surveillance au niveau RdC bas venant en complément du local SSI au niveau RdC haut.
OS 33 : Création et isolement du local SSI OS 36 : cloisonnement Aire de Livraison et encoffrement désenfumage niv.08	Demandes Complémentaire des pompiers
OS 35 : Doublage dans local d'accès au parc	Demande complémentaire du Maître d'ouvrage.
OS 37 : encoffrement gaine FAUCHE	Demande complémentaire faite à l'entreprise SODAC en moins value à l'entreprise FAUCHE pour la réalisation d'une gaine CF pour protection conduit de fumée du groupe électrogène.
OS 39 : Cloison salle de réunion du Maire	Demande complémentaire faite à l'entreprise SODAC en moins value à l'entreprise CLESTRA pour la réalisation d'une cloison placo en substitution d'une cloison démontable pour des délais de commande.

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial	1 382 546,70 €
Avenant 01	292 830,20 €
Avenant 02	127 937,60 €
Option n°1	22 752,00 €
Montant total du Nouveau Marché	1 826 066,50 €

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Sans incidence.

Les travaux devront être achevés à la date du 31 Décembre 2011 correspondante à la date de levée des réserves du PV de réception fait au 30 Septembre 2011.

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire) - Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.27

Lot n° 31 : plomberie, sanitaire

AVENANT N° 02

Titulaire

TUNZINI AZUR

1320 rue Jean Perrin
BP 448000

13592 AIX EN PROVENCE CEDEX 3

Février 2012

SOMMAIRE

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT	3
1.1. DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE	4
3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	4
4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS.....	4
5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES.....	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et l'entreprise TUNZINI représentée par Monsieur ROSA

D'une part,

D'autre part

1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.07 pour la réalisation des travaux du lot 31 : plomberie, sanitaire.

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 679 200.00 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2008 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

L'Avenant n°1 ayant pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution été notifié par Ordre de Service le 30 juin 2011.

Le présent Avenant n°2 a pour objet la clôture technique et financière du le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise puis d'ordre de services successifs listés et détaillés ci-après.

1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
TUNZINI (lot plomberie sanitaire)

	MO	Architectes	BET	CT - Pompiers	Aléas	
OS019- siphon cuisine OH (Devis 39)			2 113,70			
OS020-attente EF pour fontaine à eau (devis 38)	5 880,00					
OS021 - reprise EP zone du Maire (devis 41)	15 300,00					
OS022- modification équipement bureau et cuisine du Maire		1 205,40				
OS023- Colonnes Sèches Noyau A (devis 43 corrigé)				6 775,00		
OS025- fourniture et raccordement éviers bars (devis 45)		4 127,47				
OS026- suppression lavabos noyau D (devis 36)	1 254,00					
OS027-reprise CS et EF rideau irrigué (devis 46/2011)				2 406,32		
OS028-raccordement EP AL (devis 49/2011 corrigé)					1 576,70	
OS029-remplacement douche du Maire (devis 50/2011)		476,47				
Modification Tuyauteries Cuisine du Maire (devis 52/2011)		1 547,20			9 423,97	
Reprise du réseau de chaufferie (devis 54/2011)			1 974,26			
						54 060,49

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
OS 19 – 20 – 28 - 29 Prestations Complémentaires et adaptations du marché de base	A la demande du maître de l'ouvrage il a été rajouté des équipements pour les cuisines et des fontaines eau pour le personnel.
OS 21 : Reprises des EP en toiture	Les changements de cloisonnements permettant l'optimisation des espaces du 8 ^{ème} étage (et ce après réalisation des ouvrages en toiture) ont nécessités des reprises des ouvrages en plafond afin d'assurer l'intégration de ceux-ci.
OS23 – 27 : Amélioration des équipements de sécurités	A la demande des pompiers, il été demandé un nouveau positionnement des colonnes sèches en vertical du noyau A et D ; le système d'irrigation du rideau irrigué de l'aire de livraison a fait l'objet de mise en place de verrouillage de sécurité installé au niveau de la vanne d'arrêt.
OS 22 : Modification des équipements de la cuisine du Maire OS 25 : Modification des raccordements des équipements de l'office salle des rencontres Modification tuyauterie	Modification des tuyauteries de la cuisine du 8 ^{ème} étage, de l'office salle des rencontres et du bar attenant, du mini-bar du R+2 salle du conseil pour s'accorder aux équipements retenus.
Reprise réseau de chaufferie	Nécessité de reprendre le réseau d'alimentation de la chaufferie lors de la mise en fonction des équipements de chauffage.

2. **ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ**

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial	679 200,00 €
Avenant 01	112 271,80 €
Avenant 02	54 060,49 €
Montant total du Nouveau Marché	845 532,29 €

3. **ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX**

Les travaux devront être achevés à la date du 31 Décembre 2011 correspondante à la date de levée des réserves du PV de réception fait au 30 Septembre 2011.

4. **ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS**

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mandat spécial

Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Perla DANAN rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages, et accord d'amitié et l'adhésion à différents réseaux de coopération décentralisée.

M. Michel ASLANIAN, Conseiller Municipal délégué au jumelage avec Chengdu se rendra à Chengdu afin d'organiser et animer deux opérations d'envergure sur les thématiques suivantes :

- Signature de la convention tripartite de création des sections internationales de Chinois et des Classes Rabelais entre le rectorat de Montpellier, le bureau de l'éducation de la Ville de Chengdu et la Ville de Montpellier, en présence également d'une délégation du rectorat. Cette convention a pour objectif de mettre en place l'enseignement du chinois dans des établissements scolaires montpelliérains et du français dans des établissements de la ville de Chengdu

- Simultanément, accompagné du Président des Grès de Montpellier, et d'un producteur de cette appellation, la délégation montpelliéraine conduira des opérations promotionnelles de la ville et des vins des Grès de Montpellier dont la cuvée M municipale, à la Maison de Montpellier à Chengdu et dans le cadre du 6^{ème} salon du vin et de l'agriculture de Chengdu. Ces opérations ont pour objectif de présenter les vins de l'appellation Grès de Montpellier auprès d'importateurs de vins chinois, des visiteurs du salon venant de toute la Chine, et du public d'institutionnels locaux de Chengdu

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accorder à M. Michel ASLANIAN, Conseiller Municipal délégué au jumelage avec Chengdu, un mandat spécial pour cette mission ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs responsables de ces thématiques ;
- D'autoriser M. Michel ASLANIAN, Conseiller Municipal délégué au jumelage avec Chengdu à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920)

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publié le 27 03 2012



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Plan local d'urbanisme (PLU) Bilan d'application du PLU approuvé le 2 mars 2006 (art. L.123-12-1 du code de l'urbanisme)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le PLU de Montpellier, approuvé par délibération du Conseil municipal le 2 mars 2006, a fixé des objectifs permettant de poursuivre un développement urbain maîtrisé en cohérence avec le schéma de cohérence territoriale (SCoT), le plan de déplacements urbains (PDU) et le plan local de l'habitat (PLH) établis par la Communauté d'Agglomération à l'échelle de son territoire.

L'article 4-II de la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement (dite loi « Borloo » ou « ENL ») a institué le principe d'une analyse triennale des résultats de l'application des plans locaux d'urbanisme (PLU).

Codifié par l'article L.123-12-1 du code de l'urbanisme, cette disposition prévoit dans le délai de trois ans suivant l'approbation du PLU :

- l'organisation d'un débat au sein du Conseil municipal portant sur les résultats de l'application du PLU au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants,
- la délibération du Conseil municipal sur l'opportunité d'une mise en révision ou d'une mise en révision simplifiée de ce plan.

Une première délibération au titre de l'article L.123-12-1 a été adoptée par le Conseil municipal le 30 mars 2009 établissant le bilan des trois premières années d'application du PLU. Le présent document établit le même bilan pour la période 2009-2012.

I. Résultats de l'application du PLU au regard des besoins en logements sur la période 2009-2012

Dès la fin des années 70, dans un contexte de très forte croissance démographique, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une politique volontariste en matière de logement pour répondre aux besoins de ses nouveaux habitants. Cette politique a concerné tant la réalisation de quartiers nouveaux dans le cadre de zones d'aménagement concerté (ZAC), que le renouvellement du parc de logements des quartiers existants grâce à des dispositions adaptées du document d'urbanisme. Cette organisation géographique de la production de logements s'est par ailleurs déclinée en observant deux principes fondamentaux :

- la mise en œuvre d'une mixité sociale permettant d'accueillir et de rapprocher toutes les catégories de la population à une échelle ne dépassant pas celle du quartier,
- la production d'un espace favorisant la mixité des fonctions urbaines permettant le rapprochement de l'habitat et de l'emploi, la réduction des déplacements et l'émergence de territoires plus solidaires animés d'une vie sociale, associative et économique permanente.

Le PLU approuvé le 2 mars 2006 reprend ces principes que les documents d'urbanisme antérieurs avaient largement contribué à mettre en œuvre, devançant en cela certaines des dispositions de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) adoptée le 13 décembre 2000.

Le PLU organise notamment la production de logements par :

- un zonage réglementaire fin organisant le développement de la Ville à court, moyen et long termes, et pouvant être adapté selon les besoins par procédure de modification du PLU,
- la définition de plans de masse issus de concours ou d'études d'architecture et d'urbanisme permettant, en particulier dans les ZAC, de garantir la production d'un urbanisme de qualité bien intégré à la ville existante,
- l'obligation de réaliser 20 % de logements aidés par l'Etat pour toutes les opérations de constructions développant une SHON affectée au logement supérieure à 1500 m² situées dans des secteurs de la ville où le degré de mixité sociale peut être amélioré,
- un encadrement strict de la réalisation d'opérations de logements dans les zones à vocation d'activités conditionnée à la qualité de leur insertion dans leur environnement immédiat et à l'absence de nuisances susceptibles de porter atteinte à la qualité de vie des futurs habitants,
- la définition de secteurs particuliers de renouvellement urbain en vue de la création de nouveaux quartiers à vocation principale de logement conquis sur des secteurs d'activités ou d'habitat vieillissants et en friche (Restanque, Nouveau Saint Roch, Petit Bard, Mosson...).

Précisons enfin que les dispositions du PLU sont compatibles avec les objectifs du programme local de l'habitat (PLH) 2007-2012 approuvé par la Communauté d'Agglomération le 16 mai 2007.

I-1. La production de logements au cours des trois dernières années calendaires (2009-2011)

Durant la période 2009-2011, avec un nombre moyen de 2654 unités autorisées par an, la Ville a connu un rythme soutenu de production de logements, sensiblement égal aux objectifs du PLH 2007-2012 fixés à 2700 logements par an. Plus de 90% de ces logements ont été réalisés dans le cadre d'ensembles collectifs, l'habitat individuel étant peu représenté sur le territoire communal et ne constituant qu'une très faible part des programmes des opérations d'urbanisation nouvelle.

Ces chiffres sont l'expression d'un marché dynamique et d'une demande forte soutenus par l'exceptionnelle croissance démographique de Montpellier attestée par les premiers résultats du recensement de 2009, publiés par l'INSEE début janvier 2012 (dans la catégorie des villes de plus de 100 000 habitants, Montpellier continue à faire preuve d'une dynamique démographique parmi les plus fortes de l'Hexagone avec un gain de 30 000 habitants depuis 1999 : de 225 392 habitants en 1999 à 255 080 habitants en 2009). Ces chiffres témoignent également de la capacité de la Ville à réguler la construction sur son territoire et à maîtriser son urbanisme au regard des besoins de ses actuels et nouveaux habitants.

L'analyse trimestrielle des logements autorisés sur la période 2009-2011 révèle une production quantitative relativement stable, variant entre 300 et 1000 logements selon des pics saisonniers habituels et confirmant la régularité globale du marché. Trois inflexions conjoncturelles à la hausse sont cependant observées sur les deux derniers trimestres de chaque année, correspondant à des réactions du marché des produits

« investisseurs » à la veille de baisses de l'attractivité des dispositifs de défiscalisation (Scellier notamment) annoncées par le Gouvernement.

I-2. La répartition des logements autorisés sur le territoire communal

L'analyse englobe deux approches étroitement liées tenant compte de la répartition du nombre de logements autorisés, à la fois, hors ZAC et en ZAC - c'est-à-dire dans le cadre du marché foncier libre ou d'opérations d'aménagement publiques initiées par la Ville – et de la géographie des quartiers de la ville.

Entre 2009 et 2011, les autorisations de logements ont été principalement concentrées sur les quartiers Croix d'Argent et Port Marianne où sont localisées d'importantes opérations en ZAC (Grisettes, Ovalie, Jardins de la Lironde, Parc Marianne...) et, dans une moindre mesure, sur les quartiers Centre et Hôpitaux-Facultés. Les quartiers Près d'Arènes et Mosson, où les gisements fonciers sont plus rares du fait d'une urbanisation importante, ne captent qu'une faible part des constructions de logements, en dépit d'opérations d'urbanisme importantes (Tri postal, ZAC Pierres Vives).

Sur la même période, les logements autorisés se sont répartis pour 58 % dans le marché foncier libre et pour 42 % en ZAC. Les ZAC Jardins de la Lironde, Parc Marianne, à l'est, et Grisettes et Ovalie, à l'ouest, sont celles où le plus grand nombre de logements a été autorisé.

I-3. Le logement social

Au titre de l'article 55 de la loi SRU du 13 décembre 2000, sont considérés comme des logements sociaux les logements réalisés par le biais de l'un des trois types de financement suivants :

- le prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) destiné à des ménages cumulant les difficultés économiques,
- le prêt locatif à usage social (PLUS) répondant à un objectif de mixité sociale,
- le prêt locatif social (PLS) qui est accessible à des catégories sociales dites intermédiaires.

Sur ces bases, la loi SRU a fixé aux communes l'obligation d'atteindre un minimum de 20% de logements sociaux sur l'ensemble de leur parc de résidences principales.

Pionnière en matière de mixité sociale en se fixant, dès la fin des années 1970 avec la conception du quartier Antigone, l'objectif de réaliser dans toutes les opérations neuves 20 à 30 % de logements sociaux, la Ville de Montpellier comptait au 1^{er} janvier 2011 21,7 % de logements sociaux pour 129 974 résidences principales (source Etat – janvier 2012). Ce chiffre, en constante augmentation depuis 2007 (20,17%), traduit, outre le respect des obligations imposées par la loi, les efforts constants et importants de la Ville en matière de logement social et de mixité sociale.

Entre 2009 et 2011, pas moins de 1498 logements sociaux ont été réalisés sur la commune :

- en ZAC (pour 53%), où la ventilation des programmes de logements s'organise selon une répartition équilibrée entre logement social, accession abordable et marché libre,
- dans le tissu urbain diffus (pour 47%) où le PLU impose sur une grande partie du territoire communal l'obligation de réaliser 20 % de logements aidés par l'Etat dans toutes les opérations de constructions développant une SHON affectée au logement supérieure à 1500 m². Cette seule disposition, qui concerne les logements sociaux financés en PLUS, PLAİ et PLS mais aussi ceux financés en prêt à taux zéro (PTZ), prêt conventionné et prêt social de location à l'accession (PSLA), a permis de réaliser plus de 330 logements entre 2009 et 2011.

II. Echancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants

II-1. Rappel des évolutions du PLU depuis son approbation le 2 mars 2006 :

Depuis son approbation le 2 mars 2006, le PLU a fait l'objet de plusieurs procédures de modification, respectivement approuvées par délibérations du Conseil municipal du 21 décembre 2006, du 25 juin 2007, du 17 novembre 2008, du 22 juin 2009, du 29 mars 2010, du 9 mai 2011, du 25 juillet 2011 et du 7 novembre 2011, et d'une procédure de mise en compatibilité pour un groupe scolaire dans le quartier Malbosc (arrêté préfectoral du 20 avril 2011).

La délibération du Conseil municipal du 30 mars 2009 a établi le bilan des évolutions du PLU intervenues entre 2006 et 2009.

La présente délibération s'attachera à établir le bilan des modifications intervenues depuis 2009. Ce bilan tiendra également compte d'une nouvelle procédure de modification, initiée début janvier 2012 et dont l'aboutissement est envisagé au début de l'été prochain, et d'une procédure de révision simplifiée, engagée en juillet 2011, portant sur le secteur du Coteau.

Ces procédures visent essentiellement :

- à intégrer au document des dispositions réglementaires et conservatoires relatives à de nouvelles opérations (création de nouveaux secteurs de zones, création d'emplacements réservés, ...),
- à compléter et d'adapter le règlement aux projets en cours ou envisagés à court et moyen termes,
- à apporter des corrections de forme concernant des erreurs ou des omissions constatées après l'approbation du PLU et concernant les diverses pièces qui le composent, dans un souci de précision et de cohérence de l'ensemble du document.

En termes opérationnels, ces modifications ont permis et permettront notamment, pour la période 2009-2012, la mise en œuvre des opérations suivantes :

A - Par ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs à vocation d'activités économiques ou de logement avec classement de zones à urbaniser strictes (AU0) en zones à urbaniser alternative (AU) :

- ZAC Port Marianne-Consuls de Mer (surface 4 ha), pour la réalisation d'un programme d'environ 600 logements dans le prolongement sud du quartier du nouvel hôtel de ville ;
- ZAC Parc 2000 2^e Extension (surface de 4 ha) créée à l'initiative de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réalisation d'un programme de 30 000 m² de SHON de locaux d'activités venant compléter l'offre des parcs d'activités Parc 2000 et Parc 2000 1^{ère} extension situés en zone franche urbaine (ZFU) ;
- ZAC Odysseum Est (surface de 11 ha) créée à l'initiative de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réalisation d'un programme de 50 000 m² de SHON de commerces restauration et activités ludiques et 15 000 m² de SHON de bureaux et hôtels, dans le prolongement du complexe ludique et commercial Odysseum ;
- ZAC du Coteau (surface 25 ha), pour la réalisation d'un programme mixte prévisionnel d'environ 150 000 m² de SHON associant environ 1400 logements, des activités et des équipements publics. Ce nouveau quartier sera réalisé selon les principes du développement durable, en particulier en termes d'intégration paysagère et de préservation des qualités environnementales.

L'ensemble de ces dispositions permettront au total la réalisation dans les 5 à 10 ans à venir de près de 2000 logements et de plus de 95 000 m² d'activités économiques supplémentaires.

B - Par adaptation géographique ou réglementaire des zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU) existantes pour valoriser le potentiel de développement de certains secteurs de la ville en regard d'opérations de logements ou de développement économique participant à la réponse aux besoins exprimés :

- Quartier Centre – Boutonnet, place Marcel Godechot, pour la réalisation potentielle de 13 000 m² de SHON soit environ 160 logements ;
- Quartier Cévennes – Avenue d'Assas, pour la réalisation potentielle d'un programme d'environ 7000 m² de SHON comprenant des équipements publics à vocation sociale et des logements ;
- Quartier Port Marianne – Place Pablo Picasso, pour la réalisation d'un programme mixte comprenant 6100 m² de logements, 1200 m² de commerces et 2600 m² de bureaux ;
- Quartier Antigone – Rue de l'Épire, pour la réalisation d'un programme mixte de 71 logements et un commerce ;
- Quartier Centre – Comédie, Gares, Gambetta, pour l'assouplissement des règles de stationnement, en lien avec l'excellente desserte par les transports en commun, permettant de favoriser l'implantation de nouveaux logements ;
- Quartier Croix d'Argent – Boulevard Paul Valéry - Avenue Villeneuve d'Angoulême, pour la réalisation de 135 logements collectifs dont 21 logements sociaux,

- Quartier Beaux Arts – Avenue St Lazare, pour la réalisation potentielle d'un programme mixte développant 9400 m² de SHON pour du logement et 1800 m² de SHON pour des commerces
- Quartier Richter – Place Christophe Colomb, pour la réalisation potentielle de près de 5000 m² de SHON de logements et/ou de bureaux ;
- Quartier Millénaire – Rue Louis Lépine, pour la réalisation potentielle d'environ 950 m² de SHON pour des logements collectifs ;
- Quartier Port Marianne – Avenue du Pont Juvénal, pour la réalisation de 160 logements collectifs dont 25 logements sociaux ;
- Quartier Antigone – Rue du Moulin de Semalen, pour la réalisation potentielle d'un programme mixte développant 3870 m² de SHON pour des logements (environ 20 logements) et 650 m² pour du commerce ;
- Quartier Port Marianne, Jacques Cœur – avenue Raymond Dugrand, pour la réalisation d'un programme mixte de 410 logements, d'activités (3 700 m² de bureaux, 6 000 m² de commerces), et d'un parking public de 400 places ;
- Quartier Hôpitaux-Facultés, dans le cadre du Plan Campus, pour ouvrir l'université sur la ville en facilitant ses projets de développement et en créant des espaces publics attractifs et fédérateurs à l'usage de l'ensemble des habitants ;
- Quartier Près d'Arènes – cité Mion, pour la reconstruction de 140 logements sociaux ;
- Quartier Figuerolles – cité Gély, pour la réalisation d'environ 1800 m² de SHON, soit près de 20 logements ;
- Quartier Port Marianne – Route de Vauguières, pour la réalisation d'un programme de 89 logements dont 16 logements sociaux ;
- Quartier Croix d'Argent – Avenue Etienne Méhul, pour favoriser la densification des constructions le long de la ligne 2 du tramway ;
- Quartier Cévennes, Alco – Rue Serge Lifar, pour la réalisation de 53 logements collectifs ;
- Quartier Hôpitaux-Facultés – Avenue de l'Abbé Paul Parguel, pour la réalisation potentielle de logements collectifs (environ 8500 m² de SHON) ;
- Quartier Aiguelongue – Avenue de la Justice de Castelnaud, pour la réalisation potentielle de 3000 m² de SHON de logements collectifs ;
- Quartier Pompignane – Place du Corps expéditionnaire Français en Italie, pour la réalisation potentielle d'un programme mixte développant 16500 m² de SHON comprenant 12000 m² de SHON pour des logements et 4500 m² de SHON pour des activités,
- Quartier Aiguerelles – Chemin de Moularès, pour augmenter, aux abords du commissariat de police, les possibilités de densification des constructions dans un secteur proche du centre-ville ;
- Quartier Gambetta – Avenue Clemenceau, pour la réalisation potentielle d'un programme mixte d'environ 230 logements et 600 m² de commerces ;
- Quartier Cévennes – Rue Croix de Las Cazes, pour la réalisation potentielle de 18 000 m² de SHON pour des logements (résidence étudiante) ;

C - Par adaptations règlementaires écrites ou graphiques pour la réalisation ou l'extension d'équipements publics ou collectifs à caractère d'intérêt général :

- Groupe scolaire Beethoven dans le quartier Croix d'Argent-Grisettes ;
- Groupe scolaire François Mitterrand, dans le quartier Mosson-Malbosc ;
- Internat d'excellence sur le site de l'ancienne Ecole Militaire Supérieure d'Administration et de Management (EMSAM), dans le quartier Beaux Arts, rue de Nazareth ;

D - Par création ou modifications d'emplacements réservés pour équipements publics :

- Pour élargissement de voies existantes, création de voies nouvelles ou maillage de voies publiques et privées : quartiers Plan des Quatre Seigneurs, Aiguelongue, Alco, Boutonnet, Celleneuve, Cévennes, Aubes, Pompignane, La Martelle, La Chamberte, Estanove, Gambetta, Antigone, Lemasson, Aiguerelles, Poutingon, Estanove, Saint-Martin, Port Marianne, Hôpitaux-Facultés, Petit Bard ;
- Pour création de cheminements piétons et cycles : rue Mère Vacquier, rue Vincent Euvarard, impasse de la Baume, en bordure du Lez, à travers le site universitaire du pôle Balard,
- Pour la réalisation ou l'extension d'équipements publics : parc public dans le quartier Cévennes, groupe scolaire André Malraux dans le quartier Port Marianne-Parc Marianne.

II-2. Echancier prévisionnel

Le chapitre qui précède le montre, le PLU nécessite des évolutions régulières, principalement dans le cadre de procédures de modifications, pour permettre de répondre aux besoins exprimés dans le temps en matière de logements, de développement économique et d'équipements.

Les informations récentes fournies par l'INSEE début 2012 et relatives au recensement de la population ont confirmé une fois de plus le maintien de la forte dynamique démographique de la ville de Montpellier avec un gain de plus de 30 000 habitants entre 1999 (225 392 habitants) et 2009 (255 080 habitants). Dans ce contexte, il convient de considérer que pour répondre aux besoins des populations existantes et nouvelles, le PLU devra être modifié au moins au même rythme que celui constaté sur la période 2009-2011. Ces modifications pourront concerner l'évolution de zone U et AU dans le cadre d'opérations de renouvellement urbains prenant corps dans la ville existante, mais aussi l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs dans le cadre d'opérations d'ensemble avec le classement de zones à urbaniser strictes AU0 en zones à urbaniser alternatives AU.

Sur la période des trois ans à venir pourraient être notamment concernés les secteurs suivants :

- ZAC Port Marianne-République (quartier nouveau)
- ZAC de la Restanque, en tout ou partie (quartier de renouvellement urbain)

A plus long terme, pourraient être concernés les autres secteurs classés en zone AU0 :

- Bouisses-Grèzes
- Thomassy

Bien entendu, ces évolutions de zonage ne concerneront pas la totalité des emprises des secteurs concernés. Toutes les précautions seront prises pour garantir la préservation et l'inconstructibilité des espaces naturels remarquables. Ces protections pourront concerner les ripisylves des cours d'eau, les ensembles ou les sujets isolés boisés remarquables, ainsi que les espaces à haute valeur paysagère et agricole, notamment viticole.

Chacune de ces évolutions de zonage fera systématiquement suite à des études urbaines et paysagères approfondies, ainsi qu'à une large concertation avec la population.

III. Opportunité d'une mise en révision ou d'une révision simplifiée du PLU

La révision du POS - élaboration du PLU approuvée par le Conseil municipal le 2 mars 2006 a intégré des évolutions de zonage et de règlement du document d'urbanisme permettant de mettre en œuvre des orientations d'aménagement définies par son projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et d'apporter une réponse aux besoins de la ville de Montpellier en matière de logements, de développement économique et d'équipements d'infrastructure et de superstructure dans une échelle de temps de 5 à 10 ans.

Depuis l'approbation du PLU en mars 2006, différentes évolutions et adaptations réglementaires ont été apportées, notamment dans le cadre de procédures de modifications, à un rythme régulier. Ces modifications ont permis d'adapter les règles d'urbanisme dans les quartiers existants, d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation et de corriger les erreurs de forme repérées dans le document.

La délibération du Conseil municipal du 30 mars 2009 n'avait pas établi la nécessité d'envisager la mise en révision ou la mise en révision simplifiée du PLU pour répondre aux besoins des habitants actuels et futurs. La révision simplifiée engagée par le Conseil municipal du 25 juillet 2011 sur le secteur du Coteau ne contredit au fond pas cette analyse, sa justification relevant d'une nécessité de procédure ayant permis à la Ville de saisir une opportunité foncière pour réaliser une opération de logements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de l'organisation au sein du Conseil municipal d'un débat conformément aux dispositions de l'article L.123-12-1 du code de l'urbanisme,
- de dire qu'en l'état actuel des prévisions établies en matière d'habitat, de développement économique, d'équipements, et plus généralement de constructions ou d'opérations publiques ou privées présentant un caractère d'intérêt général, l'économie générale du projet d'aménagement et de développement et

- durable ainsi que les dispositions réglementaires du PLU adoptées en 2006 permettent d'apporter une réponse adaptée aux besoins de la ville dans une échelle de temps de trois à cinq ans,
- d'acter en conséquence qu'il n'est pas à ce jour opportun d'envisager la mise en révision ou la mise en révision simplifiée du PLU,
 - d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le 27 03 2012



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Adhésion de la Ville de Montpellier à la Charte du réseau national des collectivités pour l'Habitat participatif

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le contexte

L'habitat participatif émane d'une idée simple : celle de particuliers qui se regroupent afin de concevoir, financer et réaliser sans les intermédiaires habituels (promoteurs, agences immobilières) un projet immobilier pour y habiter. Le projet est donc conçu pour répondre à de nouvelles attentes sociales.

Pour trouver une nouvelle manière d'habiter ensemble autrement, les projets d'habitat participatif peuvent se fonder sur des valeurs de solidarité, d'entraide intergénérationnelle, de mixité sociale, de mutualisation des espaces, de non spéculation ... L'expression de cette aspiration citoyenne de se rapprocher de l'acte de concevoir leur logement témoigne de la nécessité d'un lien social renouvelé et contribue à la fabrication de la Ville au sens large.

Des initiatives soutenues par la Ville de Montpellier

Cette nouvelle forme d'habiter, qui se développe depuis plus de 15 ans dans les pays d'Europe du Nord, permet de diversifier la palette du mieux vivre ensemble. Elle s'inscrit dans une politique globale de construction de la ville durable menée par la Ville de Montpellier pour favoriser la dynamique émergente d'une démocratie participative. Ainsi, depuis quelques mois des associations et des porteurs de projets sollicitent la Ville qui souhaite aujourd'hui soutenir ce type d'initiative citoyenne sur son territoire.

Consciente que ces opérations sont complexes et longues à monter, la Ville propose en 2012 un site permettant d'expérimenter la démarche dans un secteur où le développement est encadré par une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). C'est donc dans la ZAC des Grisettes, desservie par la 2^{ème} ligne du tramway, lauréate écoquartier 2011 au titre de la « nature en ville » que ce projet d'habitat participatif va être initié. La Ville a réservé en collaboration avec la SERM, aménageur, 2 lots situés dans la tranche 4.

Adhésion à la charte du réseau national de l'habitat participatif

Compte tenu de son engagement dans cette démarche, il est proposé à la Ville de Montpellier de signer la charte du réseau national de coopération des collectivités pour l'habitat participatif.

Initié par la communauté urbaine de Strasbourg, un réseau d'échange entre villes a été créé en novembre 2010 dans le but de réunir l'ensemble des collectivités souhaitant s'investir sur ce sujet. Il regroupe aujourd'hui des grandes Villes et communautés d'agglomération/urbaines françaises telles que Paris, Strasbourg, Lyon, Lille, Rennes, Toulouse, Nanterre, Bordeaux et des conseils régionaux (Ile de France, Rhône Alpes).

Ce réseau a notamment pour objectif de :

- constituer une plate forme active d'échanges des connaissances et d'expériences entre collectivités
- mettre en place un outil opérationnel et prospectif
- s'engager pour faire de l'habitat participatif une composante des politiques publiques en matière d'habitat afin de privilégier les démarches citoyennes incarnant une utilité sociale et recoupant les valeurs que la collectivité souhaite promouvoir.
- de soutenir ce type de démarche en créant une force de « lobbying »

Si la charte se veut à la fois engageante et souple, elle constitue un document de cadrage et d'orientation visant à guider l'action du réseau. En termes de fonctionnement, le réseau est composé d'un comité de pilotage (qui coordonne la dimension politique du réseau) et d'un comité technique qui assure la gestion et pilote les groupes de travail thématique.

L'adhésion à ce réseau national n'entraîne pas de frais d'inscription mais nécessite la désignation d'un élu référent de la Ville et d'un référent technique. Il est proposé de désigner l'adjoint au maire délégué à l'urbanisme.

Avec l'adhésion à ce réseau, la Ville s'engage aux missions suivantes :

- assurer une fonction de veille et de relais de l'information pertinente ;
- partager activement et régulièrement ses outils, contacts et expertises ;
- participer activement aux groupes de travail thématiques (« montage réglementaire », « insertion urbaine et sociale » « intégration dans les politiques publiques ») ;
- garantir une présence régulière de l'élu et du technicien référent aux rencontres du réseau ;
- dédier quelques moyens financiers même limités permettant le cofinancement d'une étude, la sollicitation d'un expert ou l'organisation d'un voyage d'étude (en fonction des projets)

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver d'adhésion de la Ville de Montpellier à la charte du réseau national des collectivités pour l'habitat participatif,
- de désigner l'adjoint délégué à l'urbanisme en tant que référent de la ville de Montpellier,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

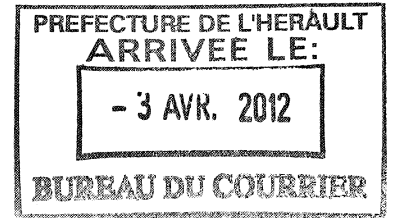


Publiée le 27 03 2012

Habitat participatif Réseau national des collectivités

VOLET 1 : Charte du réseau

*Proposition construite et entérinée
par l'ensemble des collectivités membres*



Rappel du processus d'élaboration

Durant la 2^e rencontre du réseau national, les 31 mars et 1^{er} avril 2011 à Strasbourg, il a été convenu par les élus des collectivités représentées de procéder à :

- *la rédaction d'une charte du réseau : document de cadrage et d'orientation visant à guider l'action du réseau ;*
- *la définition des volets organisationnels classiques du réseau (pilotage, animation, calendrier et actions / activités).*

Ce travail, confié aux techniciens des collectivités, a été initié dès cette rencontre et poursuivi via des échanges itératifs par courriel. Une première version complète a été présentée pour validation les 15 et 16 juin 2011 à Montreuil, lors de la 3^e rencontre du réseau.

A Montreuil, pour l'essentiel, l'esprit et le contenu de ces documents ont été accueillis très positivement. Quelques remarques ont été émises mais le corps de la Charte comme les principes de fonctionnement du réseau ont été entérinés.

Les documents, amendés selon ces remarques, ont été transmis à nouveau pour validation finale le 2 septembre dernier à l'ensemble des membres. Les dernières modifications demandées ont été ajoutées, clôturant le travail de rédaction de ces documents cadres. Vous trouverez donc ci-joint la version finale de la Charte.

Il a été entériné par les élus que la Charte serait officiellement signée par les représentants élus des collectivités membres, le 24 novembre 2011 à Grenoble, lors de la 4^e rencontre du réseau national. Cet événement, qui marquera le véritable démarrage opérationnel du réseau, sera très certainement médiatisé.

Concernant le souhait de plusieurs collectivités de soumettre au préalable cette charte à leurs instances décisionnaires, nous vous invitons donc à travailler sur la base de ces documents finalisés communs désormais à l'ensemble des membres du réseau.

L'équipe du réseau

CHARTE

Préambule

Le réseau national de coopération des collectivités en matière d'habitat participatif a été créé dans l'objectif de réunir l'ensemble des collectivités françaises, souvent sollicitées par des initiatives citoyennes en la matière, et souhaitant s'investir et mutualiser leurs expériences sur le sujet.

Ce réseau, initié par la Ville et Communauté urbaine de Strasbourg, a été créé par onze collectivités¹, le 19 novembre 2010, au Parlement Européen, durant le forum des éco-quartiers et les rencontres nationales de l'habitat participatif.

Ce réseau constitue à la fois : une plateforme active d'échanges d'expériences, un outil opérationnel, prospectif et engagé pour faire de l'habitat participatif une composante des politiques publiques, mais aussi un levier de lobbying. Il s'inscrit dans une démarche d'ouverture vers l'ensemble des acteurs institutionnels ou privés investis sur la question, en particulier en direction des mouvements associatifs engagés.

L'habitat participatif (éléments de définition)² :

- L'habitat participatif est une alternative, dans la conception et/ou dans la gestion, aux pratiques ordinaires de la promotion privée et du logement social ;
- il se caractérise par une dimension participative et citoyenne par l'association des habitants à la définition collective de leur habitat. L'ouverture, souvent marquée, de ces pratiques sociales sur la ville contribue à la fabrication de la ville au sens large ;
- il témoigne de la nécessité d'un lien social renouvelé, d'apport de mixité dans la ville, tant interculturelle qu'intergénérationnelle ;
- il peut se décliner selon un large éventail de formes allant de la copropriété classique à l'habitat coopératif non spéculatif ;
- il revêt un enjeu de mutualisation des coûts et des espaces (foncier, construction, consommations...) ;
- il concourt à l'insertion d'enjeux d'économie sociale et d'activités économiques (mixité fonctionnelle) ;
- il sort du cadre ou du schéma de l'habitat individuel et lié à un programme prédéfini de façon à favoriser l'expérimentation et l'inventivité dans les modes d'habiter ;
- il apporte une réelle valeur ajoutée à la maîtrise d'usage qui fait partie intégrante de la démarche et de l'objectif de qualité et de durabilité du logement ;
- il peut porter ou se caractériser par des valeurs écologiques et sociales plus ou moins marquées qui se traduisent dans les choix de construction et de programmation de l'opération.

¹ Communauté urbaine d'Arras, Ville de Besançon, Conseil Général de Meurthe et Moselle, Ville de Lille, Ville de Montreuil, Ville de Nanterre, Ville de Paris, Ville de Saint-Denis (93), Ville et Communauté urbaine de Strasbourg, Ville de Toulouse et de Ville de Vandoeuvre-les-Nancy.

² Essai de « définition » de l'habitat participatif visant à identifier les principales lignes caractéristiques et communes de ce type de démarche. L'objectif visait à s'entendre sur une base du concept pour faciliter le travail de formalisation de la Charte. Cette définition ne prétend pas traduire l'exhaustivité du concept d'habitat participatif et ne doit donc pas être entendue comme « officielle ».

Un réseau actif d'échanges d'expériences

Avant toute chose, le réseau vise à faire vivre le débat de manière active entre grandes catégories d'acteurs investis sur le sujet.

Ouvert sur les réseaux associatifs locaux existants, eux-mêmes engagés aujourd'hui dans une démarche de rapprochement national, le réseau vise à fédérer dans un premier temps les collectivités désireuses de s'investir sur la thématique.

Le réseau a donc pour ambition de créer les conditions nécessaires pour :

- diffuser les connaissances existantes ;
- partager les pratiques expérimentées ;
- mutualiser les expertises pour réinterroger nos pratiques et politiques ;
- questionner les modèles existants, tant « historiques » que plus récents.

En parallèle, pour optimiser la coopération entre collectivités le réseau veillera à organiser :

- la capitalisation et la mutualisation concrètes des expériences ;
- le partage des outils respectifs ;
- la diffusion de cette matière en direction des collectivités intéressées ;
- la communication des résultats des études et des échanges menés dans son cadre.

Un outil opérationnel

Au-delà du partage d'expériences, le réseau œuvrera à établir des solutions opérationnelles permettant de faciliter l'émergence concrète de projets d'habitats participatifs en :

- s'interrogeant sur la légitimité et la nature du soutien à apporter à ces initiatives : en étudiant par exemple quels niveaux d'aides publiques apporter selon les contextes et les types de projets (besoins locaux, actions publiques....) ;
- recherchant des solutions et montages opérationnels et reproductibles facilitant une meilleure généralisation et stabilité des projets, notamment en identifiant les freins et les vides juridiques existants ;
- mesurant l'intérêt de ces démarches par rapport aux baisses de coût de sortie des logements. Une telle évaluation nécessitera de s'interroger sur la prise en compte de la qualité et de la valeur d'usage des logements ainsi produits.

Pour ce faire, les partenaires s'engagent à mutualiser les études, notamment juridiques déjà produites ou en cours, tout en étudiant l'opportunité de monter conjointement des études complémentaires permettant de répondre aux interrogations transversales ou largement partagées par les membres du réseau.

Une démarche ouverte

Le réseau souhaite demeurer une structure ouverte, tout en veillant à conserver un périmètre et donc une organisation opérationnels. Cette ouverture se traduira à plusieurs niveaux :

- en priorité en direction des collectivités intéressées pour rejoindre la dynamique et autour desquelles se construira le réseau ;

- en direction d'autres acteurs institutionnels ou issus de la recherche désireux de participer aux réflexions engagées (bailleurs, CAUE, chercheurs, universitaires,...) ;
- vers le tissu associatif investi sur la thématique, en privilégiant dans ses échanges, l'ouverture vers le réseau national associatif actuellement en préfiguration. Cette priorisation n'exclut en rien la possibilité d'échanger avec des acteurs associatifs plus locaux ou régionaux.

L'objectif d'une priorisation d'échanges du réseau national des collectivités, vers le « réseau national » associatif vise avant tout à :

- faciliter l'identification et l'échange avec un interlocuteur commun représentatif de l'ensemble des tendances propres au mouvement associatif ;
 - garantir ainsi une certaine neutralité des collectivités en respectant la diversité des démarches associatives existantes en matière d'habitat participatif ;
 - veiller à ne pas privilégier l'une ou l'autre forme d'habitat participatif prônée par chaque grande « famille » d'associations ;
 - privilégier des échanges bilatéraux transversaux plus susceptibles de contribuer à la mutualisation des forces et des moyens et donc favoriser l'émergence de formes variées d'habitat participatif, mais respectueuses des valeurs écologiques et sociales que le réseau des collectivités souhaite promouvoir pour répondre aux enjeux actuels.
- enfin l'ouverture du réseau se développera également vers les professionnels actifs sur le sujet ou désireux de développer des prestations d'accompagnement des groupes notamment. L'émergence de tels professionnels étant encore relativement naissante, le réseau des collectivités encouragera ces derniers à se réunir dans le cadre d'un cercle de travail national commun pour faciliter l'échange entre les deux réseaux et respecter à nouveau la diversité des structures professionnelles existantes ou qui se créeront.

Le réseau national ne vise pas à se substituer aux échanges bilatéraux appelés à se développer ou existants déjà entre une collectivité et son (ses) association(s) locale(s).

Pour optimiser la diffusion des échanges, il est proposé également que chaque grande collectivité, membre du réseau national, s'efforce de jouer un rôle de relai de l'information en direction des communes de son territoire intéressées par la thématique. Ceci garantira une meilleure irrigation des territoires et des acteurs intéressés par ces questions tout en permettant de conserver, à terme, un périmètre de fonctionnement opérationnel du réseau et une cohérence d'acteurs mobilisés.

Un réseau prospectif et engagé pour faire de l'habitat participatif une composante des politiques publiques

Si le réseau n'a bien évidemment pas vocation à orienter les choix et les objectifs que se fixent les mouvements associatifs dans la promotion et la réalisation de leurs projets d'habitat participatif, les collectivités entendent privilégier les démarches citoyennes incarnant une utilité sociale et recoupant les ambitions et valeurs qu'elles souhaitent promouvoir.

Un soutien particulier sera donc apporté aux projets caractérisés par une approche engagée en matière de développement durable, dans la diversité de ses composantes, tant humaines qu'écologiques.

Seront ainsi particulièrement soutenus :

- les projets visant à démocratiser l'habitat participatif pour permettre l'accès au plus grand nombre à ce type d'opérations. La question de la mixité sociale sera donc prégnante. Les réflexions du réseau en la matière viseront à étudier concrètement :
 - l'intégration d'une réelle mixité sociale au sein des opérations imaginées ou soutenues ;
 - la préservation de cette mixité sociale dans le temps, sur toute la période de mise en œuvre de ces projets ;
 - l'association des habitants à la définition de leur habitat (mode de gouvernance) ;
 - la mutualisation de ressources partagées entre habitants du collectif mais aussi avec d'autres structures ou habitants du quartier ;
 - la prise en compte de la dynamique créée et apportée, par des collectifs d'habitat participatifs, ouverts sur la vie du quartier et de la ville (partage d'équipements et de ressources mutualisés, jardins partagés...) ;
 - l'essaimage de pratiques d'innovations sociales, la transmission d'expériences collectives (interaction des pratiques professionnelles et citoyennes pour coproduire l'action publique).
- les projets visant également à intégrer les dimensions écologiques propres à la réalisation de l'opération. Les collectivités seront de ce fait attentives dans les projets aux traitements et prises en compte de :
 - la qualité, la durabilité, mais aussi la mixité fonctionnelle et l'évolutivité possible des programmes proposés ;
 - la minimisation des impacts environnementaux et la qualité de vie liée aux logements : approche bioclimatique, logements traversants, gestion optimisée de l'énergie et de l'eau, réflexions liées aux matériaux (énergie grise, aspect sanitaire, filières locales)... ;
 - la question de la mobilité (stationnement automobile et vélo, implantation à proximité des réseaux de TC,...) ;
 - la question de la nature et de la biodiversité en ville (végétalisation des cœurs d'ilots, toitures, murs, prise en compte de la biodiversité locale...) ;
 - d'une approche et qualité architecturale marquée des projets (éviter qu'elle ne soit « l'enfant pauvre de l'autopromotion »). Cette approche veillera à également à prendre en compte, l'implantation de ces opérations en « harmonie » dans le quartier.

L'intervention publique en faveur de projets d'habitat participatif engagés sur ces thématiques contribue, de fait, à légitimer l'action publique. Les partenaires du réseau national se réserveront donc le droit de demander aux groupes des engagements spécifiques sur ces questions au regard du soutien qu'ils leur apporteront, par exemple par l'introduction de clauses anti-spéculatives.

Pour ce faire, le réseau s'efforcera de constituer une plateforme engagée et prospective pour évaluer comment soutenir concrètement de telles approches.

L'intégration de ces démarches d'habitat participatif dans les politiques publiques (déclinaisons possibles dans les documents d'urbanisme) pourra notamment être étudiée pour donner, à cette forme de construction des logements, une place à part entière dans la production des logements.

Une force de « lobbying »

Ainsi constitué, le réseau pourra enfin, apporter une crédibilité accrue aux démarches d'habitat participatif, en démontrant l'intérêt d'une telle forme d'habitat face aux enjeux tant sociaux qu'environnementaux. Le soutien apporté par les collectivités, quelque soit la forme qui sera prise, contribuera sans doute à donner une légitimité nouvelle pour appuyer les projets citoyens.

A la mesure et au gré des défis qui se poseront dans l'évolution de telles démarches en France, le réseau des collectivités pourra constituer alors une force de lobbying nouvelle pour appuyer d'éventuelles améliorations ou modifications de la réglementation et du cadre législatif actuel en formulant des propositions de lois et amendements idoines. Ce cadre demeure en effet souvent contraignant et constitue un frein réel à l'émergence de projets d'habitats participatifs en France.

Les freins identifiés pouvant être tant financiers (fonds de garanties ; question de prêts, volet fiscal, taux de TVA,...) que juridiques (montages reconnus, stables et sécurisés, assurances,...) le réseau pourra également constituer une « force de frappe » en direction des grandes catégories d'acteurs concernées pour travailler de concert à l'émergence, voire au soutien de solutions ou de montages innovants, favorisant à la fois une meilleure démocratisation et consolidation des projets.

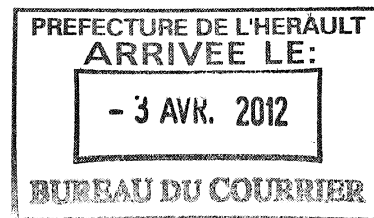
Conclusion

L'atteinte des objectifs ainsi énoncés et regroupés dans cette « charte des valeurs » nécessitera l'implication active de chacun des acteurs réunis dans ce réseau. La mutualisation de moyens (humains, financiers) pourra constituer sans doute un des besoins incontournables pour accompagner la montée en puissance du réseau.

La construction du réseau nécessitera du temps comme l'investissement de chacun de ses différents membres. La représentation des collectivités membres du réseau à chacune des rencontres sera organisée et garantie pour permettre à tous d'avancer conjointement.

**Habitat participatif
Réseau national des collectivités**

**VOLET 2 :
Organisation du réseau
et fonctionnement définis**



*Proposition construite et entérinée
par l'ensemble des collectivités membres*

Rappel explicatif

Merci de se référer au texte explicatif présenté en introduction du document « Volet 1 : Charte » ; le contexte de création de ce document y est rappelé de manière concise.

L'équipe du réseau

Sommaire

- 1. Principes de fonctionnement du réseau**
- 2. Activités du réseau : groupes de travail thématiques**
- 3. Outils de mutualisation**
- 4. Calendrier**

1. PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DU RESEAU

1.1 Comité de pilotage

Principes retenus

Les élus du réseau ont entériné, lors de la 2^e réunion à Strasbourg, la création d'un comité de pilotage collégial regroupant des élus de plusieurs collectivités membres du réseau.

Le comité de pilotage aspire dans son fonctionnement et sa composition, à accueillir des collectivités motivées, dans le respect d'un équilibre politique et géographique. Le réseau étant toujours en cours de constitution, ces équilibres devront se construire au fur et à mesure de sa montée en puissance en tenant compte de l'arrivée de nouveaux membres.

Sa composition, annuellement mise à jour, demeurera évolutive et fonction des volontés manifestées, tout en évitant la création d'un comité trop « pléthorique » pour rester opérationnel et en cohérence avec le nombre de partenaires engagés. Le nombre de 6 représentants pour le composer a pour le moment été établi.

Parmi les 6 membres, il a simplement été convenu que la collectivité coordinatrice du réseau, appelée elle aussi à demeurer tournante, serait représentée au sein du comité de pilotage pour faciliter le fonctionnement opérationnel du réseau.

Missions du CoPil

Les rôles du COPIL ont été définis tels quels :

- coordonner la dimension politique du réseau ;
- organiser la prise en compte de l'habitat participatif dans les politiques publiques ;
- accompagner et soutenir le travail des groupes thématiques.

A ce titre, le CoPil vise à :

- organiser le réseau et le faire connaître notamment en sollicitant l'entrée de nouvelles collectivités, le soutien de partenariats avec d'autres structures institutionnelles (USH, association des maires, association des CU, ADF, ARF...) ;
- définir les orientations du réseau et d'échanger avec le comité technique sur les groupes thématiques ;
- faire du lobbying, et éventuellement s'attacher à des travaux législatifs.

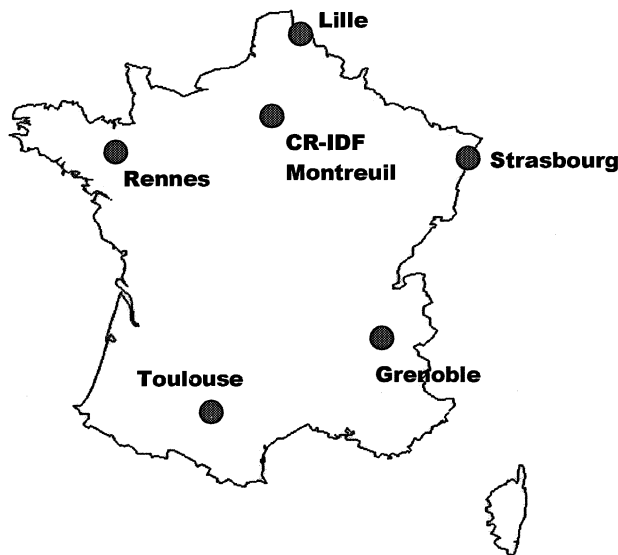
Composition 2011-2012

La composition du comité de pilotage 2011-2012 a été arrêtée à Montreuil, le 15 juin 2011, à l'occasion des 3^e rencontres du réseau national. Les collectivités constituantes définies et leurs représentants élus sont :

- **Ville de Grenoble**
Représentée par : Mme Monique VUAILLAT, adjointe au logement
- **L'Ile de France**
Représentée par : Emmanuelle Cosse, Vice Présidente en charge du Logement, de l'Habitat et de la Rénovation Urbaine du Conseil Régional d'Ile de France, en coopération avec Daniel Mosmant, Adjoint délégué à l'Urbanisme et au Logement de la ville de Montreuil (en cours de validation).
- **Ville de Lille**
Représentée par : Mme Audrey LINKENHELD, adjointe déléguée au Logement

- **Ville et Communauté Urbaine de Toulouse**
Représentées (en alternance) par : Régis GODEC (Ville) - adjoint délégué aux Eco-quartiers et Stéphane CARASSOU (Communauté urbaine) - Président de la Commission Habitat et Cohésion Sociale.
- **Ville de Rennes** (proposition en attente de validation définitive par l'élu référent)
Représentée par : Frédéric Bourcier, adjoint délégué à l'urbanisme et à l'aménagement.
- **Ville et Communauté urbaine de Strasbourg :**
Représentée par : Alain JUND, adjoint en charge de l'urbanisme et du PLU communautaire.

*Répartition géographique
des collectivités composant le CoPil*



1.2 Comité technique restreint

Principes retenus

La question de l'animation étant fondamentale dans la vie et l'efficacité d'un réseau, il a été proposé de s'appuyer sur un comité technique restreint pour assurer cette gestion.

Le principe posé pour sa composition est simple :

- représentant(es) de la collectivité coordinatrice ;
- représentant(es) des 3 collectivités pilotes des groupes de travail thématiques

Cette composition permettra d'assurer une meilleure cohérence, articulation et transversalité entre les réflexions, études et/ou outils produits sur les principaux axes de coopérations et de réflexions du réseau.

Sa composition sera donc adaptée au fur et à mesure de la répartition des tâches entre collectivités animatrices du réseau et pilotes des groupes de travail.

Missions

Le comité technique restreint vise à organiser le fonctionnement opérationnel du réseau et la production d'éléments concrets en réponse aux interrogations et besoins de ses membres.

Associés aux réunions du comité de pilotage, les membres du comité technique restreint seront chargés d'assurer le relai entre le comité de pilotage et l'ensemble des représentants techniques du réseau.

La collectivité coordinatrice sera ainsi chargée d'assurer, lors des réunions du comité de pilotage, une restitution régulière de l'avancée des travaux du réseau et de faire remonter les éventuelles suggestions organisationnelles et techniques des collectivités membres. Les collectivités pilotes des groupes thématiques y assureront une restitution des productions réalisées au sein des groupes de travail.

Composition 2011-2012

Le comité technique restreint a été défini tel que :

- Collectivités pilotes des 3 groupes de travail thématiques :
 - *Ville de Grenoble : représentée par M. François MOLARD*
 - *Ville de Toulouse : représentée par Mylène THISSE*
 - *Ville de Strasbourg : représentée par Alain KUNTZMANN*
- Collectivité coordinatrice : Ville et Communauté urbaine de Strasbourg :
 - *Représentée par : Pierre ZIMMERMANN*

1.3 Missions des membres du réseau

Collectivité coordinatrice

Les principales missions confiées à la collectivité coordinatrice ont été définies ainsi :

- Préparer et animer les réunions plénières du réseau ;
- Piloter le comité technique restreint, en appuyant les collectivités pilotes des groupes dans leur travail d'animation thématique ;
- Co-organiser les réunions avec la collectivité d'accueil (logistiques, visites, communication...) ;
- Assurer un rôle de liant et de relance des membres, garant de la vie du réseau ;
- Tenir à jour les outils logistiques (fichiers contacts, mailing-list,...) ;
- Accueillir, démarcher les nouvelles collectivités candidates ou susceptibles de l'être ;
- Créer, gérer et administrer la plateforme d'échange web type « google group ».

Lors de la 2^e rencontre du réseau, il a été convenu que la ville de Strasbourg poursuive le travail de coordination et d'animation du réseau engagé depuis novembre 2010, date de création du réseau. Le principal objectif visé dans un premier temps consiste à finaliser, sur la base de l'ensemble des contacts pris et des initiatives déjà engagées, la structuration et la mise en œuvre opérationnelle du réseau.

Organisation et fonctionnement du réseau national des collectivités en matière d'habitat participatif
Par la suite, le principe d'une animation-coordination tournante est envisagé.

Collectivité accueillante d'une réunion du réseau

Les réunions du réseau étant appelées à être accueillies par les collectivités membres volontaires, les tâches et les missions confiées à la ville « accueillante » ont été définies pour plus de clarté et se déclinent comme suit :

- gestion des invitations (courrier officiel signé) ;
- logistique de l'accueil ;
- organisation de la(des) visite(s) locale(s) ;
- mobilisation des acteurs / intervenants locaux, le cas échéant ;
- participation à la préparation du contenu thématique (avec le comité restreint) ;
- rédaction du compte-rendu de la rencontre.

L'ensemble des membres du réseau

Les missions propres aux collectivités engagées dans le réseau ont également été listées :

- assurer une fonction de veille et de relai de l'information pertinente vers le réseau ;
- partage actif et régulier de ses outils, contacts, expertises et expériences utiles ;
- participation active aux groupes de travail thématiques, pendant et entre les réunions du réseau ;
- garantir une présence régulière. Ainsi, si les personnes désignées pour représenter la collectivité ne peuvent se libérer, elles désigneront une personne chargée d'assurer leur suppléance ;
- validation des comptes-rendus et des productions communes.

2. ACTIVITES DU RESEAU : GROUPES DE TRAVAIL THEMATIQUES

Pour les échanges techniques et thématiques concrets, il a été convenu de fonctionner, du moins dans un premier temps, sur la base de 3 groupes de travail. Ces groupes, animés chacun par une collectivité « pilote » permettront d'avancer sur les différents sujets identifiés comme prioritaires et/ou transversaux.

En articulation avec les réunions « élus-techniciens », et la visite de projets locaux, ces groupes de travail thématiques constitueront la troisième composante majeure des réunions régulières du réseau. Ces temps d'échanges techniques viendront donc s'articuler dans les ordres du jour des rencontres plénières. Des temps de restitution de l'avancement de ces ateliers, en comité de pilotage comme en réunion plénière, permettront à tous de bénéficier des avancées.

2.1 Groupes de travail thématiques retenus

Pré-ciblés lors de la 2^e rencontre à Strasbourg, la réunion de Montreuil a permis d'affiner puis valider cette première proposition. Le positionnement des groupes a été imaginé à trois niveaux : méthodologique, pratique et politique.

Niveau méthodologique

Etudier et approfondir par exemple les types de montages mis en œuvre aujourd'hui par les groupes porteurs de projets d'habitat participatif (au travers d'un questionnaire par exemple).

Niveau pratique

Etudier et approfondir notamment :

- les types d'accompagnements apportés par les collectivités ;
- la manière dont les collectivités se positionnent vis-à-vis de l'habitat participatif ;
- la place et l'insertion (déjà effectives ou en projets) de ces dynamiques dans les outils des collectivités (PLH,...).

Niveau politique

Etudier et construire entre autres :

- un argumentaire sur la légitimité/intérêt pour les politiques de soutien de tels projets ;
- assurer un recensement du lobbying déjà réalisé (concernant les différentes formes d'habitat participatif), ce qui a échoué et pourquoi (projets de loi...), revenir sur les raisons / arguments avancés dans la loi Chalandon ;
- Identifier les acteurs ressources auprès de qui faire du lobbying et chercher de l'information sur ce sujet ;
- Identifier les lieux et « temps » stratégiques à ne pas manquer pour faire du lobbying.

2.2 Missions des collectivités pilotes

Chaque collectivité pilote sera ainsi chargée d'assurer :

- la coordination du groupe de travail et l'animation des réunions thématiques ;
- la préparation conjointe, en lien avec la collectivité coordinatrice (comité technique restreint) : des ordres du jour et *modus operandi* des échanges techniques et thématiques afin de veiller à une cohérence transversale entre groupes thématiques ;
- la capitalisation des échanges et des matériaux utiles (comptes-rendus, outils et études existants et/ou relayés par les membres du réseau...) en alimentant notamment la rubrique dédiée au groupe thématique sur la plateforme web du réseau ;
- la restitution des échanges thématiques lors des réunions plénières.

2.3 Composition des groupes de travail thématiques

GROUPE 1 : « Montages réglementaires, accompagnement juridique et financier de l'habitat participatif »

Collectivité pilote : STRASBOURG / Animateur : Alain Kuntzmann.

Membres actuels du groupe de travail :

- Grand Lyon
- Rennes Métropole
- Besançon
- Plaine Commune Agglomération
- Ville et Communauté urbaine de Strasbourg

Contenu thématique proposé :

- pistes, outils, acteurs, ... ;
- sécurisation des montages opérationnels ;
- quels leviers législatifs, réglementaires, fiscaux actionner pour débloquer ces questions ? Et quelles évolutions ?
- foncier, bâti : également questions d'auto-réhabilitation, réhabilitation collective, auto construction ;
- Comment faire du participatif dans le locatif social (SCIAPP, gestion locative du parc existant....) ?
- L'autopromotion dans l'accession à la propriété.

GROUPE 2 : « Insertion urbaine et sociale de ce tiers secteurs : le renouveau de pratiques professionnelles et politiques publiques locales »

Collectivité pilote : TOULOUSE / Animatrice : Mylène THISSE.

Membres actuels du groupe de travail :

- Ville de Lille
- Ville de Paris
- Région Ile-de-France
- Ville et Communauté urbaine de Toulouse

Contenu thématique proposé :

- *insertion de l'habitat participatif dans les opérations programmées : PRU, ZAC, Eco-quartier (...) ;*
- *gouvernance des projets d'habitat participatif en diffus ;*
- *accompagnement et suivi des groupes sur le « plan humain » : par quels leviers ?*
- *appui dans la négociation ;*
- *comment les collectivités peuvent répondre aux sollicitations voire devenir catalyseurs ?*

GROUPE 3 : « l'intégration de l'habitat participatif dans les politiques publiques (dimension plus politique) »

Collectivité pilote : GRENOBLE / Animateur : François MOLARD.

Membres des groupes :

- Ville de Montreuil ;
- Ville de Saint-Denis
- Région Rhône-Alpes ;
- Ville de Vandoeuvre-les Nancy ;
- Ville de Grenoble.

Contenu thématique proposé :

- *Légitimité politique du soutien à ces démarches : évaluation des expériences et justification de l'enjeu de l'habitat participatif comme tiers secteur de l'habitat dans un contexte de marché tendu du logement et fédérateur d'un renouveau du vivre ensemble ;*
- *Démocratisation de l'habitat participatif ;*
- *Communication du réseau vers l'extérieur et sur le thème général de l'habitat participatif (ciblage de colloques, de lettres d'infos et sollicitation des participants / intervenants) ;*
- *Création de passerelles pluridisciplinaires pour interroger les modes de production du logement et construire la connaissance méthodologique (université, chercheur en matière d'économie sociale et solidaire, de citoyenneté, d'habitat, de maîtrise d'usage, d'architecture, ...) + formation / sensibilisation.*

3. OUTILS DE MUTUALISATION

Afin de faciliter les échanges techniques et la capitalisation de nos expertises, la création d'une plateforme web type « Google group », uniquement accessible aux membres du réseau, a été proposée. Cette plateforme sera structurée en « boîtes thématiques »

Organisation et fonctionnement du réseau national des collectivités en matière d'habitat participatif
répondant aux besoins d'organisation du réseau comme aux besoins des groupes de travail
thématiques évoqués précédemment.

Ont ainsi été proposées les rubriques suivantes :

- **Vie du réseau** (type forum ouvert où poser des questions, annoncer un événement, solliciter un contact...)
- **Ressources** (informations juridiques et techniques, benchmarking national et international, liste de contacts des membres du réseau (*nom, prénom, qualité, téléphone et email de bureau*), des têtes de réseaux associatifs, professionnels)
- **Rubrique collectivité** (nature et avancement des projets, capitalisation, retour d'expérience et calendrier de chaque collectivité). Alimentée par chacun il permettra de se tenir mutuellement informés de nos avancées et expériences respectives dans chaque collectivité.
- **Espace de travail collaboratif** (3 groupes thématiques)

Autres moyens mutualisés

Ainsi que cela est évoqué dans la Charte, les collectivités s'efforceront de dédier quelques moyens financiers, même limités permettant d'assurer par exemple :

- le co-financement d'une étude jugée utile pour tous ;
- la participation ou sollicitation d'un expert pour une intervention ou prestation technique pointue ;
- l'organisation d'un voyage d'étude commun....

4. CALENDRIER

Dès septembre 2011: les collectivités membres veilleront, si souhaité (information, approbation...), à faire inscrire à l'ordre du jour de leurs instances décisionnaires, leur ratification officielle de la Charte. Une telle démarche a été évoquée pour permettre le débat politique, sensibiliser le grand public et conforter la légitimité du réseau.

24 et 25 novembre 2011 à Grenoble : 4^e réunion du réseau.

- 24 novembre : rencontre élus + techniciens et ratification officielle de la Charte
- 25 novembre : réunions entre techniciens, avancées des groupes thématiques

Autres objets retenus pour cette rencontre :

- *1ère restitution des groupes thématiques ;*
- *temps médiatique autour de la signature collective de la charte ;*
- *présentation plus détaillée d'un projet de voyage d'étude commun à Tübingen*

Mai 2012 : Voyage d'étude commun à Tübingen-Allemagne (sous réserve de validation)



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIÉ, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne – Parc Marianne Agrément de candidature ACM (Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier) (Ilot 16 B2)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la future place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand requalifiée (2012).

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise pour agrément concernant la réalisation d'un programme de logements sur l'îlot 16 B2 de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne, situé en bordure nord de la future avenue Nina Simone.

La SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de ACM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs locatifs sociaux dans cette ZAC.

- Dénomination du candidat :

ACM (Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier)
407 avenue du Professeur Antonelli
BP 75590
34071 Montpellier cedex 3

- Localisation :

Îlot 16 B2
ZAC Port Marianne – Parc Marianne à Montpellier

- Parcelles cadastrées :

Section SB n°197p, d'une superficie totale de 822 m²

- Nature du projet :

Environ 50 logements collectifs sociaux

- SHON maximale :

Surface envisagée : 3635 m²

Surface maximale constructible : 3800 m²

La SERM précise que la candidature de ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver la candidature de ACM (Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier) en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs sur l'îlot 16 B2 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le 27 03 2012





Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Propriété de Madame AUBERT veuve DINET, Lieudit Gay Lussac, parcelle cadastrée TR 16 Acceptation d'un compromis de vente

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, le Conseil municipal a adopté le principe d'urbanisation du secteur du Coteau sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), a défini les objectifs d'aménagement et les modalités de la concertation de la population relatifs à cette opération et a fixé le cadre d'évolution des dispositions d'urbanisme réglementaires permettant de mettre en œuvre le projet.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a prescrit la révision simplifiée du plan local d'urbanisme afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement du secteur du Coteau, pour réaliser un nouveau quartier situé au sud du quartier Malbosc qui couvre une superficie d'environ 25 hectares, quartier à dominante d'habitation répondant aux besoins en matière de logements, d'emploi, d'équipements et de services, et a adopté les objectifs et modalités de la concertation avec le public proposés.

Ce projet concerne diverses parcelles situées pour la plupart en zone AU0-6 du PLU, et en zone N-1, qui seront reclassées en zone AU du PLU.

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la concertation et approuvé le dossier de création de la ZAC du Coteau.

La Ville envisage de se prévaloir de l'article R123-19 du Code de l'Urbanisme, selon lequel l'enquête relative à la révision ou à la modification d'un plan local d'urbanisme vaut enquête publique à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions ou expropriations prévues à l'intérieur d'une ZAC. Cette enquête publique se déroulera dans les tous prochains mois.

Des négociations ont cependant déjà abouti dans ce secteur d'intervention foncière avec plusieurs propriétaires, avec lesquels la commune a signé des compromis de vente, sous condition suspensive d'approbation de la révision simplifiée du PLU, qui doit, d'après le calendrier prévisionnel, intervenir à la fin de l'année 2012.

Le Conseil Municipal en date du 25 juillet 2011 a accepté les termes d'un protocole d'accord entre la Ville et différents propriétaires, dont Madame AUBERT veuve DINET, en vue d'acquérir la parcelle TR 16 d'une superficie de 12 078 m², lui appartenant et située dans le secteur d'étude de la ZAC du Coteau, au prix de 55 €/le m², soit un montant, toutes indemnités comprises de 731 719 € .

Nous vous proposons l'approbation par le Conseil Municipal d'un compromis de vente rédigé par Maître Caroline SOULAS-BERTRAND, notaire du vendeur, aux conditions de prix suivantes, conformes à l'estimation des services fiscaux :

-cession à la Ville ou à la personne morale qui s'y substituerait (EPFLR à qui la Ville propose de confier une mission d'acquisition foncière dans le cadre d'une concession soumise parallèlement à l'approbation de ce même conseil), de la parcelle TR 16, d'une superficie de 12 078 m², sous condition suspensive de changement de zonage dans le cadre de la révision simplifiée du PLU, au prix de 55 €/m², assorti de l'indemnité de remploi, soit dans le cadre de la mise en œuvre du droit de délaissement en application de l'article L 311-2 du Code de l'Urbanisme, soit en cas d'approbation d'une déclaration d'utilité publique, pour un montant, toutes indemnités comprises, de 731 719 €. Les frais d'acte et tous frais éventuels liés à cette acquisition, seront pris en charge par l'acquéreur.

En conséquence et après étude du dossier, nous vous proposons :

-d'accepter, au vu de l'estimation des services fiscaux, le compromis de vente que nous propose Maître Caroline SOULAS-BERTRAND, notaire du vendeur, pour l'acquisition de la parcelle TR 16, d'une superficie de 12 078 m², appartenant à Madame AUBERT veuve DINET, aux conditions de prix suivantes, conformes à l'estimation des services fiscaux,

-d'accepter dans ce cadre la cession à la Ville ou à toute personne morale qui s'y substituerait, (EPLRF), de la parcelle TR 16, sous condition suspensive de changement de zonage dans le cadre de la révision simplifiée du PLU, au prix de 55 € le m², assorti de l'indemnité de remploi, soit dans le cadre de la mise en œuvre du droit de délaissement en application de l'article L311-2 du Code de l'Urbanisme, soit en cas d'approbation d'une déclaration d'utilité publique, pour un montant, toutes indemnités comprises de 731 719 €,

-de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition sera prélevé sur le budget de la Ville, ou celui de la personne morale, qui s'y substituerait,

-d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le 27 03 2012





(F)

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault

**BRIGADE D'EVALUATION.**

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 7 juillet 2011.

Mairie de Montpellier
Département urbanisme et aménagement
Direction de l'urbanisme opérationnel
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER cedex 2

Objet: Quartier Malbosc/Future ZAC des Coteaux.

Affaire suivie par Mme Fabre.

Référence: dossier n° 2011.172V1574.**1- Service consultant :** Ville de Montpellier.

2- Situation des biens : Parcelle de terrain nu d'une superficie de 12 078 m² située dans le quartier Malbosc à Montpellier.
Référence cadastrale : TR 16.

3- Propriétaire : Mme AUBERT veuve DINET.

4- Urbanisme applicable : Parcelle classée en zone AUO-6 au PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006, avec mise en compatibilité par A.P du 18 juin 2007, modification par DCM du 25 juin 2007 et mise à jour par A.M du 13 avril 2010.

5- Evaluation : (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)

Dans le cadre de l'accord intervenu entre les parties qui prend en considération la prochaine modification du PLU classant la parcelle TR 16 en zone 9 AU, le prix unitaire de 55 € le m² peut être admis pour déterminer la valeur vénale de la parcelle considérée, soit une valeur vénale estimée à 664 290 €.

6- Indemnité de emploi (en cas de DUP) : 67 429 €

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
Et par délégation,
L'inspecteur principal,

Serge de Bremoy



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Acquisition de la propriété de Monsieur Paul RIGAIL Lieudit rue de Malbosc, cadastrée TS 1 et TS 2 et lieudit Gay Lussac cadastrée TR 12 Acceptation d'un compromis rectificatif aux compromis des 18/04 et 27/05/2011

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, le Conseil Municipal a adopté le principe d'urbanisation du secteur du Coteau sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), a défini les objectifs d'aménagement et les modalités de la concertation de la population relatifs à cette opération et a fixé le cadre d'évolution des dispositions d'urbanisme réglementaires permettant de mettre en œuvre le projet.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, le Conseil Municipal a prescrit la révision simplifiée du plan local d'urbanisme afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement du secteur du Coteau, pour réaliser un nouveau quartier situé au sud du quartier Malbosc qui couvre une superficie d'environ 25 hectares, quartier à dominante d'habitation répondant aux besoins en matière de logements, d'emploi, d'équipements et de services, et a adopté les objectifs et modalités de la concertation avec le public proposés.

Ce projet concerne diverses parcelles situées pour la plupart en zone AU0-6 du PLU, et en zone N-1, qui seront reclassées en zone AU du PLU.

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et approuvé le dossier de création de la ZAC du Coteau.

La Ville envisage de se prévaloir de l'article R123-19 du Code de l'Urbanisme, selon lequel l'enquête relative à la révision ou à la modification d'un plan local d'urbanisme vaut enquête publique à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions ou expropriations prévues à l'intérieur d'une ZAC. Cette enquête publique se déroulera dans les tous prochains mois.

Des négociations ont cependant déjà abouti dans ce secteur d'intervention foncière avec plusieurs propriétaires, avec lesquels la commune a signé des compromis de vente, sous condition suspensive d'approbation de la révision simplifiée du PLU, qui doit, d'après le calendrier prévisionnel, intervenir à la fin de l'année 2012.

1/ La Ville, par un compromis en date des 18 avril et 2 mai 2011, et suite à une délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 2011, a accepté l'acquisition à Monsieur Paul RIGAIL, des parcelles TS 1 et TS 2 partie, pour une superficie de 18 047 m², en zone N-2 du PLU, dans le périmètre de l'emplacement réservé R27, au prix de 18 €/m², soit un montant de 324 846 €, conforme à l'estimation des services fiscaux,

2/ La Ville, par un compromis en date du 27 mai 2011, et suite à une délibération en date du 28 mars 2011, a accepté l'acquisition à Monsieur Paul RIGAIL, des parcelles TR 12, d'une superficie de 19 208 m² et de partie des parcelles cadastrées TS 1 et TS 2, d'une superficie de 8 467 m², en zone N-2 du PLU, au prix de 55 €/m² sous condition suspensive de changement de zonage dans le périmètre de la future ZAC, soit un montant, toutes indemnités comprises, de 1 676 337,50 €.

Le Conseil Municipal en date du 3 octobre 2011, qui a approuvé le dossier de création de la ZAC, en a déterminé le périmètre, qui impacte en totalité les parcelles TS 1 et TS 2. L'aménagement du réseau viaire de la ZAC prévoit par ailleurs une liaison entre la rue de Malbosc et la rue du Professeur Blayac, traversant notamment les parcelles TS 1 et TS 2.

Ainsi, nous vous proposons d'accepter le compromis rectificatif aux compromis initiaux qui vous est soumis, avec les clauses suivantes modifiées :

- le nouveau compromis porte désormais sur les parcelles TR12(d'une superficie de 19 208 m²), TS1 (d'une superficie de 17 164 m²) et TS 2(d'une superficie de 9 349 m²), soit un montant total, toutes indemnités comprises, pour les trois parcelles, de 2 767 120 €, conforme à l'estimation des services fiscaux.

- le paiement du remploi pourra intervenir suite à l'approbation de la déclaration d'utilité publique, ce qui n'était pas prévu dans le compromis initial,

- le délai d'approbation de la révision simplifiée du PLU, qui est une condition de réitération de l'acte, initialement prévu au 1^{er} octobre 2012, est décalé de un mois, soit au 31 octobre 2012 (le conseil municipal de rentrée se tient le 1er octobre 2012).

- le délai de réitération de l'acte, initialement prévu le 31 octobre 2012, est décalé au 31 décembre 2012.

- le compromis prévoit une substitution possible par une personne morale (l'EPFLR), à qui la Ville propose de confier une mission d'acquisition foncière soumise parallèlement à l'approbation de ce même conseil.

- il est rappelé que l'acte de vente de la parcelle cadastrée TN 442, propriété de Monsieur Jean-Louis RIGAIL, doit être signé concomitamment à la signature de cet acte.

En conséquence et après étude du dossier, nous vous proposons :

- d'accepter le compromis modificatif établi par Maître Laurent VIALLA, pour le compte de Monsieur Paul RIGAIL, pour l'acquisition des parcelles TR12, (d'une superficie de 19 208 m²), TS1 (d'une superficie de 17 164 m²) et TS 2(d'une superficie de 9 349 m²), au prix de 55 €/m², sous réserve de la révision simplifiée du PLU, soit un montant total, toutes indemnités comprises, pour les trois parcelles, de 2 767 120 €, conforme à l'estimation des services fiscaux.

- de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition, sera prélevé sur le budget de la Ville ou de celui de la personne morale qui s'y substituerait,

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le 27 03 2012



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

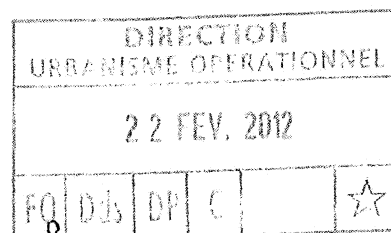
Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet: ZAC du coteau/TR 12, TS 1 et 2.

Affaire suivie par Mme Fabre.

Référence: dossier n° 2012.172V0298.

Mairie de Montpellier
Département urbanisme et aménagement
Direction de l'urbanisme opérationnel
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER cedex 2



1- Service consultant : Ville de Montpellier.

2- Situation des biens : Parcelles cadastrées TR 12, TS 1 et TS 2 pour une contenance respective de 19 208 m², 17 164 m² et 9 349 m² situées à Montpellier.

3- Propriétaire : M. RIGAIL.

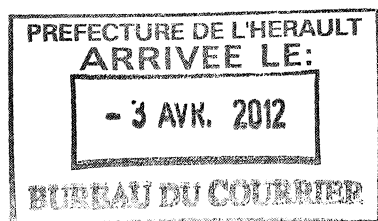
4- Description sommaire : Terrain nu et non aménagé.

5- Urbanisme applicable : Zone 1AU-6 dans le périmètre de la future ZAC du coteau : zone partiellement équipée destinée à une urbanisation future essentiellement sous forme d'habitat collectif avec mixité urbaine(habitation, activités).

6- Evaluation de la parcelle:

La valeur vénale des parcelles désignées ci-dessus, à aménager dans le cadre d'une ZAC mixte à dominante habitation, peut être estimée à 2 514 655 €, sur la base d'un prix unitaire de 55 € le m².

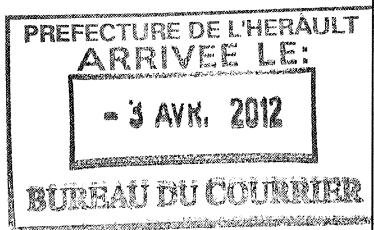
7-Indemnité de remplacement (si DUP) : 252 465 €.



Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
Et par délégation,
L'inspecteur principal des Finances Publiques,

Serge de BREMOY

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Acquisition de la propriété de Monsieur Jean-Louis RIGAIL rue Henri Lagattu, cadastrée TN 442

Acceptation d'un avenant au compromis de vente en date du 27/05/2011

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, le Conseil municipal a adopté le principe d'urbanisation du secteur du Coteau sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), a défini les objectifs d'aménagement et les modalités de la concertation de la population relatifs à cette opération et a fixé le cadre d'évolution des dispositions d'urbanisme réglementaires permettant de mettre en œuvre le projet.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a prescrit la révision simplifiée du plan local d'urbanisme afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement du secteur du Coteau, pour réaliser un nouveau quartier situé au sud du quartier Malbosc qui couvre une superficie d'environ 25 hectares, quartier à dominante d'habitation répondant aux besoins en matière de logements, d'emploi, d'équipements et de services, et a adopté les objectifs et modalités de la concertation avec le public proposés.

Ce projet concerne diverses parcelles situées pour la plupart en zone AU0-6 du PLU, et en zone N-1, qui seront reclassées en zone AU du PLU.

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la concertation et approuvé le dossier de création de la ZAC du Coteau.

La Ville envisage de se prévaloir de l'article R123-19 du Code de l'Urbanisme, selon lequel l'enquête relative à la révision ou à la modification d'un plan local d'urbanisme vaut enquête publique à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions ou expropriations prévues à l'intérieur d'une ZAC. Cette enquête publique se déroulera dans les tous prochains mois.

Des négociations ont cependant déjà abouti dans ce secteur d'intervention foncière avec plusieurs propriétaires, avec lesquels la commune a signé des compromis de vente, sous condition suspensive d'approbation de la révision simplifiée du PLU, qui doit, d'après le calendrier prévisionnel, intervenir à la fin de l'année 2012.

Conformément à la délibération en date du 28 mars 2011, la Ville a accepté un compromis de vente, signé le 27 mai 2011, avec Monsieur Jen-Louis RIGAIL, propriétaires de la parcelle TN 442, d'une superficie de 15 971 m², au prix de 55 €/m² plus l'indemnité de remploi, soit un montant toutes indemnités comprises de 967 245,50 €, conforme à l'estimation des services fiscaux.

Nous vous proposons d'accepter un avenant au compromis de vente initial avec les clauses suivantes modifiées:

- le paiement du remploi pourra intervenir suite à l'approbation de la déclaration d'utilité publique, ce qui n'était pas prévu dans le compromis initial,
- le délai d'approbation de la révision simplifiée du PLU, qui est une condition de réitération de l'acte, initialement prévu au 1^{er} octobre 2012, est décalé de un mois, soit au 31 octobre 2012 (le conseil municipal de rentrée se tient le 1er octobre 2012).
- le délai de réitération de l'acte, initialement prévu le 31 octobre 2012, est décalé au 31 décembre 2012.
- le compromis prévoit une substitution possible par une personne morale (l'EPFLR), à qui la Ville propose de confier une mission d'acquisition foncière soumise parallèlement à l'approbation de ce même Conseil.

Ces modifications apportées à l'acte, d'accord des parties, ne remettent pas en cause l'économie générale du contrat.

En conséquence et après étude du dossier, nous vous proposons :

-d'accepter l'avenant au compromis de vente rédigé par Maître Jean-Louis VIALLA, notaire du vendeur, pour l'acquisition de la parcelle TN 442, d'une superficie de 15 971 m², appartenant à Monsieur Jen-Louis RIGAIL, en ce qui concerne les clauses ci-dessus exposées, les autres conditions du compromis initial demeurant inchangées, et en particulier l'économie du contrat,

-d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le 27 03 2012




COPIE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

 Direction Régionale des Finances Publiques
 de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault
**BRIGADE D'EVALUATION.**
 CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
 34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 17 mars 2011.

 Mairie de Montpellier
 Département urbanisme et aménagement
 Direction de l'urbanisme opérationnel
 1 place Francis Ponge
 34064 MONTPELLIER cedex 2
Objet: Quartier Malbosc/emprises RIGAIL.

Affaire suivie par Mme Fabre.

Référence: dossier n° 2011.172V0355.**1- Service consultant :** Ville de Montpellier.**2- Situation des biens :** Diverses emprises situées dans le quartier Malbosc à Montpellier appartenant aux consorts RIGAIL.

Parcelles cadastrées : TN 426, TS 1 et 2, TR 12 (en tout ou partie).

3- Urbanisme applicable :

Parcelles	Zonage actuel (PLU au 13/04/2010)
TN 426	AUO-6
TS 1 et 2	N-2
TR 12	AUO-6

4- Evaluation des parcelles(prix unitaires): (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)

Parcelles	Valeur unitaire
TN 426	28 € en AUO-6
TS 1 et 2	18 € en N-2
TR 12	28 € en AUO-6

Indemnité de remploi en sus en cas de DUP.

Cela étant, dans le cadre de l'accord intervenu entre les parties qui prend en considération la prochaine modification du PLU classant les parcelles TN 426 et TR 12 en zone 9 AU-5, le prix unitaire de 55 € le m² peut être admis pour déterminer la valeur vénale desdites parcelles.


 Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
 Et par délégation,
 L'inspecteur,

Pascal BONNAIRE

 MINISTÈRE DU BUDGET
 DES COMPTES PUBLICS
 DE LA FONCTION PUBLIQUE
 ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

AVENANT AU COMPROMIS EN DATE DU 27 MAI 2011



ENTRE LES SOUSSIGNES

VENDEUR:

Monsieur Jean-Louis André **RIGAIL**, Chef d'Entreprise, époux de Madame Michèle Annie **RAYNAL**, demeurant à MONTPELLIER (34000), 974 à 1010, rue Henri Lagattu,

Né à TLEMCEN (ALGERIE) le 18 avril 1949,

Marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Philippe VIALLA, Notaire à MONTPELLIER, le 2 juillet 1971, préalable à son union célébrée à la mairie de MONTPELLIER (34000), le 2 juillet 1971.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

"Résident" au sens de la réglementation fiscale.

Ici présent.

ACQUEREUR:

La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département l'Hérault, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER (34000) Hôtel de Ville, 1 place Francis Ponge, identifiée au SIREN sous le numéro 213 401 722.

Représentée par Monsieur Mickaël DELAFOSSE, Adjoint au Maire délégué, domicilié en l'hôtel de ville, agissant aux présentes en vertu d'un arrêté rendu par Madame Le Maire en date du 2 septembre 2011 transmise en Préfecture le même jour.

Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la Délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 26 mars 2012 transmise en Préfecture le , dont une copie demeure ci-annexée.

INTERVENANT:

Madame Michèle Annie **RAYNAL**, Gérante de Société, épouse de Monsieur Jean-Louis **RIGAIL**, demeurant à MONTPELLIER (34000), 974 à 1010, rue Henri Lagattu,

Née à RIVOLI (ALGERIE) le 1er juillet 1950,

Mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Philippe VIALLA, Notaire à MONTPELLIER, le 2 juillet 1971, préalable à son union célébrée à la mairie de MONTPELLIER (34000), le 2 juillet 1971.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

"Résidente" au sens de la réglementation fiscale.

Ici présente.

A l'effet de donner son consentement à la vente conformément à l'article 215, troisième alinéa, du Code civil.

Il a été convenu ce qui suit:

DECLARATIONS PREALABLES

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- Que leur état-civil et leurs qualités indiqués en tête des présentes sont exacts.
- Qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire.
- Qu'elles n'ont pas été associées depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social.
- Qu'elles ne sont concernées :
- Par aucune des mesures légales des majeurs protégés sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure.
- Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.

EXPOSE PREALABLE

Les parties exposent que les présentes font suite au compromis de vente sous-seings privés en date à MONTPELLIER du 27 mai 2011, portant sur la vente des biens immobiliers sis à MONTPELLIER, ci-après plus amplement désignés, aux conditions principales ci-après rappelées, suite à l'exposé qui suit.

EXPOSE ET CONVENTION PREALABLE

1°) Monsieur Jean-Louis RIGAIL, VENDEUR aux présentes, est propriétaire d'une propriété située à MONTPELLIER, rue Lagattu, cadastrée savoir:

- section TN numéro 426, lieudit 974 rue Henri Lagattu pour une superficie de deux hectares cinquante ares vingt sept centiares (02ha 50a 27ca).
- section TN numéro 14, lieudit Le Coteau, pour une contenance de quarante trois ares et quatre vingt quinze centiares (00ha 43a 95ca)
- section TN numéro 15, lieudit 1010 rue Henri Lagattu, pour une contenance de quatre ares et soixante centiares (00ha 04a60ca)
- section TN numéro 16, lieudit 400B rue Henri Lagattu, pour une contenance de trente trois ares et onze centiares (00ha 33a 11ca),

Pour lui avoir été attribuée suivant acte reçu par Maître Philippe VIALLA, Notaire à MONTPELLIER le 23 février 1996 dont une copie authentique a été publiée au premier Bureau des Hypothèques de MONTPELLIER, le 3 avril 1996 et 9 septembre 1996 volume 1996, numéro 4326. Ledit acte a été suivi d'une attestation rectificative en date du 3 septembre 1996 publiée au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 9 septembre 1996, volume 96p numéro 10363.

2°) Monsieur Paul RIGAIL, le frère de Monsieur Jean-Louis RIGAIL est propriétaire de plusieurs terrains cadastrés savoir:

- section TR numéro 12, lieudit Gay Lussac, pour une contenance de un hectare quatre vingt douze ares et huit centiares (01ha 92a 08ca)
- section TS numéro 1, lieudit rue de Malbosc, pour une contenance de un hectare soixante et onze ares et soixante quatre centiares (01ha 71a 64ca)
- section TS numéro 2, lieudit rue de Malbosc, pour une contenance de quatre vingt treize ares et quarante neuf centiares (00ha 93a49ca).
- section TN numéro 77, lieudit Le Coteau, pour une contenance de cinquante ares et quinze centiares (00ha50a15ca),

Pour lui avoir été attribués suivant acte reçu par Maître Philippe VIALLA, le 23 février 1996, sus-visé.

3°) La **COMMUNE DE MONTPELLIER, ACQUEREUR** aux présentes, envisage de poursuivre, dans le secteur de Malbosc, plusieurs projets dont:

- la réalisation d'un groupe scolaire,
- la réalisation d'un grand parc public dit "Parc Malbosc" notamment destiné aux habitants de la ZAC MALBOSC et de son extension
- et la mise en œuvre d'une nouvelle ZAC en extension de l'actuel quartier Malbosc.

4°) L'implantation du futur groupe scolaire est prévue sur une partie de la propriété appartenant à Monsieur Jean-Louis **RIGAIL**.

5°) Les parcelles cadastrées section TS numéros 1 et 2 appartenant à Monsieur Paul **RIGAIL**, le frère de Monsieur Jean-Louis **RIGAIL**, sont situées pour partie dans le périmètre de la réalisation du futur grand parc public dit "Parc Malbosc" et pour partie dans le périmètre de la future nouvelle ZAC.

6°) La parcelle cadastrée section TR numéro 12 appartenant à Monsieur Paul **RIGAIL**, le frère de Monsieur Jean-Louis **RIGAIL**, est située dans le périmètre du projet de la future nouvelle ZAC.

7°) Les parties déclarent qu'un protocole a été régularisé entre Monsieur Jean-Louis **RIGAIL**, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** et Monsieur Paul **RIGAIL**, suivant acte sous seing privé en date des 18 avril 2011 et 2 mai 2011, aux termes duquel il a notamment été convenu:

- que Monsieur Jean-Louis **RIGAIL** s'engage à céder à la **COMMUNE DE MONTPELLIER** savoir:

- * dans un premier temps, la partie du terrain nécessaire à la réalisation dudit groupe scolaire soit 3577m² à détacher de la parcelle actuellement cadastrée section TN 426, ce qui a fait l'objet d'un compromis de vente signé le 18 avril 2011 et d'un acte de vente régularisé ce jour.

- * dans un second temps, une parcelle de 15.971m² à détacher de partie du surplus de la parcelle cadastrée section TN numéro 426, ce qui fait l'objet du présent compromis.

- que Monsieur Paul **RIGAIL** s'engage à céder à la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, les parcelles cadastrées section TR numéro 12 et TS numéros 1 et 2.

- De son côté, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** envisage de reclasser notamment le reste de la propriété de Monsieur Jean-Louis **RIGAIL**, soit le surplus de la parcelle TN 426 d'une contenance de 5.479m² restant lui appartenir, les parcelles cadastrées section TN numéros 14, 15 et 16, ainsi que la parcelle cadastrée section TN numéro 77 appartenant à Monsieur Paul **RIGAIL**, situées dans l'actuelle zone N1 du PLU, en zone AU immédiatement constructible.

Il est donc expressément convenu comme condition essentielle et déterminante du consentement des parties, sans laquelle elles ne se seraient pas engagées, que la réitération de l'acte de vente de la parcelle objet des présentes est liée savoir:

- d'une part à la réitération des actes de vente des parcelles appartenant à Monsieur Paul **RIGAIL** au profit de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, cadastrées section TS numéros 1 et 2, situées dans la future ZAC et section TR numéro 12, sus visées, au plus tard en même temps que la réitération des présentes.

- d'autre part à la réalisation du reclassement notamment des parcelles restant la propriété des Consorts **RIGAIL** (ci-dessus visé) par une révision simplifiée du PLU,

Le tout de sorte que la non-réalisation d'une de ces trois opérations (les deux mutations et la modification du PLU) entraînera la caducité pure et simple des autres opérations et la résolution des avants contrats, étant rappelé que les premières ventes (portant sur la partie de la parcelle TN 426 devant servir d'assiette à la future école ainsi que la vente de partie des parcelles TS 1 et TS 2 situées dans le parc) ne sont

pas comprises dans cette convention du fait de sa cause et/ou son caractère d'ordre public.

.....

DESIGNATION

A MONTPELLIER (Hérault), rue Henri Lagattu, une parcelle de terre cadastrée section TN numéro 442, lieudit rue Henri Lagattu, pour une contenance de quinze mille neuf cent soixante et onze (15.971) m².

Cette parcelle provient de la division d'un immeuble de plus grande importance originellement cadastré section TN numéro 426, lieudit Le Coteau, d'une contenance de deux hectares cinquante ares vingt sept centiares (02ha 50a 27ca), dont le surplus est désormais cadastré savoir:

- section TN numéro 441 pour une contenance de 00ha59a35ca,
- section TN numéro 443, lieudit Le Coteau, d'une contenance de 00ha35a77ca.

Cette division résulte d'un document d'arpentage dressé par la SCP BILICKI-DHOMBRES-OSMO, géomètres experts à MONTPELLIER (34080) 134 rue de Font Caude, sous le numéro 9312K.

.....

PROPRIETE - JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** sera propriétaire du **BIEN** ci-dessus désigné à compter du jour de la réalisation de la vente par acte authentique.

Il en aura la jouissance par la prise de possession réelle et effective à compter du même jour, ledit bien étant vendu libre de toute location, habitation ou occupation quelconque.

.....

PRIX- CONDITIONS FINANCIERES ET DE PAIEMENT

La vente, si elle se réalise, aura lieu moyennant le prix de **NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLE DEUX CENT QUARANTE CINQ EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (967.245,50€)** se décomposant comme suit :

- indemnité principale de vente : HUIT CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE QUATRE CENT CINQ EUROS (878.405,00 EUROS).
- indemnité de remploi : QUATRE VINGT HUIT MILLE HUIT CENT QUARANTE EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (88.840,50 EUROS).

Ce paiement devra intervenir, conformément aux dispositions du décret numéro 2003-301 du 2 Avril 2003, et sous réserve de l'éventuelle réquisition par l'ordonnateur (articles 15, 55 et 82 de la loi numéro 82-231 du 2 Mars 1982), dans le délai de un mois à compter de la date de la signature de l'acte authentique de vente et sur présentation :

- de la décision autorisant l'acquisition ;
- de la copie authentique du présent acte.

Il résulte du point 52 renvoi 7 ce qui suit littéralement rapporté :

« La mention d'inscription au fichier immobilier et la mention d'enregistrement n'ont pas à être exigées lorsque les fonds sont remis au Notaire et que celui-ci produit un certificat par lequel il s'engage à prendre à sa charge les sommes qui, après paiement au vendeur du prix de l'acquisition, s'avèreraient être dues à la suite de l'inscription au fichier immobilier à des créanciers inscrits ou à un autre propriétaire. »

En raison de ce que la remise des fonds sera ainsi effectuée, conformément aux termes des décrets précités, et notamment celui du 20 Mai 1955, au Notaire soussigné, sous sa responsabilité, la présentation d'un état des inscriptions

hypothécaires délivré sur la publication du présent acte ne sera pas nécessaire pour remettre les fonds au Notaire soussigné.

Le règlement ainsi effectué libérera entièrement l'**ACQUEREUR**.

.....

CONDITIONS SUSPENSIVES PARTICULIERES

Les présentes sont en outre conclues sous les conditions suspensives particulières suivantes:

1°) Que le surplus de la propriété de Monsieur Jean-Louis **RIGAIL** et la parcelle cadastrée section TN numéro 77 appartenant à Monsieur Paul **RIGAIL**, actuellement situées en zone N1 du PLU, soient reclassées en zone AU immédiatement constructible, par suite d'une révision simplifiée du PLU qui devra intervenir au plus tard le 30 septembre 2012. Ladite révision devenue définitive.

2°) Que l'acte de vente des parcelles cadastrées section TR numéro 12 et une partie des parcelles cadastrées section TS numéro 1 et 2, appartenant à Monsieur Paul **RIGAIL** soit régularisé au plus tard concomitamment à la réitération des présentes.

3°) Afin de préserver l'intimité de leur propriété, de convention entre les parties, il a été convenu que l'**ACQUEREUR** s'oblige par les présentes à reconstituer les clôtures en limite est de la partie conservée par le **VENDEUR** et ce au plus tard lors de la prise de possession.

.....

REITERATION AUTHENTIQUE

En cas de réalisation des conditions suspensives stipulées au compromis, la signature de l'acte authentique de vente aura lieu au plus tard le **TRENTE ET UN OCTOBRE DEUX MILLE DOUZE** par le ministère de Maître Laurent VIALLA, Notaire à MONTPELLIER.

Il est précisé que les conditions suspensives devront être réalisées dans le délai de validité des présentes sauf à tenir compte de délais et procédures spécifiques convenus.

Toutefois, ce délai sera automatiquement prorogé jusqu'à réception des pièces administratives nécessaires à la perfection de l'acte authentique, et sans que la liste qui suit soit limitative : renonciation expresse ou tacite à un droit de préemption, notes d'urbanisme, certificats d'urbanisme, arrêtés d'alignement, état hypothécaire hors formalités de moins de deux mois de date de certification, cadastre modèle « 1 », répertoire civil, sans que cela ne puisse excéder le **TRENTE NOVEMBRE DEUX MILLE DOUZE**.

La date d'expiration de ce délai, ou de sa prorogation ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, n'est pas extinctive mais constitutive du point de départ de la période à partir de laquelle l'une des parties pourra obliger l'autre à s'exécuter.

Si l'une des parties vient à refuser de réitérer la présente vente, l'autre pourra invoquer le bénéfice de la clause pénale ou saisir le Tribunal compétent afin de faire constater la vente par décision de Justice, la partie défaillante supportant les frais de Justice, le tout dans le délai d'un mois de la date indiquée en tête du présent paragraphe ou de la date, si elle est postérieure, à laquelle auront été réunis tous les éléments nécessaires à la perfection de l'acte, et cette partie devra en outre payer à son cocontractant, le montant de la clause pénale stipulée aux présentes, nonobstant tous dommages-intérêts.

.....

DECLARATIONS FISCALES

Régime fiscal de la vente

La vente de ce bien n'entrant pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée le **VENDEUR** déclarant ne pas être assujettis à la TVA.

Le tarif applicable sera celui de droit commun prévu par l'article 1594D du Code général des impôts, sauf si l'acquéreur prend dans l'acte authentique de vente l'engagement de construire ou de revendre.

Taxe sur la cession de terrain devenu constructible

Article 1529 II a du Code général des impôts

Conformément aux dispositions de l'article 1529 du Code général des impôts, une délibération du conseil municipal de la commune de plus de trois mois, notifiée aux services fiscaux, peut instaurer une taxe de 10 % sur les deux tiers du prix de cession, taxe due par le vendeur comme s'agissant de la première cession d'un terrain après son classement, intervenu il y a moins de dix-huit ans, en terrain constructible.

Madame le Maire déclare que ladite taxe n'a pas été instaurée à ce jour sur la Commune de MONTPELLIER.

Le **VENDEUR** déclare en outre vouloir faire son affaire personnelle de l'instauration de cette taxe, ou variation des conditions d'exigibilités ou des taux des taxes et impôts qui seraient éventuellement exigibles selon les textes en vigueur au jour de la réitération des présentes, faisant leur affaire personnelle de cet aléa.

- Article 1605 nonies du Code Général des Impôts:

L'article 1605 nonies du Code Général des Impôts à instaurer à la charge du vendeur, une nouvelle taxe sur la première cession d'un terrain nu rendu constructible du fait de son classement postérieur au 13 Janvier 2010.

Le **VENDEUR** déclare ne pouvoir déterminer à ce jour si ladite taxe s'applique aux présentes et déclare vouloir en faire son affaire personnelle.

Plus-values

Le bien objet des présentes appartient au **VENDEUR** pour lui avoir été attribué aux termes d'un acte de partage reçu par le prédécesseur du Notaire soussigné le 23 février 1996.

Il est ici précisé qu'en cas de revente d'un bien après partage provenant d'une indivision successorale, il convient de considérer que le bien a été acquis à la date de l'ouverture de la succession et la plus-value réalisée doit être calculée à partir de la valeur vénale du bien à cette date.

Le bien a été attribué savoir:

* **pour partie** pour l'avoir recueilli dans la succession de sa mère Madame Pauline LOUIS épouse de Monsieur André RIGAIL, née à BAUDENS (Algérie) le 10 février 1921 et décédée à MONTPELLIER, le 4 juin 1970.

L'attestation immobilière portant sur l'ensemble des biens a été reçue par le prédécesseur du Notaire soussigné le 2 décembre 1977.

Cette partie étant entrée dans le patrimoine du **VENDEUR** depuis plus de quinze ans, celui-ci bénéficie à due concurrence de l'exonération des plus-values conformément à l'article 150 VC I du Code général des impôts.

Par suite, le Notaire est dispensé de déposer l'imprimé 2048 IMM.

* **pour partie** pour l'avoir recueilli dans la succession de Monsieur André Edmond RIGAIL, veuf en premières noces de Madame LOUIS et époux en secondes noces de Madame Raymonde KOEHL, né à CHANZY, le 8 avril 1917 et décédé à MONTPELLIER, le 11 juin 1995.

Cette partie étant entrée dans le patrimoine du **VENDEUR** depuis plus de quinze ans, celui-ci bénéficie à due concurrence de l'exonération des plus-values conformément à l'article 150 VC I du Code général des impôts.

Par suite, le Notaire est dispensé de déposer l'imprimé 2048 IMM.

.....

Absence de faculté de substitution

Il est toutefois convenu que la réalisation par acte authentique ne pourra avoir lieu qu'au profit de L'ACQUEREUR. Aucune substitution ne pourra avoir lieu au profit de qui que ce soit.

La Commune de **MONTPELLIER** a décidé de procéder à une élaboration d'un dossier de déclaration d'utilité publique (DUP) concomitante à la procédure de révision simplifiée du plan local d'urbanisme (PLU) actuellement en cours, ce qui est accepté par le **VENDEUR**.

Par suite, la commune de **MONTPELLIER** procédera à une enquête publique conjointe (révision simplifiée du PLU et DUP), conformément à l'article R123-19 du Code de l'Urbanisme.

CECI EXPOSE, les parties sont convenues de ce qui suit:

EXPOSE

Comme indiqué dans l'exposé ci-dessus du compromis en date du 27 mai 2011, la commune de Montpellier souhaite étendre l'urbanisation du quartier de Malbosc, au sud de la zone d'aménagement concerté de Malbosc existante, en lien avec le parc public paysager, par la mise en oeuvre d'une nouvelle ZAC.

Les terrains d'assiette de cette opération sont classés actuellement en zone AUO-6 au PLU de Montpellier, définie comme une zone d'urbanisation future, non équipée, caractérisée par une faible urbanisation et servant à la commune de réserve foncière.

Certains terrains sont également classés en zone N-1 au PLU de Montpellier, définie comme zone naturelle, non aménagée, caractérisée par une constructibilité substantiellement limitée.

Le conseil municipal de MONTPELLIER a prescrit, par délibération en date du 28 mars 2011, le principe d'urbanisation de ce secteur, avec définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation avec le public pour le même secteur.

Le conseil municipal a également prescrit par délibération en date du 25 juillet 2011, la mise en revision simplifiée du PLU, fixé les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public pour le même secteur.

Cette procédure doit permettre à la commune de reclasser tout ou partie des zones AU06 et N-1 en un ou plusieurs secteurs AU2 d'extension de l'urbanisation, donnant lieu à expropriation ou acquisition amiable des terrains concernés, en vue de leur aménagement d'ensemble par l'aménageur concessionnaire de la ZAC.

Par une délibération en date du 3 octobre 2011, le conseil municipal de Montpellier a tiré le bilan de la concertation relative au projet de ZAC et approuvé le dossier de création de la ZAC.

PRIX- CONDITIONS FINANCIERES ET DE PAIEMENT

La vente, si elle se réalise, aura lieu moyennant le prix de **NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLE DEUX CENT QUARANTE CINQ EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (967.245,50€)** se décomposant comme suit :

- indemnité principale de vente : HUIT CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE QUATRE CENT CINQ EUROS (878.405,00 EUROS).

- indemnité de remploi : QUATRE VINGT HUIT MILLE HUIT CENT QUARANTE EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (88.840,50 EUROS).

Ce paiement devra intervenir, conformément aux dispositions du décret numéro 2003-301 du 2 Avril 2003, et sous réserve de l'éventuelle réquisition par l'ordonnateur (articles 15, 55 et 82 de la loi numéro 82-231 du 2 Mars 1982), dans le délai de un mois à compter de la date de la signature de l'acte authentique de vente et sur présentation :

- de la décision autorisant l'acquisition ;
- de la copie authentique du présent acte.

Il résulte du point 52 renvoi 7 ce qui suit littéralement rapporté :

« La mention d'inscription au fichier immobilier et la mention d'enregistrement n'ont pas à être exigées lorsque les fonds sont remis au Notaire et que celui-ci produit un certificat par lequel il s'engage à prendre à sa charge les sommes qui, après paiement au vendeur du prix de l'acquisition, s'avèreraient être dues à la suite de l'inscription au fichier immobilier à des créanciers inscrits ou à un autre propriétaire. »

En raison de ce que la remise des fonds sera ainsi effectuée, conformément aux termes des décrets précités, et notamment celui du 20 Mai 1955, au Notaire soussigné, sous sa responsabilité, la présentation d'un état des inscriptions hypothécaires délivré sur la publication du présent acte ne sera pas nécessaire pour remettre les fonds au Notaire soussigné.

Le règlement ainsi effectué libérera entièrement l'**ACQUEREUR**.

DROIT DE DELAISSEMENT OU DUP

Concernant la partie du prix représentant une indemnité de remploi, il est ici précisé qu'elle sera payée :

- soit dans le cadre de la mise en œuvre du droit de délaissement qui sera demandé par le VENDEUR, en application de l'article L 311-2 du Code de l'urbanisme;
- soit en cas d'approbation d'une déclaration d'utilité publique par le Préfet de l'Hérault.

CONDITIONS SUSPENSIVES PARTICULIERES

Les présentes sont en outre conclues sous les conditions suspensives particulières suivantes:

1°) Que les parcelles objet des présentes, ainsi que le surplus de la propriété de Monsieur Jean-Louis **RIGAIL**, et les parcelles cadastrées section TN numéro 77, section TR numéro 12 et section TS numéros 1 et 2 appartenant à Monsieur Paul **RIGAIL**, actuellement situées en zone AUO-6 et N1 du PLU, soient reclassées en zone AU immédiatement constructibles, par suite d'une révision simplifiée du PLU, dont l'approbation devra intervenir, par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier au plus tard **le 31 octobre 2012**.

2°) Que l'acte de vente des parcelles cadastrées section TR numéro 12 et des parcelles cadastrées section TS numéro 1 et 2, appartenant à Monsieur Paul **RIGAIL** soit régularisé au plus tard concomitamment à la réitération des présentes.

3°) Afin de préserver l'intimité de leur propriété, de convention entre les parties, il a été convenu que l'**ACQUEREUR** s'oblige par les présentes à reconstituer les clôtures en limite est de la partie conservée par le **VENDEUR** et ce au plus tard lors de la prise de possession.

REITERATION AUTHENTIQUE

En cas de réalisation des conditions suspensives stipulées au compromis, la signature de l'acte authentique de vente aura lieu au plus tard le **TRENTE ET UN**

DECEMBRE DEUX MILLE DOUZE par le ministère de Maître Laurent VIALLA, Notaire à MONTPELLIER.

Il est précisé que les conditions suspensives devront être réalisées dans le délai de validité des présentes sauf à tenir compte de délais et procédures spécifiques convenus.

Toutefois, ce délai sera automatiquement prorogé jusqu'à réception des pièces administratives nécessaires à la perfection de l'acte authentique, et sans que la liste qui suit soit limitative : renonciation expresse ou tacite à un droit de préemption, notes d'urbanisme, certificats d'urbanisme, arrêtés d'alignement, état hypothécaire hors formalités de moins de deux mois de date de certification, cadastre modèle « 1 », répertoire civil, sans que cela ne puisse excéder le **TRENTE ET UN JANVIER DEUX MILLE TREIZE**.

La date d'expiration de ce délai, ou de sa prorogation ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, n'est pas extinctive mais constitutive du point de départ de la période à partir de laquelle l'une des parties pourra obliger l'autre à s'exécuter.

Si l'une des parties vient à refuser de réitérer la présente vente, l'autre pourra invoquer le bénéfice de la clause pénale ou saisir le Tribunal compétent afin de faire constater la vente par décision de Justice, la partie défaillante supportant les frais de Justice, le tout dans le délai d'un mois de la date indiquée en tête du présent paragraphe ou de la date, si elle est postérieure, à laquelle auront été réunis tous les éléments nécessaires à la perfection de l'acte, et cette partie devra en outre payer à son cocontractant, le montant de la clause pénale stipulée aux présentes, nonobstant tous dommages-intérêts.

DECLARATIONS FISCALES

Régime fiscal de la vente

Inchangé

Taxe sur la cession de terrain devenu constructible

Article 1529 II a du Code général des impôts

Inchangé

- Article 1605 nonies du Code Général des Impôts:

L'article 1605 nonies du Code Général des Impôts a été instauré à la charge du vendeur, une nouvelle taxe sur la première cession d'un terrain nu rendu constructible du fait de son classement postérieur au 13 Janvier 2010.

Le VENDEUR déclare être parfaitement informé que, compte tenu de la modification du PLU érigée en condition suspensive particulière, la réitération des présentes constituera la première cession à titre onéreux d'un terrain après son classement en terrain constructible.

En conséquence, l'acte de réitération des présentes sera soumis à la taxe nationale sur la cession des terrains nus devenus constructibles, instituée par la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010, article 55, sauf à bénéficier d'un cas d'exonération, telle la cession de terrains pour lesquels une déclaration d'utilité publique a été prononcée en vue d'une expropriation.

Plus-values

Le bien objet des présentes appartient au **VENDEUR** pour lui avoir été attribué aux termes d'un acte de partage reçu par le prédécesseur du Notaire soussigné le 23 février 1996.

Il est ici précisé qu'en cas de revente d'un bien après partage provenant d'une indivision successorale, il convient de considérer que le bien a été acquis à la date de l'ouverture de la succession et la plus-value réalisée doit être calculée à partir de la valeur vénale du bien à cette date.

Le bien a été attribué savoir:

* **pour partie** pour l'avoir recueilli dans la succession de sa mère Madame Pauline LOUIS épouse de Monsieur André RIGAIL, née à BAUDENS (Algérie) le 10 février 1921 et décédée à MONTPELLIER, le 4 juin 1970.

L'attestation immobilière portant sur l'ensemble des biens a été reçue par le prédécesseur du Notaire soussigné le 2 décembre 1977.

Cette partie étant entrée dans le patrimoine du **VENDEUR** depuis plus de trente ans, celui-ci bénéficie à due concurrence de l'exonération des plus-values conformément à l'article 150 VC I du Code général des impôts.

Par suite, le Notaire est dispensé de déposer l'imprimé 2048 IMM.

* **pour partie** pour l'avoir recueilli dans la succession de Monsieur André Edmond RIGAIL, veuf en premières noces de Madame LOUIS et époux en secondes noces de Madame Raymonde KOEHL, né à CHANZY, le 8 avril 1917 et décédé à MONTPELLIER, le 11 juin 1995.

En conséquence, le VENDEUR déclare être parfaitement informé que cette partie est soumise à l'impôt des plus-values immobilières des particuliers, sauf à bénéficier d'un cas d'exonération telle que définie à l'article 150 U du CGI, dont les dispositions sont ci-après littéralement transcrites :

" Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux immeubles, aux parties d'immeubles ou aux droits relatifs à ces biens :

4° Pour lesquels une déclaration d'utilité publique a été prononcée en vue d'une expropriation, à condition qu'il soit procédé au emploi de l'intégralité de l'indemnité par l'acquisition, la construction, la reconstruction ou l'agrandissement d'un ou de plusieurs immeubles dans un délai de douze mois à compter de la date de perception de l'indemnité"

FACULTE DE SUBSTITUTION

L'ACQUEREUR pourra se substituer, à titre gratuit, toute personne morale, mais sous réserve qu'il reste tenu, avec le substitué, des obligations nées des présentes, jusqu'à la réitération par acte authentique.

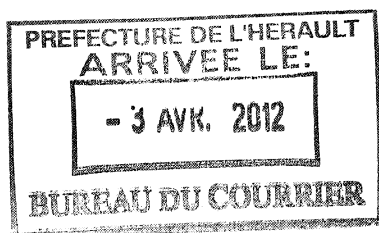
L'ensemble des autres conditions du compromis de vente sous-seings privés du 27 mai 2011, autres que celle susvisées, restent sans changement.

Fait à
Le
Pour le VENDEUR

Fait à
Le
Pour l'ACQUEREUR

Direction Urbanisme
Opérationnel
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 143



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Acquisition de la propriété des consorts GIBELY Lieudit Le Coteau, cadastrée TN 162,

Acceptation d'un avenant au compromis de vente en date du 7/11/2011

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, le Conseil Municipal a adopté le principe d'urbanisation du secteur du Coteau sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), a défini les objectifs d'aménagement et les modalités de la concertation de la population relatifs à cette opération et a fixé le cadre d'évolution des dispositions d'urbanisme réglementaires permettant de mettre en œuvre le projet.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, le Conseil Municipal a prescrit la révision simplifiée du plan local d'urbanisme afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement du secteur du Coteau, pour réaliser un nouveau quartier situé au sud du quartier Malbosc qui couvre une superficie d'environ 25 hectares, quartier à dominante d'habitation répondant aux besoins en matière de logements, d'emploi, d'équipements et de services, et a adopté les objectifs et modalités de la concertation avec le public proposés.

Ce projet concerne diverses parcelles situées pour la plupart en zone AU0-6 du PLU, et en zone N-1, qui seront reclassées en zone AU du PLU.

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et approuvé le dossier de création de la ZAC du Coteau.

La Ville envisage de se prévaloir de l'article R123-19 du Code de l'Urbanisme, selon lequel l'enquête relative à la révision ou à la modification d'un plan local d'urbanisme vaut enquête publique à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions ou expropriations prévues à l'intérieur d'une ZAC. Cette enquête publique se déroulera dans les tous prochains mois.

Des négociations ont cependant déjà abouti dans ce secteur d'intervention foncière avec plusieurs propriétaires, avec lesquels la commune a signé des compromis de vente, sous condition suspensive d'approbation de la révision simplifiée du PLU, qui doit, d'après le calendrier prévisionnel, intervenir à la fin de l'année 2012.

Conformément à la délibération en date du 7 novembre 2011, la Ville a accepté un compromis de vente, signé le 7 novembre 2011, avec les consorts GIBELY, propriétaires de la parcelle TN 162, d'une superficie de 6626 m², au prix de 55 €/m² plus l'indemnité de emploi, soit un montant toutes indemnités comprises de 401 873 €, conforme à l'estimation des services fiscaux.

Nous vous proposons d'accepter un avenant au compromis de vente initial avec les clauses suivantes modifiées:

- le paiement du emploi pourra intervenir suite à l'approbation de la déclaration d'utilité publique, ce qui n'était pas prévu dans le compromis initial, et qui constitue pour les vendeurs une condition substantielle de la vente,
- le délai d'approbation de la révision simplifiée du PLU, qui est une condition de réitération de l'acte, initialement prévu au 1^{er} octobre 2012, est décalé de un mois, soit au 31 octobre 2012 (le conseil municipal de rentrée se tient le 1er octobre 2012).
- le délai de réitération de l'acte, initialement prévu le 31 octobre 2012, est décalé au 31 décembre 2012, compte tenu du fait que les propriétaires ont souhaité que l'approbation de la déclaration d'utilité publique par le Préfet soit une condition substantielle de l'acte.
- le compromis prévoit une substitution possible par une personne morale (l'EPFLR) , à qui la Ville propose de confier une mission d'acquisition foncière soumise parallèlement à l'approbation de ce même conseil.

Ces modifications apportées à l'acte, d'accord des parties, ne remettent pas en cause l'économie générale du contrat.

En conséquence et après étude du dossier, nous vous proposons :

-d'accepter l'avenant au compromis de vente rédigé par Maître Jean-Louis DAIRE, notaire du vendeur, pour l'acquisition de la parcelle TN 162, d'une superficie de 6626 m², appartenant aux consorts GIBELY, en ce qui concerne les clauses ci-dessus exposées, les autres conditions du compromis initial demeurant inchangées, et en particulier l'économie du contrat,

-d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le 27 03 2012